



Assemblée nationale

journal des Débats

Deuxième session — 29^e Législature

Le mardi 30 novembre 1971

Vol. 11 — N° 96

Président : l'honorable Jean-Noël Lavoie

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

Commission des bills privés et publics (11 ^e rapport)	
Comité plénier et troisième lecture du bill 94.	4511
Projet de loi no 256 — Loi sur l'Optométrie	
1 ^{re} lecture.	4511
Projet de loi no 265 — Loi des techniciens en radiologie	
1 ^{re} lecture.	4511
Projet de loi no 268 — Loi des opticiens d'ordonnances	
1 ^{re} lecture.	4511
Projet de loi no 272 — Loi des physiothérapeutes	
1 ^{re} lecture.	4512
Projets de loi déferés à une commission spéciale.	4512
Rapport du comité des bibliothèques gouvernementales.	4512
Jugement sur l'élection du comté de Montmorency.	4512
Questions et réponses	
Allocations familiales.	4512
Autoroute de la rive nord.	4513
Loi d'assurance-chômage.	4513
Congédiements dans l'industrie de l'aluminium.	4513
Opération 2,000.	4514
Naïveté des polices québécoises.	4514
Belle-Vision.	4515
Sécurité d'emploi à des enseignants.	4516
Dette de la province.	4516
Retrait de plaintes.	4517
Démission de M. Léopold Simoneau.	4518
Questions de privilège	
Article du Soleil	
M. Georges Tremblay.	4519
Patronage dans le comté de Maskinongé	
M. Rémi Paul.	4520
Motion de convoquer la commission de l'Assemblée Nationale.	4521
Rejet de la motion par M. le Président.	4522
Message du lieutenant-gouverneur	
Budget supplémentaire	
Projet de loi no 87 — Loi modifiant la loi des terres et forêts	
Deuxième lecture	
M. Kevin Drummond.	4523
M. Clément Vincent.	4523
M. Jean-Louis Béland.	4527
M. Camille Laurin.	4530
M. Guy Gauthier.	4532
M. Henri-L. Coiteux.	4533
M. Rémi Paul.	4534
M. Jean-Noël Tremblay.	4536
M. Paul-A. Latulippe.	4540
M. Kevin Drummond.	4540
Comité plénier.	4541
Troisième lecture.	4545
Projet de loi no 89 — Loi modifiant de nouveau le code civil et modifiant la Loi abolissant la mort civile	
Deuxième lecture	
M. Jérôme Choquette.	4545
M. Rémi Paul.	4546
M. Armand Bois.	4548
M. Robert Burns.	4548
M. Bernard Dumont.	4550
M. Jérôme Choquette.	4551
Comité plénier.	4551
Troisième lecture.	4561
Ajournement.	4562

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre
des Finances. Adresse: Comptable de l'Assemblée nationale, Québec.
Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762.*

(Quinze heures cinq minutes)

M. LAVOIE (président): Qu'on ouvre les portes. A l'ordre, messieurs!

Affaires courantes.
Présentation de pétitions.
Lecture et réception de pétitions.
Présentation de rapports de commissions élues.

Commission des bills privés et publics

M. LEDUC: M. le Président, la commission des bills privés et des bills publics a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre son onzième rapport.

Votre commission a décidé de rapporter sans modification le bill no 94, Loi relative à la ville de Québec

Comité plénier et 3e lecture du bill 94

M. LEVESQUE: M. le Président, puis-je profiter de cette occasion pour faire motion, avec le consentement unanime de cette Chambre, pour que le projet de loi no 94 franchisse immédiatement les étapes du comité plénier et de la troisième lecture et que le secrétaire soit autorisé à faire les entrées à cet effet?

M. LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?

Adopté.

Présentation de motions non annoncées.
Présentation de bills privés.
Présentation de bills publics.

M. LEVESQUE: Article f).

Projet de loi no 256**Première lecture**

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre des Affaires sociales propose la première lecture du projet de loi, intitulé Loi sur l'optométrie.

M. CASTONGUAY: Ce projet a pour principal objet d'abroger la Loi des optométristes et opticiens et de la remplacer par une loi sur l'optométrie qui concorde avec les dispositions du projet de code des professions. Les autres notes explicatives sont assez détaillées et portent sur les diverses modalités. Est-ce que ça irait comme ça?

UNE VOIX: Nous savons lire.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Avec des lunettes.

M. BERTRAND: Avec nos verres.

M. LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?

Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Est-ce qu'il y a motion de référence?

M. LEVESQUE: On attend, M. le Président, que les quatre projets de loi soient appelés pour faire une motion omnibus.

Article o).

Projet de loi no 265**Première lecture**

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre des Affaires sociales propose la première lecture du projet de loi, intitulé Loi des techniciens en radiologie.

M. CASTONGUAY: Ici, M. le Président, il y a une petite différence. Peut-être qu'il y aurait lieu de lire une partie un peu plus longue des notes. Ce projet a pour principal objet d'abroger la Loi des techniciens en radiologie médicale et de la remplacer par une Loi des techniciens en radiologie qui ne soit pas limitée au domaine de la radiologie médicale et qui concorde toutefois avec les dispositions du projet de code des professions.

Je passe certaines notes. A la section IV, on décrit l'exercice de la profession de technicien en radiologie comme tout acte qui a pour objet d'exécuter un travail technique comportant l'utilisation d'isotopes en vue de traitement radiothérapique ou de production de radiographie. On réserve le droit de poser ces actes aux techniciens en radiologie en précisant qu'ils ne pourront le faire que sous la surveillance d'un médecin, d'un dentiste ou encore d'un détenteur d'un permis de radiologie ou de radiothérapie délivré conformément au code des professions ou d'une personne désignée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

C'est cet aspect qui est nouveau, soit la délivrance de permis à des groupes autres que les médecins et les dentistes.

M. LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?

Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LEVESQUE: Article r).

Projet de loi no 268**Première lecture**

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre des Affaires sociales propose la première lecture du projet de loi intitulé Loi des opticiens d'ordonnances.

M. CASTONGUAY: Ce projet a pour but principal d'abroger la Loi des opticiens d'ordonnances actuelle et de la remplacer par une nouvelle loi des opticiens d'ordonnances qui concorde avec les dispositions du projet de code des professions.

M. LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LEVESQUE: Article v).

Projet de loi no 272

Première lecture

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre des Affaires sociales propose la première lecture du projet de loi intitulé Loi des physiothérapeutes.

M. CASTONGUAY: Ce projet a pour principal objet de constituer, cette fois, la corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec et d'établir des règles concernant l'exercice de la physiothérapie au Québec, en tenant compte des dispositions du projet de code des professions. Les autres notes explicatives sont de la même nature que les précédentes.

M. LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?
Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

Projet de loi déferés à une commission spéciale

M. LEVESQUE: M. le Président, je désire faire motion, à la suite de l'adoption en première lecture, pour que ces quatre projets de loi soient déferés à la commission parlementaire spéciale chargée de l'étude des lois sur les professions.

M. LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?
Adopté.

M. LE PRESIDENT:
Déclarations ministérielles.
Dépôt de documents.

Rapport du comité des bibliothèques gouvernementales

M. LE PRESIDENT: J'ai l'honneur de vous soumettre en deux copies le rapport du comité des bibliothèques gouvernementales.

Ce comité, institué par l'arrêté ministériel no 4332, 18 novembre 1970, avait été chargé de procéder à l'inventaire des bibliothèques gouvernementales ainsi qu'à l'étude de leurs relations. Présidé par Me Jacques Prémont, directeur de la bibliothèque de l'Assemblée nationale, ce comité était composé de M. Georges Cartier, conservateur à la Bibliothèque nationale du Québec, de Me Jean-Charles Bonenfant, professeur à la faculté de droit de l'université Laval, du Révérend Père Paul-Emile Filion, coordonnateur des universités du Québec et de M. Denis Munger, bibliothécaire en chef au ministère des Richesses naturelles du Québec.

Jugement sur l'élection du comté de Montmorency

M. LE PRESIDENT: Egalement, conformément à l'article 85 de la Loi de la contestation des élections provinciales, j'ai l'honneur de communiquer à cette Chambre le jugement et le rapport de la cour Provinciale du district du Québec, en date du 18 novembre 1971, autorisant la discontinuation de la pétition intentée par le Dr Gaston Tremblay contre Me Louis Vézina en contestation de l'élection provinciale tenue dans le district électoral de Montmorency le 29 avril 1970.

A l'ordre, messieurs!

Question des députés.

Questions et réponses

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Montmagny.

Allocations familiales

M. CLOUTIER (Montmagny): M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires sociales. Dans une allocution qu'il a prononcée hier, dont il nous a fait parvenir le texte, il a déclaré qu'il avait l'intention de proposer un régime d'allocations familiales à partir du 1er mai 1972. Est-ce que le ministre peut faire part à cette Chambre des nouveaux développements sur l'état des négociations entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral au sujet du problème des allocations familiales?

M. CASTONGUAY: M. le Président, il s'agissait d'une conférence qui exposait, de façon générale, les politiques du ministère dans le domaine de la sécurité du revenu, des services de santé et des services sociaux. Cette référence au 1er mai 1972, quant au régime d'allocations familiales, n'était que pour situer dans le temps cette étape que j'ai décrite par rapport à l'ensemble des mesures que nous avons projetées dans ce secteur.

Alors, il ne s'agissait pas, en faisant cette référence à une date, à une indication qu'il y avait de nouveaux développements sur une base de quelques jours.

Il semble que cela ait été interprété ainsi par les journalistes. Mais mon intention n'était pas d'indiquer, par cette affirmation, qu'il y ait eu de nouveaux développements au cours des deux ou trois derniers jours.

M. CLOUTIER (Montmagny): Une question supplémentaire, M. le Président. Le ministre dit qu'il n'y a pas de nouveaux développements. Mais y a-t-il d'autres rencontres de prévues pour les jours prochains, soit au niveau des fonctionnaires ou au niveau politique, entre le gouvernement central et le gouvernement du Québec?

M. CASTONGUAY: Il y a eu effectivement, au cours des derniers jours, M. le Président, une rencontre au niveau des fonctionnaires.

M. LE PRESIDENT: Une question additionnelle.

L'honorable député de Bourget.

M. LAURIN: Le ministre pourrait-il nous dire si la position du Québec en ce qui concerne la primauté législative pour le problème des allocations familiales est définitivement acceptée par le gouvernement central?

M. CASTONGUAY: A ce genre de questions, le premier ministre a répondu à plusieurs reprises que la discussion portait maintenant sur les aspects administratifs de la question. C'est donc signe qu'au niveau des négociations un progrès considérable a été effectué. Mais tant et aussi longtemps que l'ensemble de la question ne fait pas l'objet d'une entente, il n'est pas possible de dire qu'un point est acquis de façon définitive et permanente.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Portneuf.

Autoroute de la rive nord

M. DROLET: M. le Président, j'aurais une question à poser à l'honorable ministre de la Voirie.

M. DEMERS: Il n'y en a plus.

M. DROLET: Puisque le ministre a confirmé, la semaine dernière, que la Transcanadienne serait terminée probablement vers l'automne 1972 et qu'il recevrait sous peu d'autres crédits, semble-t-il, est-ce l'intention du ministre d'annoncer bientôt le début des travaux de l'autoroute 40 sur la rive nord, à partir de Québec vers Trois-Rivières?

M. PINARD: M. le Président, nous avons actuellement des négociations en cours avec le conseil municipal de la ville de Trois-Rivières ainsi qu'avec le gouvernement fédéral. Il est possible que je puisse faire bientôt une annonce à ce sujet.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Bourget.

Loi d'assurance-chômage

M. LAURIN: Ma question s'adresse encore au ministre des Affaires sociales. Le ministre est-il au courant des rumeurs qui circulent à Montréal, propagées, paraît-il, par le ministère fédéral du Travail, à l'effet que les employés d'hôpitaux et de commissions scolaires, nonobstant l'article 1 de la Loi no 82, ne seraient pas assujettis à la Loi d'assurance-chômage quant elle entrera en vigueur?

M. CASTONGUAY: Oui, je suis au courant. Il ne s'agit pas uniquement d'une rumeur; il s'agit d'un texte qui a été publié dans certains journaux, en fait, dans Perspectives. Il y a eu effectivement, selon les renseignements que j'ai eus, visite de fonctionnaires de la Commission d'assurance-chômage dans certains des hôpitaux, à tout le moins.

M. LAURIN: Question additionnelle. Est-ce que le ministère du Travail ou des Affaires sociales a l'intention d'émettre une directive enjoignant aux fonctionnaires habilités à trancher ces questions, de se soumettre à la loi du Québec?

M. CASTONGUAY: Nous avons soumis ce problème au ministre de la Fonction publique, qui agit pour le gouvernement dans ce type de questions. Nous avons discuté également avec le ministre de l'Éducation et le ministre du Travail de cette question. Je crois bien que le ministre de la Fonction publique, en temps et lieu, pourra clarifier la question ici, en cette Chambre, ce qui devrait se faire au cours des prochains jours.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Chicoutimi.

Congédiements dans l'industrie de l'aluminium

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, je désirerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce.

Le ministre sait-il que 480 employés de l'usine de l'Alcan, à Arvida et à l'île Malignes, ont été congédiés et que l'on s'apprête à congédier au-delà de 180 employés de cadres et que ce chiffre de congédiements atteindrait, selon certaines nouvelles qui nous sont parvenues, le nombre de 1,800?

Est-ce que le ministre pourrait, d'abord, nous dire s'il est informé de la situation, deuxièmement, si le gouvernement en a discuté avec les autorités de l'Alcan et, troisièmement, quelles sont les mesures que le gouvernement entend prendre pour réintégrer ces employés et assurer, en même temps, la stabilité de l'économie de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean?

M. LEVESQUE: Je prends avis de la question.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Question additionnelle. Est-ce que le ministre, en prenant avis de la question, peut nous dire s'il en est informé, s'il a déjà engagé des pourparlers avec les autorités de l'Alcan et si le gouvernement...

M. LEVESQUE: J'ai pris avis de la question.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ...du Québec a déjà entamé des discussions à la suite des nombreuses questions que j'ai posées en cette Chambre, alors que j'avertissais le gouvernement de ce qui allait se passer?

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Lotbinière.

M. BELAND: J'aurais une question à poser à l'honorable ministre des Terres et Forêts. Est-ce que le ministre m'entend présentement?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président...

M. LE PRESIDENT: Question de règlement.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ...j'invoque le règlement.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a pris avis de la question que je lui ai posée d'abord. Est-ce qu'il va avertir le public de son manque d'intérêt à l'endroit des citoyens de la région?

M. LEVESQUE: M. le Président, il ne s'agit pas d'une question de règlement, mais de propos injurieux...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): J'ai réussi à le faire lever.

M. LEVESQUE: ... que je n'aime autant pas qualifier autrement.

M. LE PRESIDENT: Le député de Lotbinière.

Opération 2,000

M. BELAND: M. le Président, de quelle façon le ministre des Terres et Forêts entend-il disposer du bois à pâte et des grumes de sciage qui ont été coupés en vertu du programme Opération 2,000?

M. DRUMMOND: M. le Président, c'est une question pas mal générale. On a disposé d'une certaine quantité de bois à pâte coupé suivant ce programme-là, on a aussi aidé des producteurs de bois à disposer de leur bois. Je ne comprends pas tellement le sens spécifique de la question. S'il y a un problème en soi, je suis

prêt à le discuter avec le député, en essayant de trouver une solution valable.

M. BELAND: Une question supplémentaire, M. le Président. Est-ce que le ministre est au courant qu'il y a de ce bois qui a été coupé il y a environ un an et pour lequel il y a eu des soumissions par des entreprises privées et qui présentement n'est pas vendu et pourrit sur le champ?

M. DRUMMOND: Ce n'est pas une question supplémentaire, M. le Président, parce que la question préalable concernait l'Opération 2,000 qui n'a commencé qu'il y a six mois.

M. LE PRESIDENT: Le député de Saint-Maurice. Un instant, le député de Maisonneuve.

Naïveté des polices québécoises

M. BURNS: M. le Président...

M. LE PRESIDENT: Maisonneuve et, suivant, Saint-Maurice.

M. BURNS: Les choses importantes d'abord, M. le Président. Le ministre de la Justice devrait être fier, parce que ma question s'adresse à lui. Est-ce que le ministre de la Justice, qui assistait en fin de semaine à la conférence tenue à Toronto, est en mesure de confirmer les propos tenus par le ministre fédéral, M. Gérard Pelletier, concernant la grande naïveté des polices québécoises, au cours de la crise d'octobre, et en particulier, est-ce que le ministre peut nous dire s'il est d'accord avec cette qualification de M. Pelletier?

M. LE PRESIDENT: C'est une question d'appréciation.

M. CHOQUETTE: C'est une question assez étrange qui nous vient du député de Maisonneuve. Pour un député qui est leader parlementaire d'un parti séparatiste et qui nous rapporte les propos d'un ministre fédéral, qui n'a, d'ailleurs,...

M. BURNS: Jusqu'à nouvel ordre on est encore dans le Canada, qu'est-ce que vous voulez!

M. CHOQUETTE: ... pas été directement mêlé à l'action policière, je trouve que la question du député de Maisonneuve ne mérite pas de réponse.

M. BURNS: Est-ce que le ministre est en mesure de confirmer ces propos au sujet de la police?

M. CHOQUETTE: M. le Président, est-ce une façon d'interroger un ministre que de lui demander s'il est en mesure de confirmer des

opinions exprimées par des citoyens qui ont le droit d'exprimer...

M. CHARRON: Cela dépend de l'intelligence du ministre.

M. CHOQUETTE: ... leurs vues sur un sujet?

M. PAUL: Surtout quand certains de ces citoyens sont malades.

M. CHOQUETTE: Certains citoyens malades?

M. PAUL: Oui, faire des commentaires...

M. LACROIX: Gérard Pelletier ne serait même pas digne de siéger avec vous autres, il est trop fou pour cela.

M. BURNS: On a eu une opinion, M. le Président.

M. DEMERS: Est-ce que le ministre peut confirmer cela?

M. CHOQUETTE: Vous voyez, M. le Président, dans quel débat ce genre de question nous amène. Là, on me demande de confirmer les propos du député des Îles-de-la-Madeleine.

J'ai eu plusieurs occasions de m'exprimer sur le travail du corps de police au cours de la crise d'octobre. J'ai dit que leur travail avait été extrêmement difficile à remplir dans les circonstances. Même si la police du Québec a été critiquée en dehors de la province, je pense que les citoyens du Québec ont été en mesure de se rendre compte que le travail policier a été excellent, en grande partie, et que les policiers faisaient face à une situation complètement inédite dans notre histoire.

M. BURNS: Question additionnelle, M. le Président. Etant donné ce que vient de dire le ministre, est-ce l'intention du ministre de protester auprès de M. Gérard Pelletier au sujet de cette déclaration?

M. CHOQUETTE: Non, M. le Président, je n'ai pas l'intention de protester auprès de M. Gérard Pelletier ni auprès de qui que ce soit. M. Pelletier a écrit un livre sur la crise d'octobre, un livre qui est plutôt littéraire puisqu'il a dit...

M. CHARRON: Un livre littéraire!

M. CHOQUETTE: M. Pelletier semble, comme c'est son droit, se considérer comme un observateur de la scène politique. Je vais continuer à le laisser observer.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, une question additionnelle que j'adresse au ministre des Affaires culturelles. Etant donné

l'opinion que l'on a exprimée sur le Secrétaire d'Etat à Ottawa, est-ce que le ministre des Affaires culturelles pourrait requérir les services du député des Îles-de-la-Madeleine dans ses négociations avec le Secrétaire d'Etat?

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Saint-Maurice.

M. LACROIX: De toute façon, je n'y suis jamais allé.

Belle-Vision

M. DEMERS: Ma question s'adresse au ministre des Institutions financières...

M. PAUL: ...Compagnies et Coopératives.

M. DEMERS: ...Compagnies et Coopératives, etc. Je voudrais savoir du ministre s'il y a des développements dans l'émission d'une charte en faveur de la Belle-Vision de la Mauricie, parce que le journal...

M. TETLEY: Aucun développement à ce jour.

M. DEMERS: Y a-t-il des progrès de réalisés?

M. TETLEY: Il n'y a aucun progrès s'il n'y a aucun développement.

M. DEMERS: Le ministre progresse en ne se développant pas.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre, messieurs, à l'ordre!

M. LEGER: Question supplémentaire, M. le Président, encore au ministre des Institutions financières. Le ministre pourrait-il nous donner les détails du nouveau projet qui lui a été soumis dernièrement sur la Belle-Vision concernant son projet de coopérative et à quel prix cette nouvelle requête évalue-t-elle la valeur de la Belle-Vision? Il y a eu des projets de soumis au ministère dernièrement?

M. TETLEY: M. le Président, je crois qu'un ministre ne doit pas discuter publiquement d'une chose privée qui est en négociation. C'est pourquoi je dois refuser de répondre.

M. LEGER: Question supplémentaire, M. le Président. Etant donné que le ministre a déjà refusé un prix de \$6 millions, a-t-il quand même à rendre une décision sur un nouveau prix qui devrait être acceptable? Le ministre a-t-il alors un projet à son ministère, comme je l'affirmais tantôt?

M. TETLEY: Je ne peux pas répondre, ayant refusé une fois. Et ce n'est pas tout simplement

moi; il y a le ministère des Communications, le CRTC, le Conseil de la coopération et d'autres institutions. Aussitôt qu'une décision sera prise, je l'annoncerai ici en Chambre.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Frontenac.

M. LATULIPPE: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Immigration...

UNE VOIX: Il n'y est pas.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs!

Sécurité d'emploi à des enseignants

M. LATULIPPE: Faisant suite à un télégramme, M. le Président, qui a circulé dans les milieux parlementaires en provenance du Syndicat des enseignants du centre d'orientation et de formation des immigrants, est-il exact que son ministère se serait opposé à la reconnaissance d'une formule de sécurité d'emploi qui aurait été, semble-t-il, agréée par le ministère de la Fonction publique de même que par les dirigeants du syndicat?

M. CLOUTIER (Ahuntsic): M. le Président, je suis vraiment désolé, mais j'ai beaucoup de difficulté à entendre les questions qui viennent de cette extrémité de l'Assemblée nationale.

M. LATULIPPE: Je vais répéter, M. le Président.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs! Je demanderais un peu plus de silence, s'il vous plaît.

M. LATULIPPE: Faisant suite à un télégramme provenant du Syndicat du centre d'orientation et de formation des immigrants, est-il exact que son ministère se serait opposé à la reconnaissance d'une formule de sécurité d'emploi, laquelle aurait été, semble-t-il, acceptée par la Fonction publique de même que par les patrons du centre?

M. CLOUTIER (Ahuntsic): M. le Président, il y a un conflit de travail actuellement dans ce COFI et il appartiendrait au ministre de la Fonction publique de le commenter, le cas échéant. Je peux tout de même préciser que le fait auquel le député fait allusion n'est pas exact. Je peux également ajouter que le conflit semble en bonne voie de résolution.

M. LE PRESIDENT: Affaires du jour.

M. GARNEAU: M. le Président, je voudrais répondre à une question qui m'a été posée.

M. LE PRESIDENT: Vous voulez répondre à une question.

M. GARNEAU: Oui.

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre des Finances.

Dettes de la province

M. GARNEAU: Le chef de l'Opposition m'avait posé une question, la semaine dernière, alors que j'étais absent. On m'a transmis l'avis. La question était posée de la façon suivante:

"M. Loubier: Est-ce qu'on pourrait prendre avis de la question que je voulais soumettre au ministre des Finances? Il a déclaré, ce matin, dans le cadre d'une émission entre huit heures et huit heures et quart à la télévision, que la dette per capita du Québec n'était pas plus élevée qu'elle ne l'était en 1945 et que, deuxièmement, la dette du Québec était telle qu'on pouvait affirmer qu'elle était une des provinces les moins endettées au Canada. Je voudrais des explications".

J'ai demandé que l'on relève le mot à mot de ce que j'avais déclaré lors de cette émission de télévision. Je voudrais indiquer au chef de l'Opposition qu'il pourra prendre connaissance de ma réponse dans le journal des Débats.

J'ai indiqué, comme il est mentionné d'ailleurs dans le document que nous avons publié concernant les états financiers de la province au 31 mars 1971, et dont on peut voir un tableau à la page 42 et à la page 43, que si l'on compare les revenus au service de la dette depuis 1941, on constate qu'en 1941, le coût du service de la dette en pourcentage des revenus était de 16,9 p.c., alors qu'en 1971, il n'est que de 3,7 p.c. J'ai également souligné, au cours de cette émission de télévision, qu'au niveau de la dette per capita, la province de Québec se situait vers le cinquième ou sixième rang. J'ai fait ressortir les statistiques les plus récentes publiées par le Bureau fédéral de la statistique. C'est bien le cas, le Québec se situe au sixième rang au point de vue de la dette per capita, soit la dette directe et indirecte. Pour faire la comparaison avec les autres provinces, Terre-Neuve a une dette per capita de \$1,169; le Nouveau-Brunswick, \$1,099; la Colombie-Britannique, un gouvernement créditiste qui se dit souvent non endetté est pourtant plus endetté per capita que le Québec, \$1,045;

M. DUMONT: ...ils ont de l'argent de prêtée...

M. GARNEAU: ...l'île du Prince-Edouard, \$1,028; le Manitoba, \$949; le Québec, \$853; l'Ontario, \$778; la Nouvelle-Ecosse \$736; la Saskatchewan, \$688; et l'Alberta, \$596. Pour référence, le Bureau fédéral de la statistique, 68-503.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Maisonneuve.

Retrait de plaintes

M. BURNS: Est-ce que le ministre de la Justice peut me dire quand il aura l'intention de répondre aux questions que je lui ai posées concernant les nolle prosequi, il y a de ça au-delà de trois semaines. Questions dont il avait pris avis.

M. CHOQUETTE: M. le Président, la production de nolle prosequi dans les causes auxquelles le député fait allusion a été expliquée dans un communiqué que j'ai rendu public à l'époque. Si le député veut que je lui répète le contenu de ce communiqué, je peux le faire avec plaisir.

Ce que j'ai dit, c'est que nous avons produit des nolle prosequi dans ces poursuites après que le gouvernement fédéral eût laissé expirer la Loi des mesures d'urgence qui avait été adoptée l'année dernière, en décembre. Comme le sait le député, la loi a cessé d'exister le 30 avril, cette année, et par la suite, il m'a semblé qu'il n'était pas dans l'intérêt public de poursuivre des causes en vertu d'une loi qui n'existait plus, qu'il n'était pas raisonnable de rechercher des condamnations de personnes en vertu d'un texte de loi qui n'avait plus aucune existence juridique. C'est dans ces conditions que j'ai arrêté les procédures.

Pour la compréhension du député, je dirai que, dans le communiqué auquel j'ai fait allusion tout à l'heure, j'ai dit que pour ma part, c'étaient des arrêts définitifs des procédures.

M. BURNS: Mais il reste quand même — et le ministre le sait — que les nolle prosequi ne lavent pas systématiquement les dossiers. C'était dans ce sens-là que j'avais posé au ministre la question de savoir quel était le but poursuivi par le ministère en utilisant cette procédure un peu extraordinaire. Le ministre avait pris avis de mes trois questions. Il ne s'agit pas d'un débat. Je veux tout simplement replacer les choses.

M. CHOQUETTE: Je suis très heureux que le député soulève la question. Disons donc que ses conceptions juridiques ne correspondent pas aux miennes. Si le député de Maisonneuve connaissait...

M. BURNS: Ce n'est pas de jurisprudence non plus.

M. CHOQUETTE: Pas du tout. Est-ce que le député veut m'interrompre quand je donne une réponse? Est-ce qu'il veut avoir une discussion juridique sur la portée des nolle prosequi?

M. BURNS: Je vous écoute.

M. CHOQUETTE: Est-ce cela que le député veut?

M. BURNS: Non, non, je vous écoute.

M. CHOQUETTE: Bon, il ne veut pas. M. le Président, dans la procédure du nolle prosequi, il y a, comme le laisse entendre le député, deux écoles. Pour une école, c'est la fin définitive des procédures; pour l'autre, c'est la suspension des procédures.

Afin qu'il n'y ait pas d'équivoque sur le fond de la question, au moment où j'ai produit ces nolle prosequi au dossier, j'ai dit que c'était une fin définitive des procédures. Je peux dire au député de Maisonneuve que la procédure du nolle prosequi est employée fréquemment, sinon constamment, par le procureur général actuel comme par ses prédécesseurs dans leurs fonctions de ministre de la Justice et qu'il nous arrive toutes les semaines d'arrêter des procédures pour un motif ou pour un autre. Il peut y avoir une foule de raisons. Par exemple, si quelqu'un n'est plus apte à subir son procès, eh bien, on termine le procès par nolle prosequi. Si quelqu'un a déjà subi un procès sur tel genre d'accusations et qu'il ne semble pas opportun de procéder sur d'autres chefs, nous terminons les procédures par un nolle prosequi. A ma connaissance, à la suite de la production d'un nolle prosequi, je ne connais pas de cas, dans les 25 dernières années d'histoire judiciaire au Québec, où on ait fait revivre l'acte d'accusation pour continuer les procédures contre l'accusé à l'égard duquel on avait produit un nolle prosequi.

C'est donc dire que, même s'il subsiste, au plan juridique, une certaine ambiguïté qui mériterait sans doute d'être éclaircie par le législateur fédéral, je puis assurer le député que, pour le gouvernement, c'est la fin de ces procédures.

M. BURNS: Question additionnelle, M. le Président. Est-ce que le ministre est en mesure de nous dire alors quelle est l'intention de son ministère quant à l'indemnisation des personnes visées, car plusieurs de ces personnes, comme je l'ai déjà souligné, ont passé plusieurs mois en prison? Est-ce que le ministère a une politique établie à cet effet?

M. CHOQUETTE: M. le Président, j'ai reçu la visite du Protecteur du citoyen à mon bureau, justement la semaine dernière. Nous avons eu l'occasion de nous entretenir au sujet de ces cas. Je puis assurer le député de Maisonneuve que le gouvernement, contrairement à ce qu'il avait fait dans le cas des personnes qui avaient été détenues, mais non mises en accusation, n'a pas l'intention de reconnaître le fardeau ou de reconnaître, en somme, une présomption en faveur de ces personnes. Je ne sais pas si je m'exprime assez clairement pour le député. Je dirai que le cas des personnes qui ont été mises en accusation par nous sera traité comme une autre instance judiciaire quant aux indemnités qui pourraient être accordées à ces personnes. Nous n'avons pas l'intention de considérer le cas de ces

personnes de la même façon que nous avons considéré le cas des personnes qui avaient été détenues et qui n'ont pas été, par la suite, accusées.

De là, le député peut tirer ses conclusions, c'est-à-dire que les personnes qui ont été traduites devant les tribunaux ont un recours civil devant les tribunaux civils. Si elles désirent s'adresser au Protecteur du citoyen, ce sera alors au Protecteur du citoyen d'assumer ses responsabilités à l'intérieur du texte de loi qui le régit.

M. BURNS: Dernière question additionnelle, M. le Président. Est-ce que ce serait alors cette raison qui aurait motivé le ministère à procéder par voie de nolle prosequi plutôt que par voie de retrait des plaintes?

M. CHOQUETTE: Pas du tout, M. le Président. Ce ne serait pas cette raison, d'autant plus que la procédure de retrait d'une plainte, à ce stade des procédures criminelles, n'existe pas dans le code criminel.

M. BURNS: Ce serait comme déclarer qu'il n'y a pas de preuve à fournir.

M. CHOQUETTE: Ce serait contraire à la vérité, M. le Président, parce que nous avons une preuve à offrir.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Chicoutimi.

Démission de M. Léopold Simoneau

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, je désirerais poser une question au ministre des Affaires culturelles. Est-ce que le ministre pourrait nous faire rapport de ses rencontres avec les responsables de l'Opéra du Québec, notamment avec M. Simoneau, concernant la démission de ce dernier?

M. CLOUTIER (Ahuntsic): M. le Président, rien de nouveau à signaler.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, est-il exact que le ministre a rencontré les membres de cette corporation de l'Opéra du Québec récemment? Est-ce que le ministre a rencontré également M. Simoneau?

M. CLOUTIER (Ahuntsic): M. le Président, il s'agit d'une affaire qui a son importance, mais je me demande si elle est d'un intérêt public, tel qu'elle suscite de nouvelles questions, de la part du député de Chicoutimi.

Quand j'aurai quelque chose à annoncer, de ce point de vue, je le ferai avec plaisir. Pour l'instant, je suis la situation de très près.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, une question additionnelle. Je ne puis pas

me satisfaire d'une réponse comme celle-là. J'ai posé une question très précise au ministre. Je lui ai demandé s'il avait rencontré les parties. C'est simple de me dire oui ou non. A-t-il rencontré les membres de la corporation, et a-t-il rencontré M. Simoneau, pour discuter de cette question très importante et dont tous les musiciens s'inquiètent à l'heure actuelle?

M. CLOUTIER (Ahuntsic): M. le Président, j'ai déjà, dans une réponse à la deuxième ou troisième question du député de Chicoutimi, dit que j'avais rencontré les parties. J'ai également profité de la circonstance pour préciser que l'Opéra du Québec était un organisme privé et que je n'avais pas l'intention de m'immiscer dans ses affaires internes. Je pense qu'il a toutes les chances de régler ses propres difficultés. Si, par hasard, il n'y arrive pas, on peut envisager deux hypothèses: Soit qu'on fasse appel à moi comme arbitre, et je proposerai une solution, soit que, dans le cadre du mandat qui lui a été donné, j'impose une solution. Mais, pour l'instant, je n'ai strictement rien à annoncer. Un journaliste me faisait dire, dans un article, ce matin, que j'allais faire une déclaration en fin de semaine. Je n'ai pas parlé d'une déclaration, à aucun moment. Je ferai une déclaration lorsque le moment sera venu.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, le ministre ne fait pas de déclaration. Cela veut dire que la rencontre qu'il a eue avec M. Simoneau, jeudi matin à onze heures, n'a rien apporté de nouveau.

M. CLOUTIER (Ahuntsic): Je sais, M. le Président, que le député de Chicoutimi est admirablement renseigné sur ce qui se passe au ministère des Affaires culturelles, malgré toutes les précautions que je prenne pour éviter certaines fuites.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est parce que j'ai les partitions originales, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT: Affaires du jour.

Un instant, s'il vous plaît. J'ai eu deux avis de questions de privilège. Je demanderais à l'honorable ministre responsable des autoroutes...

M. LEVESQUE: M. le Président, si on me permet, il s'agit d'une question assez urgente qui se présente; j'aimerais avoir l'opinion de la Chambre.

Ce matin, lorsque nous avons ajourné les travaux de la commission parlementaire des Affaires municipales, il a été entendu que nous continuerions demain matin parce que plusieurs personnes ne pouvaient pas se rendre au parlement aujourd'hui, à cause de la tempête. C'est le cas. Par contre, il est arrivé ici, au parlement, quelques délégations qui disent qu'elles sont venues de loin et qui ont bravé la tempête.

Ce que je veux savoir, c'est l'opinion des honorables membres. Je ne veux imposer à personne de déroger à ce qui avait été convenu. Mais je crois qu'il est de mon devoir d'en faire part à l'Assemblée. Si on décide de recevoir ces gens et d'écouter leurs mémoires, je sais que le ministre des Affaires municipales est prêt à le faire. J'ai consulté les leaders parlementaires des autres partis et, en général, on semble favorable. Ce n'est pas à l'unanimité, cependant, je ne crois pas. Mais s'il y avait moyen de s'entendre...

Je laisse donc simplement la question devant la Chambre. Ensuite, je ferai motion, M. le Président, si nous pouvons obtenir un consensus.

M. BURNS: M. le Président, quant à nous, nous sommes d'accord que la commission parlementaire siège pour étudier le bill 48. Comme le disait le leader du gouvernement, plusieurs des personnes qui s'attendaient à être entendues ont bravé les intempéries. Je pense qu'il serait normal qu'on leur accorde le droit d'être entendues cet après-midi, pour qu'elles ne soient pas venues inutilement.

M. DUMONT: Considérant, M. le Président, que ces gens ont bravé la tempête et qu'ils sont prêts à présenter leurs mémoires, nous acceptons qu'ils se présentent à la barre des témoins.

M. PAUL: M. le Président, considérant que ces gens ont bravé la tempête et qu'il serait extrêmement dangereux pour eux de prendre le chemin du retour ce soir, nous ne pouvons pas, nous, en tant qu'Opposition responsable, nous permettre une telle imprudence. C'est pourquoi, à toutes fins pratiques, je suis convaincu que ces individus, après avoir présenté leurs mémoires, ne retourneraient certainement pas chez eux ce soir.

M. le Président, pour, qu'ils soient parfaitement bien disposés à présenter un excellent mémoire, alors qu'ils devront s'armer de patience devant l'attitude du ministre des Affaires municipales, nous nous opposerons, malheureusement, à ce que la commission siège cet après-midi.

Mais cependant, toujours, motivés par un grand souci de sécurité à leur endroit et nous serons tout à fait heureux de les recevoir demain matin.

M. LEVESQUE: M. le Président, j'avais demandé le consensus. Je vois qu'il y a une grande majorité de députés qui aimeraient les entendre. La Chambre est toujours maîtresse de ses travaux. Je ne veux pas non plus changer d'opinion sur le consensus. Si on juge qu'il y a suffisamment de consensus, je demanderais que l'on vote sur cette procédure et en ferai une motion.

M. PAUL: M. le Président...

M. LEVESQUE: Sinon, évidemment, si on veut faire un débat de procédure, je vais cesser immédiatement tout recours à cette motion.

M. LACROIX: Quant à moi, M. le Président, je serais bien disposé à ce qu'on entende les deux parties et en Chambre et en commission. Mais je ne voudrais pas, étant donné les intempéries — et je brave à ce moment-là les trois oppositions qui ne sont tout de même pas très dangereuses, moins que la tempête que nous avons aujourd'hui — que la cloche sonne toutes les cinq minutes pour nous rappeler que nous n'avons pas de quorum à un endroit ou à l'autre.

M. LE PRESIDENT: Si je comprends bien, il n'y a pas de motion devant la Chambre.

M. LEVESQUE: Non.

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre responsable des autoroutes sur une question de privilège.

Article du Soleil

M. Georges Tremblay

M. TREMBLAY (Bourassa): M. le Président, ce n'est pas mon intention d'attaquer un journaliste, mais j'aurais quelques commentaires à faire sur le Soleil du samedi 27 novembre. Je voudrais remercier le journaliste du Soleil de certains éloges qu'il a faits à mon égard: "Georges Tremblay, camionneur devenu homme d'affaires, peu instruit, mais très intelligent."

Je remercie le journaliste pour ses bonnes paroles à mon égard. Je crois que si on lit tout l'article il y a certaines choses qui sont "pointeuses" un peu, mais je crois qu'en cette Chambre, comme député, il faut s'attendre à ces choses.

Je voudrais remercier le premier ministre de m'avoir donné la responsabilité du ministère des Transports pendant 18 mois et de m'avoir attribué maintenant la responsabilité de l'administration de l'Office des autoroutes. Il n'y avait qu'un point que je voulais soulever. Je lis ici dans un paragraphe: "...si le déplacement de M. Tremblay ne représentait pas en réalité la première de deux étapes qui conduiront au retrait de la politique active du député de Bourassa." Ce qui veut dire que cela peut peut-être me conduire à ma retraite.

Je voudrais simplement rappeler à l'honorable journaliste que je n'ai jamais eu recours à ses services pour savoir si je dois être candidat, député ou non. Il me semble que je suis encore trop jeune pour prendre ma retraite. Je peux vous dire d'avance qu'il n'est pas question de prendre ma retraite.

Deuxièmement, il y a une autre chose que je veux dire. J'ai été 18 mois à un ministère, le premier ministre m'a demandé de remplir une autre fonction et, dans trois mois, si mon premier ministre me demande de remplir une autre fonction, je suis à sa disposition. C'est tout ce que j'avais à dire.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Maskinongé sur une question de privilège.

Patronage dans le comté de Maskinongé

M. Rémi Paul

M. PAUL: M. le Président, avant de poser la question de privilège, je voudrais la préfacier d'une question à votre endroit...

M. LE PRÉSIDENT: A mon endroit?

M. PAUL: ...conformément aux dispositions de l'article 667 de notre règlement, aux fins de savoir si le président général des élections vous a fait parvenir un certificat vous avisant qu'une autre personne que celui qui vous parle était député du comté de Maskinongé?

M. LE PRÉSIDENT: Je crois que l'article 667 ne s'applique pas en l'Occurrence, parce que si je lis bien l'article, il dit:

"Des questions peuvent lui être posées de vive voix relativement aux affaires de la Chambre, aux formes de procédure à suivre." De toute façon je n'ai eu aucune communication et il m'est toujours agréable de reconnaître comme député de Maskinongé, l'honorable Rémi Paul.

M. PAUL: M. le Président, vous ne sauriez croire comme vous venez de faire plaisir à mes électeurs. M. le Président, je soulève une question de privilège en vertu de l'article 193, où il est dit: "Est réputée question de privilège toute question qui concerne les droits de la Chambre prise comme corps, sa sécurité, sa dignité ou la liberté de ses délibérations, ou qui concerne les droits, la sécurité..."

Je vous ai posé la question parce que je voulais me faire consacrer dans la sécurité et la quasi-permanence de ma vie politique. Je n'ai pas le privilège d'avoir la même sécurité que le député de Bourassa, mais c'est à juste titre que j'invoque cet article. Il arrive qu'au lendemain du congrès libéral, on tente de mettre en application l'association funéraire ou le syndicat funèbre des candidats défaits lors des dernières élections, le tout sous le commandement de l'intendant Louis-Philippe.

Je vois certains fonctionnaires proches de certains ministres qui s'interrogent. Qu'ils patientent, j'arrive à la réponse. Je voudrais immédiatement, dans le but de satisfaire la curiosité de ceux qui s'inquiètent et s'interrogent et se demandent, est-ce moi qui suis pris, vous donner lecture d'une lettre qui se lit

comme ceci: "Personnelle et confidentielle. Québec, le 24 novembre 1971. Cabinet du ministre de l'Éducation. Mon cher Yvon, Je désire, par la présente, t'informer — je vous signale, M. le Président, toute l'intimité qui se dégage de la lecture de cette lettre — que j'ai discuté à nouveau de la possibilité d'accorder un moment de subvention pour l'organisation du service des sports de Maskinongé et que, lors de cette dernière discussion (sic), il m'apparaissait probable qu'un montant de \$1,000 vous soit octroyé.

"Le dossier est actuellement entre les mains de M. Benoit Clavet, du bureau régional de Trois-Rivières, qui doit s'en occuper incessamment — et j'attire votre attention, M. le Président, sur le dernier paragraphe de cette lettre — assuré que tu garderas cette information à titre très confidentiel.

"Je te prie d'accepter l'expression de mes sentiments les meilleurs, Le secrétaire particulier du ministre de l'Éducation, Bernard Loisel-le.

Or, il arrive que la lettre est adressée à M. Yvon Picotte, député de Maskinongé, Assemblée nationale du Québec, hôtel du Gouvernement, Québec. Et l'enveloppe est également adressée à M. Yvon Picotte, député de Maskinongé — ça doit dire quelque chose au ministre de la Voirie, ça Assemblée nationale du Québec, hôtel du Gouvernement, Québec, personnelle et confidentielle."

Or, il arrive que le dénommé Yvon Picotte...

UNE VOIX: Cela picotte.

M. PAUL: ... était candidat libéral défait aux élections du 29 avril 1970, dans le comté de Maskinongé. Et voici que sous le sceau de la grande confiance — ils ne m'ont pas eu, M. le Président...

M. BURNS: Ils n'ont pas lu les journaux.

M. PAUL: ... et voici que sous le sceau de la grande confiance, le secrétaire particulier du ministre de l'Éducation, ministre qui doit se charger d'informer, de former la jeunesse, mais également d'informer les adultes.

Il arrive que le ministre de l'Éducation tolère, accepte et, je n'oserais pas dire, commande l'instauration de gouvernements ou de députés parallèles. Je soumets, M. le Président, que cette question est beaucoup plus grave qu'elle ne le paraît.

Tout d'abord, c'est une insulte inimaginable à faire à l'intelligente population du comté de Maskinongé. Mes collègues ont été traumatisés en l'apprenant. Ils m'ont demandé quand j'avais offert ma démission et, surtout, quand l'élection partielle avait été tenue. Cela peut paraître insignifiant, M. le Président, mais ce n'est pas la première fois que nous soulevons cette question du patronage de la part de certains ministres du gouvernement. C'est pourquoi je vais être obligé de conclure par une motion.

Ce n'est pas la première fois que les patroneux ont l'oreille attentive des ministres, beaucoup plus que les députés qui ne siègent pas à votre droite, M. le Président. Je me rappelle les expériences vécues par le député de Montmagny, par le député de Berthier, par le député de Chicoutimi et par le député de Portneuf. Il faut faire la lumière là-dessus. C'est pourquoi j'aimerais bien avoir l'avantage, de même que tous les députés de cette Chambre, de connaître l'âme dirigeante, l'évêque qui, de sa tour d'ivoire, commande les troupes patroneuses. Quel est ce grand commando qui, coiffé de la tiare d'évêque, donne aux ministres des instructions qu'ils sont obligés de suivre?

C'est pourquoi, conformément aux dispositions de l'article 195 de notre règlement, je propose, appuyé par le député de Nicolet, la convocation de la commission de l'Assemblée nationale pour interroger certains ministres quant à la considération qu'ils donnent aux patroneux et certains fonctionnaires quant à leurs agissements de "maladministration" avec les candidats libéraux défaits lors des élections du 29 avril 1970 et pour étudier toute question...

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre! Je demanderais à l'honorable député de Maskinongé de reprendre son siège. C'est la première fois que je remarque la surdité du député de Maskinongé. C'est un très mauvais signe.

M. PAUL: C'est que je croyais que ça venait de l'autre côté.

M. LE PRÉSIDENT: Je voudrais bien que le député de Maskinongé respecte le règlement, comme il le fait d'habitude. Je lui conseillerais de lire l'article 196. Je peux vous le lire: "Quand un député désire accuser un de ses collègues..."

M. PAUL: Je ne les accuse pas.

M. LE PRÉSIDENT: Vous ne les accusez pas? Un instant, je vais continuer: "...de quelque acte rendant celui-ci indigne de siéger dans la Chambre, il doit d'abord lire, de son siège, une déclaration où l'accusation est énoncée en termes directs, explicites, modérés, et où il prend la responsabilité de l'accusation portée, puis donner immédiatement avis qu'il proposera à la Chambre de procéder à une enquête pour constater si l'accusation est fondée.

"Troisièmement, il appartient à la Chambre et non à l'orateur de décider si la déclaration est suffisante pour justifier une enquête", etc. Je pense bien que son accusation n'a pas été explicite.

M. PAUL: Je vais vous en donner une copie, M. le Président et je vais en envoyer une copie au leader du gouvernement. Je suis sûr qu'il va accepter ma motion.

M. LE PRÉSIDENT: C'est la lettre de M. Picotte, cela?

M. PAUL: Oui, de Picotte.

M. LE PRÉSIDENT: J'ai reconnu votre droit à la question de privilège. C'est au sujet de votre motion, qui suit la question de privilège, sur l'accusation que vous portez contre certains membres de cette Chambre, que vous trouvez indignes de siéger en Chambre.

M. PAUL: Je ne dis pas que les ministres sont indignés. Je dis que Picotte l'est et que la population l'a jugé comme tel.

M. LE PRÉSIDENT: Dans ce cas-là, c'est l'article 197. C'est l'article 196 lorsqu'il s'agit d'attaquer un des membres de la Chambre et l'article 197 lorsqu'il s'agit d'un étranger.

J'aimerais bien avoir une copie de votre déclaration, de votre motion.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est une motion intéressante.

Motion de convoquer la commission de l'Assemblée nationale

M. PAUL: M. le Président, si vous le permettez, je vais commenter l'article 196. Tout d'abord, je n'ai jamais porté d'accusation contre les ministres et ma motion se lit textuellement comme ceci: "Je propose, appuyé par le député de Nicolet, la convocation de la commission de l'Assemblée nationale pour interroger certains ministres." Alors, je me demande en quoi ça devient indigne. Il y a un député que l'on veut faire disparaître au sein du ministère de l'Éducation. Là, nous aurions également d'autres preuves ou d'autres ministres à interroger. Il y a, par exemple, une déclaration du ministre des Affaires municipales qui a informé M. Sylvain Laroche, candidat libéral défait dans Nicolet, du versement d'une subvention de \$9,700.

M. LEVESQUE: M. le Président, nous avons écouté avec beaucoup de patience, jusqu'à maintenant, ce genre d'intervention de la part du député de Maskinongé, mais j'en appelle au règlement. M. le Président, vous avez vous-même pris les devants, et je vous en félicite, en avisant l'honorable député de Maskinongé qu'il devait s'en tenir soit à l'article 196 ou 197.

S'il a une accusation à porter contre un de ses collègues en cette Chambre, l'article 196 contient toutes les dispositions nécessaires à cet effet. Deuxièmement, s'il a une accusation à porter contre quelqu'un qui n'est pas député, l'article 197 est clair. Comme il vient de dire que ce n'est pas un ministre qu'il veut attaquer, mais une autre personne, il doit, lorsque ce n'est pas un député, "proposer d'abord à la Chambre, par une motion exposant les faits reprochés à cette personne — non pas dans un langage vague et imprécis comme celui qui fait

l'objet de cette motion— de déclarer qu'ils constituent une violation de privilège." Si cette motion est acceptée, il peut arriver avec une autre motion pour demander que certaines personnes soient assignées. Voilà le règlement, M. le Président, et je vous demande de l'appliquer dans son intégrité.

M. PAUL: M. le Président...

M. LE PRÉSIDENT: Sur la question de règlement?

M. PAUL: ... je vois que ceux qui applaudissent le plus fort sont ceux qui ne comprennent absolument rien au règlement.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député parle-t-il actuellement sur la question de règlement...

M. PAUL: Oui.

M. LE PRÉSIDENT: ...sans aller au fond de la question?

M. PAUL: Oui, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT: D'accord.

M. PAUL: C'est notre droit. D'ailleurs, si vous lisez l'article 195, il est dit que "tout député qui soulève une question de privilège peut conclure par une motion ou se borner à réclamer." Là, j'ai présenté une motion. Pourquoi? Dans le but de faire de la lumière sur la politique de patronage du gouvernement actuel.

M. LEVESQUE: M. le Président, j'invoque le règlement. Si on veut parler de patronage, je pense bien qu'on aura l'occasion de le faire et celui qui vient de proposer cette motion sera le premier à regretter, lui et son groupe de l'UQ, ce genre d'attaques. Il sait fort bien que nous n'arriverons pas à un débat parce que le président ne peut pas l'accepter dans la forme sous laquelle il est présenté.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Vous aurez un budget supplémentaire.

M. LEVESQUE: Alors que l'on veut parler de procédure et de recevabilité d'une motion, on en profite pour se livrer à des attaques basses auxquelles nous ne sommes pas capables, de ce côté-ci, de répondre. Nous aurions hâte, M. le Président, d'avoir l'occasion de répondre à ce genre d'insinuations parce que, si la lumière devait se faire, elle se ferait et montrerait des plaies et des cicatrices qui sont de l'autre côté et qui sont la suite d'un patronage éhonté.

M. PAUL: M. le Président, je regrette et je sais que mon bon ami le leader du gouvernement fait preuve de beaucoup de courage en étant ici cet après-midi. J'en profite pour lui souhaiter un prompt rétablissement. Il sait toute l'estime et la considération que j'ai à son endroit. Cela n'empêche pas que vous devez

juger de la recevabilité de la motion. Je demande tout simplement, par ma motion, la convocation de la commission de l'Assemblée nationale. Pourquoi? Pour interroger les ministres afin de savoir, par exemple, si la déclaration du premier ministre, maintes fois faite en cette Chambre, est respectée par ses collègues les ministres. Nous voulons interroger des fonctionnaires...

Rejet de la motion par M. le Président

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! Je ne crois pas que cela soit dans les attributions de la commission de l'Assemblée nationale. Je n'ai aucun doute que c'est certainement l'opinion. J'ai le droit de prêter des intentions au député de Maskinongé à la condition qu'elles soient honnêtes. Je n'ai pas l'intention de prêter quoi que ce soit de malhonnête au député de Maskinongé, mais je doute, d'ailleurs c'est mon opinion, on le voit à la lecture répétée de cette motion, que cela soit dans les attributions de la commission de l'Assemblée nationale de procéder à l'enquête telle que formulée dans la motion du député de Maskinongé.

Je serais prêt à rendre ma décision immédiatement. J'ai donné au député de Maskinongé toute l'occasion voulue pour élaborer sur la question de règlement pour qu'il puisse établir clairement ses vues, comme il sait le faire d'ailleurs dans pratiquement — j'ai dit pratiquement — tous les cas, lorsqu'il présente ses motions. Ses motions, en général, sont toujours — en général, j'ai bien dit — acceptées parce que toujours bien formulées et suivant les règles de notre règlement, mais rien n'empêche qu'il est humain et il peut se permettre de fauter de temps à autre.

Je suis prêt à rendre ma décision; j'ai fortement l'impression que la motion qu'il présente ne respecte pas l'article 196 ni l'article 197 du règlement. Pour cette raison, je ne peux accepter sa motion.

Affaires du jour.

Message du lieutenant-gouverneur

Budget supplémentaire

M. GARNEAU: M. le Président, un message du lieutenant-gouverneur, signé de sa main.

M. LE PRÉSIDENT: Message de son honneur le lieutenant-gouverneur de la province, M. Hughes Lapointe.

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires no 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972.

Conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, il recommande ces crédits à la considération de la Chambre.

Signé: Hugues Lapointe,
Hôtel du gouvernement, Québec, le 30 novembre 1971.

M. GARNEAU: M. le Président, qu'il me soit

permis de proposer que le message du lieutenant-gouverneur de la province ainsi que le budget qui l'accompagne soient déferés au comité des subsides.

M. LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?
Adopté.

M. PAUL: M. le Président, je ne suis pas capable d'accepter cette motion.

M. LE PRESIDENT: Cette motion?

M. PAUL: Non, que cela soit déferé au comité des subsides.

M. LE PRESIDENT: Je croyais qu'elle était adoptée.

M. PAUL: Non. Comité des subsides ou voies et moyens?

M. GARNEAU: Comité des subsides.

M. PAUL: Ah, très bien! Je m'excuse.

M. LEVESQUE: Article 9.

Projet de loi no 87

Deuxième lecture

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre des Terres et Forêts propose la deuxième lecture du projet de loi no 87, Loi modifiant la loi des terres et forêts.

M. Kevin Drummond

M. DRUMMOND: M. le Président, l'honorable lieutenant-gouverneur de la province a pris connaissance de ce bill et il en recommande l'étude à la Chambre.

Le projet de loi actuellement à l'étude, modifiant la Loi des Terres et Forêts, nous permettra de rationaliser l'utilisation des réserves cantonales qui, jusqu'à maintenant, sont nettement sous-exploitées à cause des restrictions de la loi actuelle. D'ailleurs, je puis vous préciser qu'en moyenne seulement 50 p.c. de la possibilité annuelle des réserves cantonales sont utilisés. Initialement, les réserves cantonales avaient été créées pour permettre aux citoyens des territoires auxquels elles étaient effectuées de pourvoir à leurs besoins domestiques en bois de chauffage et de construction. C'est pour suppléer au manque de bois sur les terres des cultivateurs et colons de certaines régions que l'Etat a jugé à propos de créer des réserves où ceux-ci pourraient trouver le bois nécessaire à l'entretien et au chauffage de leurs maisons et bâtiments de ferme.

De nos jours, les besoins domestiques ayant diminué considérablement, les réserves canto-

nales sont nettement sous-exploitées. C'est pourquoi, là où ces besoins domestiques sont satisfaits, le projet de loi présentement à l'étude permettra au ministre, avec l'approbation du gouvernement, d'accorder des permis de coupe dans une forêt cantonale, de préférence pour l'approvisionnement des scieries existant dans les régions avoisinantes et lorsque des coupes de nettoyage seront requises en raison de la maturité des arbres, d'incendies ou d'épidémies. Remarquez que ces amendements à la loi tiennent toujours compte de la raison d'être première des forêts cantonales, soit la satisfaction des besoins domestiques ou personnels des citoyens vivant à proximité de ces forêts.

Pour expliquer davantage le pourquoi d'un élargissement de l'utilisation de ces forêts, mentionnons le fait que d'après une enquête, un échantillonnage fait auprès des bénéficiaires de permis de coupe sur certaines réserves, près de 75 p.c. des bois abattus pour fins domestiques sont éventuellement livrés au commerce. Cette situation s'explique du fait que nous mentionnions tantôt, à savoir que les cultivateurs et colons utilisent de moins en moins de bois de chauffage et préfèrent acheter le bois de construction nécessaire à l'entretien de leur ferme.

De plus, le bill no 87 permet l'aliénation de tout ou d'une partie d'une forêt cantonale lorsque les circonstances l'exigent. La loi actuelle interdit l'aliénation de toute parcelle d'une forêt cantonale créée après le 9 mai 1941. Cette interdiction était nécessaire lorsque la colonisation se pratiquait sur une grande échelle et que les terres étaient en grande demande. Pour éviter les pressions qui se faisaient très nombreuses, on a alors jugé bon d'interdire la vente de tout lot de colonisation dans les nouvelles forêts cantonales.

Aujourd'hui, cette interdiction n'a plus sa raison d'être et, avec l'utilisation polyvalente de la forêt, il devient parfois nécessaire d'aliéner certains lots dans les forêts cantonales, surtout des lots situés le long des rivières et lacs pour des fins de villégiature ou des fins sportives. De plus, par suite de leur localisation et des raisons techniques, certains industriels sont appelés à construire des scieries pour usiner le bois dont ils disposent dans leurs concessions forestières avoisinantes ou, en vertu d'une garantie d'approvisionnement consentie, sur les terrains vancants ou dans des forêts domaniales voisines.

Merci, M. le Président.

M. LE PRESIDENT (Leduc): L'honorable député de Nicolet.

M. Clément Vincent

M. VINCENT: M. le Président, en parlant sur ce bill no 87, Loi modifiant la loi des Terres et Forêts, j'aurais bien voulu que le ministre des Terres et Forêts détaille plus avant la politique de son ministère en ce qui concerne les malaises

que l'industrie forestière connaît actuellement dans l'économie générale de la province.

Le ministre aurait quand même pu souligner que c'était un phénomène relativement nouveau. On avait coutume, dans le passé, de considérer la forêt comme la source principale de notre prospérité collective. Les industries qui en dérivent — pâte et papier, sciage, meubles et le reste — sont de toute première importance. Chacun de nous, dans notre région respective, avons de ces industries qui traversent, à l'heure actuelle, des périodes difficiles et même, dans certains cas, des périodes qui peuvent les conduire à la catastrophe.

Ces industries sont de toute première importance tant pour l'économie générale du Québec que pour la vitalité de nos économies régionales car ce sont, par la nature même des choses, des industries fortement décentralisées, réparties, comme nos ressources ligneuses, aux quatre coins de notre territoire.

De plus, il y a toujours eu et il y aura encore une solidarité très étroite entre la forêt et l'agriculture, entre l'économie forestière et l'économie rurale.

On s'est donc habitué, par une sorte de réflexe naturel, à compter sur la forêt d'abord pour la solution de nos grands problèmes économiques, en particulier pour la création de nouvelles industries et de nouveaux emplois. Encore cet été — nous pouvions le lire, dans les journaux, surtout dans l'édition du 30 juillet 1971 du journal *Le Soleil* de Québec — on publiait une étude de M. Louis-Jean Lussier, maître en sciences et docteur en philosophie, où l'auteur parlait de la possibilité de créer 100,000 nouveaux emplois — c'était de mode — dans l'industrie forestière québécoise.

Or, quelle est aujourd'hui la situation dans l'industrie forestière québécoise? Il n'y est pas question de nouveaux emplois mais de congédiements temporaires ou définitifs, d'usines qui ferment leurs portes ou qui ralentissent leur production, de surplus d'inventaire, de contraction des marchés. Ce ne sont pas seulement les petites entreprises qui sont affectées mais même les plus grosses, comme la Domtar, qui annonçait, il y a quelque temps, sa décision de suspendre la production du papier journal à son usine de Trois-Rivières, ce qui entraînera le congédiement de 650 employés. Même les entreprises formées, supportées par l'Etat, par l'intermédiaire de la Société générale de financement, sont victimes de cette situation, comme le démontre la malheureuse aventure Sogefor.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'on remette un peu partout en question les principes et les structures de notre politique forestière. Les incidents qui se sont produits à Cabano et à Mont-Laurier ne sont que des manifestations localisées d'un malaise général. On met particulièrement en cause le régime des concessions forestières, qui fait obstacle à l'utilisation maximale de nos bois et à la diversification des industries issues de la forêt.

Sur l'ensemble de la question, la CSN a publié plusieurs études importantes dont la dernière, parue il y a quelques semaines, débouche sur des recommandations bien concrètes, que le ministre a certainement eu l'occasion d'analyser et d'étudier.

Il semble donc, M. le Président, que le ministre des Terres et Forêts veuille participer à cette remise en question en apportant une modification à la Loi des Terres et Forêts, en déposant des livres blancs qui seront discutés, éventuellement, à la commission parlementaire mais non pas, toutefois — et nous le regrettons — en prenant la tête de la caravane mais en suivant péniblement, clopin-clopant, la queue du défilé. C'est bien regrettable. Bien loin d'en être arrivé, comme l'ont fait certaines économistes, même la CSN, centrale syndicale, au chapitre des conclusions, le ministre en est encore aux études préliminaires. Nous avons pu le remarquer dans le tome premier de son livre blanc, déposé en Chambre il y a une quinzaine de jours.

Il nous annonce qu'il y aura d'autres volumes, d'accord, puis d'autres consultations avant qu'il soit en mesure de nous présenter les projets de loi. C'est dire que les vrais remèdes ne sont pas pour aujourd'hui; ce sera peut-être pour demain, probablement après-demain. Et dans ce contexte de crise, dans ce climat d'urgence, de désarroi et d'inquiétude générale, alors que les rumeurs les plus alarmantes courent la rue, concernant par exemple la fermeture éventuelle des usines de l'Anglo Pulp à Québec, tout ce que le ministre trouve à nous proposer comme solution d'attente, c'est le bill 87. C'est la seule solution que le ministre nous propose aujourd'hui.

Et je me souviens...

M. DRUMMOND: Est-ce que je peux vous interrompre? M. le Président, nous sommes ici pour discuter un bill spécifique portant sur des changements dans l'administration des réserves cantonales et pas toute la politique forestière de la province de Québec, qui sera évidemment discutée lors de la publication du deuxième tome du livre portant sur la politique forestière, où il y aura amplement le temps de discuter toute la politique forestière.

Ici, c'est simplement un bill qui fait des changements dans l'administration des réserves cantonales pour permettre aux gestionnaires un meilleur rendement de ces réserves.

M. PAUL: M. le Président, je fais appel au règlement. Je suis heureux d'apprendre par la voix du ministre que la politique d'établissement de forêts cantonales ne fait pas partie de la politique du ministère des Terres et Forêts. C'est accepter son argumentation comme telle. Il prétend que le député de Nicolet n'a pas le droit de constater que dans cette loi il y a beaucoup de lacunes et de souligner le manque de principes qu'on devrait y retrouver.

Je soumets respectueusement que les remar-

ques du député de Nicolet sont tout à fait pertinentes et conformes à l'article 272 de notre règlement.

M. VINCENT: M. le Président, sur le même rappel au règlement, nous sommes à discuter d'un projet de loi modifiant la Loi des terres et forêts. Il est bien entendu que nous pouvons explorer toutes les politiques du ministre en ce qui concerne les terres et forêts. Mais je voulais cet après-midi tout simplement mentionner qu'il était malheureux que le ministre nous apporte, comme seule solution immédiate à tous ces malaises existants, ce qu'il apporte avec le bill 87.

Il est vrai que nous aurons au cours des prochains jours, des prochains mois à discuter du livre blanc, premier tome, deuxième tome, troisième tome, mais il est vrai également que ce ne sont pas des politiques; ce sont simplement des suggestions mises de l'avant qui pourront être discutées et qui pourront éventuellement être englobées dans des politiques générales, mais qui nous viendront quand?

C'est la raison pour laquelle j'ai voulu préfacier les commentaires que j'ai l'intention de faire sur ce qu'apporte le bill 87 de ces quelques remarques générales et regretter que ce soit la seule solution que le ministre nous apporte.

Si vous me le permettez,...

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! Je pense qu'il est logique et normal, dans la procédure de cette Assemblée, de faire les reproches que l'on veut au gouvernement, face à une législation spécifique qui est présentée. La seule chose que je me permets de demander aux honorables députés, c'est de ne pas trop s'étendre en dehors, sous le prétexte de vouloir faire une critique de la politique du gouvernement; mais je crois, suite à ce que j'ai entendu jusqu'à maintenant, ou du moins mon interprétation du règlement veut que le député de Nicolet soit demeuré à l'intérieur des cadres permis par la procédure de notre Assemblée.

M. VINCENT: Merci, M. le Président.

Quel est le principe de cette législation que le ministre nous apporte, que nous pouvons, que nous pourrions très facilement voter contre ou voter pour. Nous pourrions voter contre en invoquant une série d'arguments et une série de raisons. Et nous pourrions voter pour en espérant que ceci soit une petite roue dans le mécanisme que le ministre a l'intention de mettre en marche pour résoudre les problèmes nombreux dans l'industrie forestière du Québec.

Donc, je dis qu'il serait très facile de se prononcer pour ou contre le principe. Mais je dis tout de suite que nous vivons d'espérance, nous regrettons que le ministre nous apporte ça comme étant la seule solution présente, mais nous espérons que ça soit simplement un pas très petit, mais dans une direction qui permet-

tra au ministre d'arriver avec une véritable législation pour résoudre les problèmes des forêts au Québec.

Donc le principe véritable du bill, quel est-il? Pour le découvrir, il ne faut pas se contenter seulement des notes explicatives. Il faut confronter soigneusement le texte qu'on nous propose avec celui de la loi actuelle pour découvrir, sous une capitonnage savant, des explications officielles, c'est-à-dire la vérité toute crue et la vérité, c'est qu'on fait disparaître non seulement le nom des réserves cantonales mais la chose elle-même. On n'ose pas garder le mot réserve parce qu'il n'y a plus rien de réservé, c'est-à-dire qu'on fait disparaître de la loi actuelle les restrictions qui empêchaient le ministre de disposer à sa guise du bois des réserves.

M. COITEUX: Je vais vous répondre tantôt. Je vais répondre tantôt au député de Nicolet. Vous ne comprenez rien encore.

M. VINCENT: On le comprend certainement, M. le Président, et je m'étonne de la réaction du député de Duplessis, car c'est le ministre lui-même qui a affirmé il y a quelques instants que le ministre pourra, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur, disposer... C'est le ministre lui-même qui l'a dit il y a quelques instants. Mais dans la loi nouvelle — et je le répète — on fait disparaître de la loi actuelle, les restrictions qui empêchaient le ministre de disposer à sa guise du bois des réserves.

Dans la loi actuelle, le ministre n'était pas capable de disposer à sa guise de ce qui était réservé. A toutes fins pratiques, il n'y aura donc plus de réserve cantonale au Québec. Parfait, ça?

M. COITEUX: On n'en a pas besoin.

M. VINCENT: Pardon?

M. DRUMMOND: Le bois est en perdition.

M. VINCENT: Bon, le député de Duplessis dit que ce n'est pas le cas. Le ministre des Terres et Forêts dit que le bois est en perdition. Donc, à toutes fins pratiques...

M. COITEUX: On n'en a plus besoin.

M. VINCENT: ...il n'y aurait plus de réserve cantonale. Pourquoi ne le dit-on pas clairement? C'est facile de le dire...

M. VEZINA: Pour ceux qui savent lire, c'est clair.

M. VINCENT: Bien c'est clair, personne n'en a parlé. Tel est le principe du projet de loi. Cela aurait été tellement facile, dans les notes explicatives, de dire: Nous avons l'intention de faire disparaître les réserves cantonales au Qué-

bec. Nous voulons permettre au ministre, par approbation du lieutenant-gouverneur, de disposer à sa guise du bois des réserves. C'est ça que le bill 87 dit.

C'est ça que ça signifie. C'est ça le principe du projet de loi.

M. PAUL: Patronage!

M. VINCENT: Les notes explicatives en viennent à demi-mot lorsqu'elles parlent, dans le dernier paragraphe, d'assimiler ces réserves aux autres terres publiques en ce qui concerne leur aliénabilité. Mais quand, en termes clairs, ces choses-là sont dites, ça signifie ce que j'ai dit il y a quelques instants. Donc, hors ce principe du bill 87, nous allons nous, l'accepter, parce que nous croyons que c'est un premier pas par lequel le ministre, en vertu de ces modifications, par le bill 87, peut établir une politique. Mais si c'était la seule chose que le ministre demandait à la Législature ou à l'Assemblée nationale, nous serions dans l'obligation de voter contre.

Il faudra nécessairement que d'autres politiques s'ajoutent à cette modification apportée. Si c'était la seule chose que le ministre demandait, nous voterions contre, pour quelle raison? C'est bien simple.

Parce que le bill 87 ou le principe de la disparition, à toutes fins pratiques, des réserves cantonales iraient directement à l'encontre de la volonté populaire et du mouvement actuel de l'opinion publique.

M. COITEUX: C'est faux!

M. VINCENT: Si c'était seulement cela, oui, c'est vrai. Il va falloir qu'autre chose se greffe à cela. Le député de Duplessis dit que c'est faux. Qu'est-ce que réclament les gens de Cabano?

M. COITEUX: vous dites que le public est contre cela. Je vais vous prouver tantôt que c'est faux, ce que vous venez d'avancer.

M. VINCENT: D'accord. Pour répondre au député de Duplessis, qu'est-ce que réclament les gens de Cabano, de Mont-Laurier et d'ailleurs?

M. VEZINA: La paix.

M. VINCENT: Ce que réclament les ruraux de toutes les régions, dans leur désir bien légitime d'accéder à un niveau de vie comparable à celui des citadins, c'est une plus grande maîtrise des richesses naturelles de leur région, une plus grande participation à la mise en valeur de ces richesses et aux bénéfices qui peuvent en résulter. Ils veulent que disparaisse le scandale de toutes ces familles québécoises vivant d'assistance sociale à côté de forêts largement inexploitées ou de richesses servant, le plus souvent, à procurer des emplois aux autres.

La formule des réserves cantonales allait

dans le sens de cette aspiration légitime. Ce n'était pas la seule, mais c'était une formule parmi d'autres visant à aider les gens à s'aider eux-mêmes. Des territoires forestiers, pris à même le domaine public qui est la propriété collective du peuple québécois étaient ainsi réservés à une destination bien précise, soit la satisfaction des besoins domestiques des habitants d'un territoire donné. C'est pourquoi la loi actuelle des terres et forêts les rend inaliénables et en restreint très sévèrement l'usage.

D'ailleurs, les chiffres cités par la CSN provenaient de la Direction générale des terres et forêts. La superficie de nos diverses réserves cantonales se totalisait, en mai 1971, à 2,974 milles carrés, dont 2,582 milles carrés de forêt productive. C'est bien peu, dans l'ensemble des forêts productives du Québec, dont la superficie est de 183,736 milles carrés, selon la même source, en comptant les réserves cantonales que l'on fait disparaître.

Si c'était la seule politique du ministère, on voterait contre, parce que cela touche seulement, 2,974 milles carrés, sur un total de 183,736 milles carrés de forêt productive au Québec. Cela ne représente que 2 p.c. de nos richesses forestières exploitables. Le député de Duplessis en convient avec moi, c'est seulement 2 p.c. Le gouvernement actuel trouve que c'est encore trop pour la satisfaction des besoins de nos populations rurales. Ces réserves cantonales étaient simplement pour les populations rurales. D'accord?

Le gouvernement décide d'enlever ces réserves cantonales. C'est son droit, il nous le demande. Le ministre nous dit que c'est seulement un premier pas vers une politique plus générale. On va lui permettre cela, mais ce que nous ne voulons pas, c'est que le ministre, en sortant de l'Assemblée nationale ce soir, demain ou après-demain, dise: Enfin, le ministère des Terres et Forêts est en train d'élaborer une politique rentable pour l'économie du Québec, car nous avons aboli les réserves cantonales. Nous avons fait disparaître les réserves cantonales et là, enfin, nous allons agir. C'est seulement 2 p.c. de la forêt productive du Québec.

De la façon dont le député de Duplessis voulait intervenir tout à l'heure, nous aurions cru que nous touchions à 98 p.c. de la forêt productive du Québec, mais c'est seulement 2 p.c.

M. COITEUX: Tantôt.

M. VINCENT: Encore là, je le répète, nous allons quand même le permettre au ministre; nous allons lui faire confiance. Si bien conseillé par le député de Duplessis, il saura certainement greffer à ce brin de politique...

M. COITEUX: C'est pour cela.

M. VINCENT: ... — ce n'est même pas une

politique; c'est un brin de politique — d'autres politiques qui pourront améliorer la situation de toute l'économie forestière du Québec.

En terminant, je voudrais tout simplement répéter ceci: On touche 2 p.c. de la forêt productive, n'allons pas faire croire à la population que nous avons maintenant résolu le problème, car il reste 98 p.c. de la forêt productive du Québec qui devront être régis par une politique nouvelle, dynamique du ministère des Terres et forêts. Cela pour créer des emplois et surtout pour garder en activité des usines que nous avons dans chacune de nos régions, que ce soit dans l'industrie du meuble, que ce soit des usines comme la Domtar. Tous les jours nous entendons ces usines faire des déclarations à l'effet qu'elles mettront à pied un nombre considérable de personnes.

Je vous remercie, M. le Président, de votre bonne attention et je suis satisfait d'avoir quelque peu éclairé les propos qui viendront du député de Duplessis. Enfin, je demande au ministre des Terres et Forêts de ne pas croire que tout est résolu; ce n'est qu'une demie de 1 p.c. du problème qu'il résout cet après-midi.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Lotbinière.

M. Jean-Louis Béland

M. BELAND: M. le Président...

M. PAUL: M. le Président, sur un point d'ordre, il me semble voir un étranger en cette Chambre. Je ferais appel à votre bon jugement pour l'identifier. Il s'agirait de celui qui est assis présentement à l'arrière du fauteuil occupé par l'honorable député de Yamaska.

M. PILOTE: Je suis le député du Lac-Saint-Jean...

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!
L'honorable député de Lotbinière.

M. PILOTE: ...et je suis très heureux de la fin du discours du député de Nicolet.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!
L'honorable député de Lotbinière.

M. BELAND: Merci, M. le Président. Il me fait plaisir, à mon tour, d'apporter quelques observations concernant ce que l'on appelle communément le bill 87, Loi modifiant la loi des Terres et Forêts.

Il est entendu que ce bill apportera des changements majeurs à notre Loi des Terres et Forêts. Il est entendu également que l'objet apparent qui se dégage du bill est de créer des réserves cantonales pour les placer à la disposition de personnes ou d'organismes qui pourraient les exploiter. Mais, par contre, juridiquement, peut-on dire la même chose? Il me

semble qu'il se dégage à peu près ceci, que l'objet principal serait de donner au ministre des Terres et Forêts, tous les pouvoirs en matière d'attribution de parties de terrains forestiers qu'il pourrait, sur sa décision, parce qu'il est ministre des Terres et Forêts, attribuer d'une façon arbitraire à la ou aux personnes qu'il choisirait.

Etant donné ces deux principes de base, si l'on peut appeler cela des principes, je me permettrai d'apporter certains commentaires précis, à savoir, premièrement, qu'il est entendu que depuis un certain nombre d'années la façon de procéder pour attribuer certains petits territoires forestiers dans l'intention de permettre à des scieries de fonctionner, de permettre, par exemple, de contrebalancer de mauvaises répercussions à la suite de grands incendies dans certaines industries, etc., ou même peut-être également chez des cultivateurs, chez des entreprises municipales... On n'a qu'à se rappeler ce qui s'est passé et qui n'est pas terminé au Lac-des-Iles, où les environs sont détenus par des compagnies qui ont des concessions forestières immenses où personne n'a le droit de pénétrer. Le ministre même semble très gêné pour retirer certaines parties pour les redonner afin que des employés puissent continuer à retirer un certain revenu dans une usine qui au lieu d'être fermée rouvrirait ses portes.

Dans le passé, nous avons vu certaines choses pratiques qui se sont déroulées sous nos yeux lorsque dans nos régions rurales il y avait ce qu'on pouvait appeler des seigneuries ou autres domaines s'y apparentant, où des cultivateurs, des ouvriers, l'hiver venu, pouvaient couper une certaine quantité de bois ou 1,000 pieds de grumes de sciage pour s'aider à passer l'hiver. Il est entendu qu'avec le temps ce qu'on a appelé le régime des affaires sociales est venu changer la face des choses sous cet aspect précis.

Cependant, il y a quand même des besoins pour la construction de bâtiments de ferme, à la suite d'incendies fâcheux; ou encore pour des municipalités, toujours à la suite d'incendies, il y a eu dans le passé des attributions de quantités de bois pour que ces entreprises puissent recommencer et, par le fait même, donner du travail à beaucoup d'individus. Ainsi la roue recommence à tourner afin que les dommages monétaires ne soient pas trop élevés.

Il y a quand même certains endroits dans la Loi des terres et forêts où l'on constate qu'il y a à un article précis une disposition en vue d'essayer d'encourager le travail sous le régime de fermes forestières. Ceci existe déjà depuis plusieurs années puisque c'était dans les Statuts refondus de 1941.

Il est entendu que, à prime abord, nous, du Ralliement créditiste, sommes complètement d'accord sur ce bill puisqu'il y aurait possibilité dans l'avenir que certaines agglomérations de population puissent, lorsqu'il n'y a pas d'emplois suffisants dans les environs, chercher du travail et des salaires nécessaires pour l'entretien

de leur famille. Il y a cette possibilité. Il y a possibilité en même temps, pour les industries qui entourent nos villages de campagne, de continuer leurs activités dans leurs usines l'hiver venu.

Cependant, dans le cas de ces attributions de territoires cantonaux, de parcelles de boisés, il me semble qu'il y a encore là dans d'autres provinces certaines lois qui auraient dû influencer le ministre pour qu'il y ait un genre d'organigramme bien déterminé lorsqu'il y a deux personnes ou plus d'intéressées à avoir une certaine parcelle de boisé en vue de coupes éventuelles, soit sur une base d'un, deux ou cinq ans, pour faire en sorte, dis-je, qu'il y ait possibilité de procéder à une vente à l'enchère avec programmes bien déterminés de coupes. Je crois, encore là, qu'il y a certaines facettes incluses dans un article de la Loi des terres et forêts. Cependant, nous n'avons pas été assez loin, dans le passé, dans ce sens-là. Par contre, dans le moment, compte tenu du contexte général du bill, quant à l'attribution de ces parcelles de boisés, il est entendu que, si l'on tient compte de ce qui a été fait dans le passé, de la façon dont on a procédé dans le passé pour attribuer des réserves forestières, on doit se poser de drôles de questions. Il y a eu des avantages marqués dans le sens politique. Pourquoi n'y aurait-il pas possibilité de former un genre de comité consultatif composé de deux membres par parti politique provincial? Il pourrait décider, séance tenante à une assemblée quelconque, à laquelle des personnes la partie de terrain devrait être attribuée en vue de coupes.

Il y a, c'est entendu, à l'article 94 quelque chose de très précis en ce qui concerne les terres et forêts publiques de la province. Alors, à cet article 94, il est bien dit: "Toutes les limites à bois comprises dans les territoires vacants de la couronne, appartenant à cette province, doivent être vendues publiquement à l'enchère." Statuts refondus 1941, chapitre 93, article 98.

M. COITEUX: M. le Président, je crois que le député de Lotbinière est complètement hors du sujet. Nous ne procédons pas à une révision complète de la Loi des terres et forêts; nous sommes sur un bill bien spécifique visant à l'abolition des réserves cantonales sous l'ancienne formule. Il est rendu à l'article 94. Nous savons tout ce qu'il va nous citer là. Mais ce n'est pas aujourd'hui que nous faisons, au complet, la révision de la Loi des terres et forêts. S'il commence comme cela, cela deviendra une discussion générale sur l'ancienne loi des terres et forêts. Je pense que ce n'est pas le but du bill, du tout.

M. CLOUTIER (Montmagny): M. le Président, j'ai écouté le député de Duplessis. Votre prédécesseur, il y a quelques instants, au même genre de remarques de la part d'un député, avait conclu que le député de Nicolet, qui avait la

parole à ce moment-là, ne s'était pas éloigné du principe du projet de loi en discussion. Je crois que les remarques du député de Lotbinière sont dans la même optique et dans le même cadre que celles du député de Nicolet.

M. DUMONT: M. le Président, je crois, justement, que les articles 273, 274 et 275 nous donnent beaucoup de latitude. Votre prédécesseur au fauteuil a, justement, permis que nous nous éloignions quelque peu du sujet pour être capables de préfacier nos propos et d'expliquer exactement toutes les implications du projet. J'ai, personnellement, écouté le député de Lotbinière, et je pense qu'il donne de très bons détails qui vont informer le député de Duplessis, qui ne semble pas lui-même connaître le projet de loi.

M. LEDUC: Parlant sur le point de règlement, M. le Président, celui qui vous a précédé tantôt a permis qu'il y ait non pas un débat, mais une discussion assez générale à l'intérieur d'un cadre. Si ma mémoire est bonne, ce sont les termes qu'il a employés. Je crois que nous devons nécessairement continuer dans cette même attitude, sans, pour cela, tomber dans le danger qui avait été signalé par celui qui vous précédait au fauteuil en faisant un débat au sujet d'une politique globale ou en utilisant le prétexte d'une législation, le projet de loi no 87, pour, attaquer toute la politique du gouvernement.

Je pense que l'attitude du député de Nicolet était saine au moment où il a fait la critique qu'il jugeait à propos de faire. Je crois que le député de Lotbinière peut, dans la même ligne de conduite, discuter de ce sujet, sans, pour cela, se lancer dans une critique globale du ministère des Terres et Forêts.

M. BIENVENUE: Il a, d'ailleurs, tout le talent voulu.

M. BELAND: M. le Président,...

M. LE PRÉSIDENT (Carpentier): A l'ordre, messieurs! Je compte sur la collaboration de tous les députés pour s'en tenir au bill no 87 que nous discutons présentement. Je compte sur la collaboration de tous et de chacun.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, puis-je vous demander une directive? Il s'agit d'une loi qui est intitulée Loi modifiant la loi des terres et forêts.

Or, dès lors que l'on parle d'une loi qui modifie la Loi des terres et forêts, quelque député que ce soit dans cette Chambre peut remettre en cause tout ce qui touche à la Loi des terres et forêts. Par conséquent, on doit étudier spécifiquement — c'est là l'objet formel de la loi — les modifications, mais on peut étudier, en même temps, tout ce que cette loi peut déranger dans l'ensemble de la Loi des

terres et forêts et même des lois connexes à celle des terres et forêts.

Par conséquent, M. le Président, vous savez que la latitude des députés, en pareille matière, est extrêmement vaste et peut donner lieu à un débat très large. Je suis convaincu que les députés ne profiteront pas de cette latitude pour prolonger indéfiniment un débat au sujet d'une loi qui n'est peut-être pas tellement vaste dans son contenu. Mais en principe, en théorie, en toute rigueur de doctrine et de procédure parlementaire, dès lors qu'une loi s'appelle loi modifiant telle autre loi, on peut faire un débat général sur cette loi et sur toute loi s'y rattachant. C'est le cas de la Loi modifiant la loi des terres et forêts.

M. BELAND: M. le Président,...

M. LE PRÉSIDENT: Alors, je tiens à rappeler qu'en regard des notes explicatives ce projet de loi vise "à modifier les dispositions de la Loi des terres et forêts portant sur les réserves cantonales dorénavant appelées forêt cantonales."

J'invite une seconde fois les députés à respecter l'ensemble de ce projet et j'invite le député à continuer.

M. BELAND: M. le Président, je vous remercie de vos observations. Maintenant, je pourrai y aller de commentaires très précis en ce qui concerne les forêts cantonales...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Et aussi tous les autres types de forêts. Vous avez le droit de parler de tous les types.

M. BELAND: Nous n'avons qu'à nous rappeler tous les propriétaires de terrains privés boisés, tous les ouvriers, tout le peuple de la section qui entoure les forêts de Saint-Philémon de Bellechasse. Je pense qu'à ce moment, il y en a certains, en cette Chambre, qui seront passablement gênés des répercussions que cela a entraînées.

M. le Président, c'est vous dire que, même si l'honorable député de Duplessis a essayé de me limiter dans mes observations, je dois lui dire que, justement, je n'ai aucun ordre à recevoir de lui, même s'il est ingénieur forestier ou quelque chose du genre. Je continuerai tout simplement dans le sens du bill.

M. le Président, il est entendu que nous avons vu, il y a un certain temps déjà, beaucoup de choses en ce qui concerne ces attributions de forêts cantonales ou de parties de forêts cantonales dans le passé. Nous avons également vu que du bois coupé a pourri sur place. D'ailleurs, j'attirais aujourd'hui l'attention du ministre sur ce sujet. J'étais peut-être quelque peu dans l'erreur lorsque je parlais de l'opération 2,000, parce qu'en effet cela relève d'un moment un peu plus lointain. Mais, sur le même terrain, sur un boisé appartenant à la couronne, présente-

ment, il y a une certaine quantité de pieds mesure de planche qui pourrissent: bois mou, bois franc, feuillu, de même que bois de pâte, et ceci après qu'il y ait eu des soumissions de moulins à scie intéressés, dans les environs. On laisse ce bois pourrir sur place parce que, apparemment, les personnes qui ont soumissionné ne sont pas de la bonne couleur politique.

M. le Président, il est entendu qu'avec un bill semblable il faudrait faire bien attention, à l'avenir, pour ne pas tomber dans ce genre de favoritisme qui a pris forme dans le passé et qui a trop longtemps duré.

Il ne nous reste, M. le Président, que 28 ans, approximativement, pour aménager notre forêt de l'an 2,000. On a beaucoup parlé des quantités de bois qu'il était possible de couper au Québec, vu notre richesse forestière. A-t-on pensé, justement, que les forêts privées, par exemple, qui renferment environ 10 p.c. du potentiel forestier, fournissent 25 p.c. de la récolte annuelle utilisée par nos papeteries? Or, dans les forêts cantonales, plus précisément, il est vrai qu'il existe des parties où le bois, présentement, pourrit et où il serait grand temps de le ramasser. Par contre, il faudrait, comme je le disais tout à l'heure, un organisme bien précis d'organisation ou de mise en pratique concrète d'une saine politique forestière dans le but d'utiliser tous ce bois à bon escient.

Il est entendu que l'on ne sait pas, non plus, quels seront les coûts de coupe, les coûts des droits de coupe qui seront demandés, soit aux mille pieds, mesure de planche, au pied cube ou encore à la corde de bois à pâte. Nous ne le savons pas. Il est entendu que, pour le ministre, il est assez difficile de prévoir dans ce domaine pour des années à l'avance. Par contre, encore là, il faut se rappeler que des concessions ont été faites dans le passé qui, automatiquement, canalisent nos richesses forestières vers des personnes, des entreprises, des associations ou des groupements bien précis, en retour de compensations politiques.

On ne peut pas se chasser cela de l'idée, c'est impossible. D'ailleurs, on n'a qu'à jeter un regard un peu plus attentif sur ce qui se passe et on ne peut faire autrement que s'appuyer sur cela pour demander au ministre d'organiser quelque chose de bien précis pour détourner cette possibilité dans l'avenir, peu importe quelle sorte de gouvernement existera à l'avenir.

Il existe au Québec des terrains à vocation forestière qui sont en marge des villages et des petites villes et ce sont précisément, je présume, ceux-là que le ministre veut inclure dans le bill, c'est avec ces forêts qu'il veut apporter un complément pour aider, en somme, l'économie en général.

Mais il y aurait également au Québec nécessité de réformer la Loi des terres et forêts de façon complète. Il y a une exploitation qui n'est pas ce qu'elle devrait être, dans des

territoires où il ne devrait pas y avoir de coupe. Par contre dans d'autres, justement — et c'est probablement à celles-là que l'honorable ministre pensait — il y a perte, et perte très massive, de cette richesse forestière.

La prospérité rurale, on ne peut faire autrement que d'y penser d'une façon bien précise par ce bill. Il est entendu que, par une législation appropriée, il y aurait possibilité d'apporter un complément en vue d'aider à la prospérité rurale par une meilleure utilisation de la forêt, de plusieurs façons différentes.

Et encore là, j'apporterai une observation partant d'un journal paru le 30 juillet 1971, qui parlait de la quantité d'usines au Québec, usines de panneaux agglomérés, de contreplaqué, de sciage, etc., d'usines que nous pourrions avoir au Québec, qui pourraient fonctionner sans diminuer notre potentiel forestier total au Québec.

Et on ne peut penser à une politique globale forestière sans penser à ces forêts cantonales, ces petites parties de forêts qui sont dans les alentours immédiats des villes, des villages ruraux, etc.

Il est entendu que nous ne pouvons pas être contre ce bill-là pour la bonne raison que cela peut apporter un complément à des usines, afin qu'elles ne ferment pas; à d'autres, pour les rouvrir; peut-être pas pour répéter ce qui s'est fait dans le passé, mais pour aider certains secteurs de la province qui sont présentement dans le marasme — et le mot n'est pas de trop — à cause d'un manque de politique agricole appropriée.

Ce complément de forêt-là peut apporter un élément réellement important pour redonner à la population ce dont elle a besoin dans ces territoires précis.

Pour revenir à ce bill, dans le passé il y a eu à l'intérieur de la province environ 300 organismes ou compagnies, dont on peut dire qu'ils ont été des chanceux, qui ont pu bénéficier de certains territoires forestiers en vue de coupe, soit coupe très intensive ou encore de sylviculture. À l'avenir, par ce bill, en modifiant la loi, il y aurait possibilité d'agrandir l'éventail des personnes qui pourraient aller chercher, récolter le bois qui pourrait présentement — ou qui est sur le point de pourrir.

On pourrait également, peut-être, améliorer tout le secteur forestier au Québec, si l'on veut penser à l'an 2,000 — et nous sommes près — parce que, l'un après l'autre, une foule de rapports ont apporté comme argument de finalité à peu près ceci, à savoir que, dans dix ans, nos forêts ne suffiront plus pour alimenter nos usines.

En partant même de ces forêts cantonales, peut-être à titre d'expérience, à certains endroits, on pourrait élaborer une politique forestière réellement globale qui pourrait s'étendre peut-être pas dans toute la province, non, parce que ce serait peut-être rêver en couleurs à ce moment-là mais dans de très grands secteurs

pour faire en sorte que toute la population puisse réellement bénéficier davantage de notre potentiel forestier au Québec. Merci, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT: Le député de Bourget.

M. Camille Laurin

M. LAURIN: M. le Président, il nous paraît essentiel et urgent de réviser du tout au tout, de fond en comble et sur des bases entièrement nouvelles la politique forestière du gouvernement du Québec. Mais nous ne croyons pas opportun d'engager ce débat à l'occasion de la présentation du projet de loi, pour deux raisons essentielles: c'est que, déjà, le ministre des Terres et Forêts a soumis à notre attention un premier livre blanc, qui veut se faire un inventaire de la question, et qu'il nous en promet un autre, très bientôt, qui doit donner les grandes lignes des solutions qu'il propose.

Nous sommes donc prêts à attendre que ces deux documents soient produits, que nous puissions les étudier et surtout que nous puissions présenter nos suggestions à la commission parlementaire que le ministre a promis de faire siéger. Notre deuxième raison, c'est qu'il nous paraît inopportun d'engager un débat sur une base aussi mince et aussi maigre que celle des forêts cantonales.

En effet, ces forêts cantonales — le député de Nicolet l'a dit tout à l'heure — ne constituent qu'à peine 2 p.c. de l'étendue de nos forêts et n'occupent que 2,974 milles carrés de forêt. D'ailleurs, ici, M. le Président, je ne sais pas à quoi m'en tenir. Le député de Nicolet a cité des chiffres du mémoire de la CSN, qui donnent 2,974 milles carrés de forêt, alors que le livre blanc du ministre, pour sa part, cite le chiffre de 2,236 milles carrés. Je ne sais pas si c'est la CSN qui est mieux informée que le ministère ou si c'est le ministère qui est mieux informé...

M. PAUL: Sûrement la CSN.

M. LAURIN: ... que la Confédération des syndicats nationaux. De toute façon, étant donné que ces forêts n'occupent que 2 p.c. du territoire de toutes les forêts, il me paraît difficile d'engager là-dessus un débat d'une aussi grande envergure.

Nous remarquons également, M. le Président, que la Loi des terres et forêts, qui a été adoptée en 1941, ne contient que sept articles sur 170 qui soient consacrés aux réserves forestières cantonales, ce qui montre que non seulement du point de vue de la superficie, mais également du point de vue de l'importance que le législateur accorde aux divers secteurs des forêts les réserves cantonales ne revêtent pas un intérêt majeur.

Par ailleurs, M. le Président, il nous semble que le problème qui se pose ici est bien connu

depuis plusieurs années. Il s'agit, au fond, pour le ministre, dans cette loi, de procéder uniquement et simplement à une mise à jour d'une situation qui a déjà évolué au point de rendre la loi actuelle absolument surannée et désuète, au point qu'elle n'est même plus observée depuis un très grand nombre d'années. Il s'agit donc d'un cas où la pratique a dépassé la loi et où il s'agit d'adapter la loi aux pratiques actuelles.

Il s'agit donc simplement pour le législateur de rattraper son retard sur les faits. Le diagnostic, par ailleurs a été posé depuis maintenant un certain nombre d'années. En effet, dans l'exposé sur l'administration et la gestion des terres et forêts du Québec qu'a publié, en 1965, le ministère des Terres et Forêts, nous pouvons lire les lignes suivantes, à la page 47: "Les réserves cantonales ont pour but de pourvoir aux besoins domestiques en bois de chauffage et de construction des citoyens dans les territoires auxquels ces réserves sont affectées."

C'est pour suppléer au manque de bois sur les terres de cultivateurs et colons de certaines régions que l'État a jugé à propos de créer des réserves où ceux-ci pourraient trouver les bois nécessaires à l'entretien et au chauffage de leurs maisons et bâtiments de ferme. Or, nous savons que depuis 1941 l'évolution technologique a rendu absolument caducs les buts pour lesquels la loi avait été votée en 1941. Nous savons maintenant que les cultivateurs n'ont plus de poêle à bois, ne chauffent plus leur ferme avec des fournaies et ne construisent même plus leurs édifices de ferme avec des bois qu'ils iraient chercher dans les forêts adjacentes ou avoisinantes.

Le progrès technique nous a permis de dépasser cette ère artisanale et les forêts cantonales, maintenant, ne servent plus à cet usage. A quoi donc servent-elles? Nous le savons, elles servent à des fins commerciales. Je cite à nouveau le livre blanc de 1965: "Ces réserves n'atteignent pas toujours les fins auxquelles elles étaient destinées. Ainsi, une enquête faite auprès des bénéficiaires de permis de coupe sur certaines réserves a montré que près de 75 p.c. des bois abattus pour fins domestiques sont éventuellement livrés au commerce. Cette situation s'explique si on songe que de plus en plus les bâtiments de ferme sont chauffés à l'huile et que plusieurs cultivateurs et colons préfèrent acheter les bois de construction nécessaires à l'entretien de leur ferme."

Il s'agit donc d'une situation qui a beaucoup évolué et qui demande que le législateur s'occupe au plus tôt d'adapter la loi à la situation. Ici, on peut se demander pourquoi il a fallu attendre autant d'années avant que le législateur se décide puisque, au fond, ce rapport a été écrit en 1965 et que nous sommes en 1971. Pourquoi a-t-on laissé si longtemps une situation se perpétuer alors qu'elle ne correspondait plus aux faits? Pourquoi, alors que nous savons depuis six ans que les forêts cantonales ne servent plus aux fins pour lesquelles elles

avaient été instituées mais servent à des fins commerciales, avec tout l'arbitraire que cela peut comporter lorsqu'on passe à côté de la loi, le législateur n'a-t-il pas, plus tôt, procédé à cette révision de la législation? C'est une question que je me pose et que je pose aussi bien à l'ancien ministre qu'au ministre actuel.

M. PAUL: Il ne peut pas vous répondre.

M. LAURIN: Après tout, l'ancien gouvernement a eu quatre ans pour pallier cette situation et le ministre actuel a eu quand même 19 mois pour remédier à la situation. Simplement pour notre gouverne, nous aimerions bien connaître les raisons pour lesquelles le législateur est toujours tellement en retard par rapport à la pratique et pourquoi on tarde tellement à corriger des lacunes ou des abus qui, lorsqu'ils se perpétuent, ne font que forcer les citoyens à manquer de confiance envers l'autorité législative et le pouvoir exécutif. D'autant plus que les critiques que faisait déjà le livre blanc de 1965 sont reprises dans le nouveau livre blanc, qui est tout récent, celui-là, de 1971.

On lit, par exemple, à la page 146, que les réserves cantonales font partie d'un héritage foncier dont le maintien se justifie difficilement aujourd'hui. Il existe encore au Québec quelque 184 réserves de ce genre réparties dans certaines régions du Québec: le Saguenay, le Lac-Saint-Jean, le Nord-Ouest et un peu dans la région de Québec, alors qu'elles n'existent pas ailleurs.

On voit aussi — le livre blanc le mentionne — qu'il est très difficile de justifier le maintien de ces réserves du fait qu'elles sont très fortement éparpillées dans le territoire, qu'elles sont morcelées en une multitude de petites forêts et que l'entretien de ces forêts pose au ministère des problèmes très sérieux au point de vue personnel, au point de vue gestion et même au point de vue coût. Au fond, la rentabilité, depuis longtemps, n'y trouve plus son compte en plus de tous les autres inconvénients que je viens de mentionner et en plus de caractère absolument désuet et suranné de l'existence même de ces forêts. On peut donc encore une fois se demander, M. le Président, pourquoi le gouvernement a tellement tardé à régler ce problème.

Maintenant, nous arrivons au chapitre des solutions. Que nous propose le ministre? De changer le nom de réserves cantonales en celui de forêts cantonales. J'avoue personnellement que je préfère le mot forêt au mot réserve qui faisait peser une sorte de soupçon, d'aliénation sur certaines populations qui avaient besoin de ces réserves; c'est un peu comme si on voulait cantonner la population de certaines régions à l'utilisation de certains coins du territoire. Je préfère donc le mot forêt.

Que nous suggère-t-on de plus? Eh bien! pas grand-chose sinon la disparition de deux caractéristiques: ces forêts ne seront plus inaliénables, c'est-à-dire que le ministère pourra en

disposer selon les lois usuelles du Québec et, en même temps, le ministère propose de faire disparaître le droit d'expropriation qui existait auparavant, tel que stipulé à l'article 115 de la loi de 1941. Je poserais ici une question au ministre: Pourquoi a-t-il jugé bon de faire disparaître cet article 115? Est-ce que cet article 115 lui posait des problèmes dans la gestion de ces forêts cantonales?

Mais on peut se demander s'il n'y aurait pas eu d'autres solutions à envisager. Par exemple, dès 1965, le premier livre blanc dont je parlais tout à l'heure proposait une solution. À la page 49 on lit: "on se demande parfois si les réserves forestières cantonales ont encore leur raison d'être et si elles ne devraient pas plutôt s'intégrer, lorsque c'est possible, aux réserves forestières domaniales. De cette façon elles continueraient à jouer un rôle qui leur était dévolu mais sans les restrictions qui limitent actuellement leur pleine utilisation". On revient encore sur le sujet dans le livre blanc de 1971 où, aux pages 149 et 150, on peut lire: "La dispersion ou l'inaccessibilité de ces massifs boisés rendent d'ailleurs leur aménagement difficile à réaliser, surtout que dans certains cas la vocation de ces terrains suscite des conflits de juridiction ou encore que l'utilité des bois qu'ils supportent n'est pas démontrée".

Il faudrait de toute évidence que les terrains vacants utilisés actuellement pour la production forestière soient intégrés dans des unités de gestion homogènes afin de corriger une situation déplorable.

Je me demande donc pourquoi le ministère a jugé bon de refuser une politique que lui-même a préconisée à deux reprises dans ses livres blancs. Pourquoi ne pas avoir procédé immédiatement à la pure et simple intégration des forêts cantonales dans les forêts domaniales?

Dans son intervention de deuxième lecture, le ministre, qui, lui, a sûrement tous les renseignements à sa disposition, n'a pas daigné nous éclairer à ce sujet. Ce n'est pas que je soupçonne quelque mauvaise intention que ce soit, mais en tant que représentant d'un parti de l'Opposition, j'aurais aimé connaître les raisons techniques pour lesquelles le ministre a choisi de ne pas appliquer une des politiques qu'il préconise lui-même ou d'en retarder l'application. Il me semble que l'occasion aurait été bonne soit de nous donner les raisons qui empêchent l'application immédiate d'une telle solution ou encore de nous donner les raisons pour lesquelles il procède à une amélioration de la situation mais une amélioration qui ne va pas au fond des choses.

Je pense que cette amélioration ne fait que faire droit à la pratique, ne fait que faire concorder la loi avec les faits, avec la pratique et ne va pas plus loin, et je me demande encore une fois pourquoi il n'aurait pas été possible d'aller plus loin.

Je me demande enfin pourquoi le ministre présente un tel projet de loi avant la nouvelle

politique forestière qu'il nous a promise. N'aurait-il pas été possible de laisser s'éterniser pour quelques mois encore la situation actuelle, quitte à présenter toute une politique nouvelle à l'intérieur de laquelle la gestion des forêts cantonales aurait constitué, comme dans la loi de 1941, un chapitre, mineur, certes, mais important.

Pourquoi a-t-il jugé important de nous présenter ce projet de loi immédiatement avant cette grande transformation qu'il nous a annoncée? Quelles sont les raisons majeures, puisqu'on ne légifère pas pour rien, qui ont incité, qui ont forcé le ministre à nous présenter ce projet de loi qui, au fond, ne constitue qu'une loi de concordance par rapport à la pratique?

Là aussi, dans son intervention de deuxième lecture, je me serais attendu à ce que le ministre nous éclaire à ce sujet. Il ne l'a pas fait, mais j'espère que dans sa réplique il nous donnera également ses raisons. De toute façon, il s'agit d'une loi de caractère assez anodin dont nous approuvons, évidemment, le principe. Les considérations que je viens de tenir en donnant toutes les raisons, mais il reste que cette loi, pour anodine qu'elle soit, ne fait que nous mettre en appétit et nous fait désirer davantage cette politique générale, globale que le ministre nous a promise dans un avenir très rapproché. Ici, je suis un peu d'accord avec ce qu'on disait tout à l'heure. Il est difficile de toucher à un plan quelconque d'un projet de loi sans nous donner la tentation de toucher tous les aspects, toutes les pièces de l'édifice. Cette politique forestière s'impose depuis tellement longtemps au Québec, du fait qu'elle intéresse des catégories considérables de gens, dont les agriculteurs, les forestiers et tous ceux qui ont à faire le commerce du bois, que nous avons bien hâte d'entrer dans le vif du débat et de pouvoir en discuter de la façon la plus complète possible.

Nous resterons quand même sur notre appétit et nous nous contenterons pour le moment de demander au ministre une réponse aux quatre ou cinq questions que nous venons de lui poser.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Berthier.

M. Guy Gauthier

M. GAUTHIER: M. le Président, vous me permettez, à l'occasion de l'étude de ce bill 87 qu'on dit être un projet de loi pour modifier la Loi des terres et forêts, de faire une courte intervention. D'abord, je veux remercier le ministre et le féliciter à la mesure du territoire qu'il veut libérer. On dit que cela représente 2 p.c. de tout notre territoire boisé de la province de Québec. Il n'en reste pas moins que ses intentions sont des meilleures et il mérite certainement des félicitations à 2 p.c.

Le présent projet de loi est fait en vue de permettre au ministre une meilleure utilisation

des terres en l'autorisant à une récupération, des bois en voie de perdition; Il est fait aussi en vue de permettre au ministre de concéder à certains utilisateurs des bois qui sont, à l'heure actuelle, inutilisés et qui permettront à ces derniers de faire un usage qui, directement ou indirectement, contribuera à diminuer le chômage que nous connaissons tous à l'heure actuelle dans la province.

Cela représente donc un premier pas pour lequel le ministre mérite des félicitations, il va de soi. Mais nous voulons espérer que ce n'est pas là une refonte de la Loi des terres et forêts. Tout le monde l'admet. Nous voulons encourager le ministre à faire l'autre grand pas que tout le monde souhaite et qui permettra, avec cette refonte de la carte de nos forêts, une meilleure redistribution de nos territoires, une meilleure distribution de nos bois pour les utilisateurs.

À l'heure actuelle, le ministre, avec sa bonne volonté — et Dieu sait qu'il en a, de la bonne volonté — a un peu les mains liées lorsqu'il veut assurer la survie des industries existantes ou encore lorsqu'il veut contribuer à la création de nouvelles industries utilisant ces bois.

Le ministre, quand il veut accorder des territoires ou du bois à ces utilisateurs, doit malheureusement transiger avec des compagnies qui, en vertu de baux ou en vertu de territoires qui leur sont concédés depuis des années et des années, règnent pratiquement sur ces territoires.

Le ministre doit transiger avec ces compagnies et avec le succès qu'on connaît...

M. DEMERS: H faut demander la permission aux compagnies.

M. GAUTHIER: Il faut pratiquement, comme le dit le député de Saint-Maurice, demander à ces compagnies la permission de faire des échanges. Je comprends que la chose n'est pas facile et des ministres se sont usés à la tâche jusqu'à présent sans beaucoup de succès. Je crois qu'une refonte complète de la Loi des terres et forêts permettrait enfin au ministre des Terres et Forêts de faire une meilleure planification. On a révélé que certaines industries périllicitaient. On a mentionné que certaines industries étaient même fermées. Vous vous souviendrez, pour ceux qui étaient ici lorsque j'ai fait certaines interventions en février et mars, que la compagnie Jean-Charles Martel de Saint-Michel-des-Saints est fermée depuis janvier. Malheureusement, comme je le disais au début, malgré la meilleure bonne volonté du ministre, à l'heure actuelle cette compagnie est encore fermée. Je sais que le ministre ne ménage pas ses efforts. Je sais que le ministre espère, tout comme moi et les gens de la région, qu'une solution prochaine sera trouvée. C'est une solution urgente.

Je sais les efforts que vous avez faits. Je sais que vous en faites encore. Mais il n'en reste pas moins que, quand vous aurez à transiger avec les compagnies, il va falloir que vous vous

montriez ferme et d'une fermeté que tout le monde admirera. À l'heure actuelle, par la fermeture de cette industrie, toute une région vit, depuis un an, d'assurance chômage et de prestations du ministère des Affaires sociales. Nos gens sont fiers, orgueilleux, ils veulent pouvoir gagner leur vie par eux-mêmes. Nos gens sont désespérés. Il ne faudrait pas que par trop de lenteur nos gens croient, de bonne foi, s'emparer de leurs droits. D ne faudrait pas que nos gens se découragent au point qu'ils envahissent la forêt en faisant fi de nos lois actuelles. M. le ministre, il faut une solution urgente. Le bill no 87 est petit, c'est un premier pas. Le grand pas, vous avez à le faire. Je veux espérer, pour ma part, que vous le ferez prochainement; et, dans le cas particulier de toute la région du nord du comté de Berthier, la solution est urgente. Je vous fais un appel pressant. M. le ministre, prenez les moyens qui s'imposent. La solution doit venir dans les jours prochains..

M. Henri-L. Coiteux

M. COITEUX: M. le Président, les remarques que j'avais à faire, le député de Bourget les a, en très grande partie, faites à ma place.

UNE VOIX: Bien! très bien!

M. COITEUX: Ce qui prouve à l'évidence que, lorsque quelqu'un lit d'avance les politiques qu'un gouvernement entend mettre de l'avant, il peut saisir un problème relativement aussi mineur que celui du bill no 87. Je pense que le député de Bourget l'a expliqué très clairement. Cela s'imposait. Il a posé la question: Cela s'imposait en 1965, pourquoi est-ce que cela n'a pas encore été fait? Bien, il y a tout de même un intervalle de quatre ans. Durant cet intervalle, le livre blanc de 1965, on l'a mis aux oubliettes. Ce n'est que lorsque nous sommes revenus au pouvoir avec, en tête, le dynamique ministre actuel, que les fonctionnaires ont continué le travail commencé. Je puis dire au ministre, aujourd'hui, M. le Président, que la loi qu'il est à préparer pour réviser, d'une façon complète, l'ancienne Loi des terres et forêts répondra, je crois, d'une façon très adéquate, aux plus grandes ambitions, aux plus grands souhaits qu'ont les députés de cette Chambre.

J'espère que ce sera pour les prochaines semaines. Je crois, sans vouloir préjuger de ce que sera le deuxième tome du livre blanc, que nous resterons énormément surpris de voir la compréhension que montrera le ministre envers le problème absolument urgent de la gestion adéquate et intelligente de nos forêts, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Je suis convaincu, par les discours que j'ai entendus aujourd'hui, que lorsque le gouvernement libéral et le ministre actuel présenteront cette loi, nous aurons des critiques constructives mais que le bill qui sera en arrière de cette loi sera absolument appuyé dans ses principes.

Le projet de loi d'aujourd'hui était urgent, malgré ce qu'on prétend. Pourquoi ne pas avoir attendu l'autre loi? C'est ce que le ministre vous expliquera certainement dans sa réplique. Les raisons qui motivent la présentation de ce projet de loi, c'est qu'il y avait urgence. On l'a mentionné. Dans certains coins, la Loi de l'ancienne réserve cantonale était restrictive et ne permettait pas au ministre de donner une petite industrie voisine ou avoisinant ces réserves cantonales qui, aujourd'hui, à toutes fins pratiques, ne servent pas. Aujourd'hui, cela lui donne plus de souplesse. Qu'on les intègre aux forêts domaniales, je n'y vois aucune objection. Mais je crois que, après la révision de la loi, la consolidation de toutes les forêts marginales qui seront d'utilité pour les paroisses marginales, le problème dont s'inquiètent les députés de Lotbinière et de Nicolet sera définitivement résolu.

Je suis très heureux, M. le Président. Je souhaite que le bill, en deuxième lecture, de la révision complète de la Loi des terres et forêts, recevra le même appui intelligent de l'Opposition que le bill 87 a reçu aujourd'hui.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Maskinongé.

M. Rémi Paul

M. PAUL: M. le Président, en entendant le député de Duplessis, j'ai été déçu. Tout d'abord, il avait sursauté aux remarques intelligentes, appropriées et combien constructives du député de Nicolet, lorsqu'il a répondu au ministre parrain de ce projet de loi.

Je crois, M. le Président, que le député de Duplessis aurait dû suivre son impulsion première, qui est toujours la meilleure, plutôt que de se lever et de vanter une "loiselle" comme nous avons aujourd'hui. En parlant de "loiselle", je ne fais aucune allusion à la question de privilège que j'ai soulevée cet après-midi au sujet d'un dénommé Bernard Loiselle.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! J'inviterais le député de Maskinongé à s'en tenir au principe du bill 87.

M. PAUL: M. le Président, je vous demande en vertu de quel principe je n'ai pas le droit d'appeler cette loi "loiselle". Pourriez-vous me répondre? Je me rassois.

M. LE PRÉSIDENT: J'invite le député de Maskinongé à continuer son exposé sur le projet de loi no 87.

M. PAUL: M. le Président, je continuerai sur le projet de loi et je dirai que c'est une "loiselle". Et nous, nous n'avons aucun intérêt dans les compagnies forestières, que ce soit la Domtar, la Consolidated Paper ou la Consolidated Bathurst. Nous n'avons pas d'instructions

à recevoir de James McLeod. Nous jugerons la validité et les principes de cette loi suivant les principes que nous croyons de notre devoir d'énoncer et de signaler à cette Chambre.

M. le Président, c'est une "loiselle" que nous allons appuyer en deuxième lecture. Pourquoi? Parce que c'est une "loiselle". Parce que nous ferons confiance au ministre. Lui qui a toute l'expérience des forêts de Westmount, il a sans doute compris la nécessité de présenter une telle loi qui, en définitive, comme principe, a pour but de faire participer la population à certains développements ou participations aux richesses régionales.

Il y a des principes, M. le Président, dans cette loi, que l'on peut retrouver, comme, par exemple, de rendre, à l'avenir, ces réserves dites cantonales qu'on appellera forêts cantonales, aliénables et non pas inaliénables, comme on pouvait le constater à la lecture de l'article 110 du chapitre 92 des Statuts refondus du Québec.

Cette législation aurait dû être précédée d'une loi-cadre des politiques forestières. L'honorable député de Bourget s'est interrogé quant aux raisons pour lesquelles une telle législation, qui aurait dû être présentée dans les années 1965, ne l'a pas été. L'honorable député de Bourget sera sans doute intéressé de savoir que le ministre des Terres et Forêts, de 1966 à 1970, a procédé à un inventaire de toutes nos richesses forestières. Le ministre Gosselin, qui a accompli un excellent travail et qui s'est attaqué à la tâche de cette politique forestière, a demandé et obtenu les crédits nécessaires pour faire un inventaire forestier.

Il fallait nécessairement que nous débutions par ce qui semblait très logique: faire un inventaire avant de présenter une législation de manière à couvrir le résultat de cette enquête.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): La carte est l'inventaire préparé par le ministre.

M. PAUL: D'ailleurs, lorsque l'on veut dans une loi présenter des amendements, il faut être en mesure de déterminer quel secteur on va tout d'abord frapper par la législation et pourquoi on envisagera telle mesure plutôt que telle autre.

Je dis que le ministre est arrivé en place alors que l'inventaire forestier était complété ou sur le point d'être complété. Si nous nous référons au livre blanc, nous verrons que les cartes qui y apparaissent ont été préparées il y a environ quatre ans.

Le ministre n'aura pas raison de se promener à travers tout le Québec, à l'instar d'autres ministres, pour laisser croire à la population qu'il vient de présenter une loi de nature à créer un stimulant économique merveilleux, aux fins d'enrayer le problème du chômage, spécialement dans ces régions qui voisinent la forêt.

Cette loi aurait pu facilement être retardée. Quand on regarde le menu qu'a l'intention de nous offrir le présent gouver-

nement avant la prorogation des Chambres ou l'ajournement de Noël, on se demande si cette loi était urgente au point de nous la faire étudier avant d'autres mesures que l'on doit reconnaître comme étant prioritaires à cette "loiselle" dont se fait le parrain aujourd'hui le ministre des Terres et Forêts. Il nous aurait été beaucoup plus facile d'étudier la nouvelle politique forestière qu'entend offrir le ministre que de n'étudier et n'analyser qu'une facette ou qu'une section très minime de la Loi des terres et forêts, parce que cette loi ne compte, comme le disait si bien le député de Bourget, que neuf articles dans tout le cadre actuel de la loi maîtresse des terres et forêts.

Pourquoi ne pas avoir attendu de présenter la loi-cadre, qui aurait inclus, j'en suis sûr, les amendements qui sont acceptables, pour nous faire voter pour le principe du projet de loi no 87?

Il s'agit d'une certaine réforme qui s'imposait, mais qui n'était pas nécessairement obligatoire à cette étape de nos travaux parlementaires. J'ai beaucoup apprécié le discours qu'a fait le député de Nicolet et également l'astuce des remarques fort intelligentes de mon collègue, le député de Berthier, lorsqu'il a apprécié à sa juste valeur les félicitations que doit mériter le ministre des Terres et Forêts, le ministre parrain du projet de loi, si on se réfère par comparaison à l'étendue du territoire affecté par le projet de loi no 87.

M. le Président, nous espérons donc que le ministre trouvera moyen, dans l'application de cette loi, et également dans la politique future de la loi-cadre, d'inviter certaines compagnies à libérer des territoires donnés comme par exemple chez nous dans le comté de Maskinongé. La population sera fort heureuse de voir la compagnie Domtar Newsprint déguerpir à tout jamais, libérer le territoire, afin que le ministre, dans une politique de sagesse, de distribution de permis, puisse avantager les industries régionales, en même temps qu'il pourrait favoriser les moulins à scie déjà implantés dans la région.

M. DUMONT: Est-ce que le député de Maskinongé me permet une question?

M. PAUL: Certainement.

M. DUMONT: Est-ce qu'en 1969, avant le 29 avril, cette compagnie qu'il vient de nommer avait et exploitait des usines dans le district qu'il vient de nommer?

M. PAUL: Je puis assurer l'honorable député que je ne me suis jamais mêlé de ces questions-là.

M. DUMONT: Pourquoi commencez-vous aujourd'hui?

M. PAUL: Non, je ne m'y intéresse pas, c'est qu'aujourd'hui, M. le Président, avec la politique adoptée par la compagnie, nous assistons à un abandon graduel des opérations forestières.

Est-ce que ça résulte de la situation économique qui existe dans le monde de l'industrie des pâtes et du papier? C'est très probable. Vous avez oeuvré dans ce secteur et lorsque vous veniez dans le comté chez nous, vous vous amélioriez constamment. Je dis donc que vous, qui avez travaillé dans ce même secteur, dans le territoire voisin, dans la concession voisine de la Consolidated Bathurst, vous savez fort bien que les opérations forestières, qui étaient de 15,000 à 18,000 cordes de bois par année, sont tombées à 5,000 ou 6,000 cordes par année. Cependant, M. le Président, il y a même quelques-unes des industries du meuble de la région qui sont obligées d'aller s'approvisionner en bois jusqu'en Colombie-Britannique, alors que, depuis environ 15 mois, depuis l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement, — coïncidence curieuse — il y a de plus en plus diminution des opérations forestières dans le territoire de la Domtar. Je suis sûr que la population de Saint-Alexis-des-Monts, qui s'intéresse à la formation de syndicats, serait heureuse de pouvoir oeuvrer à l'intérieur du territoire actuel de la Domtar, pour y faire des opérations forestières, pour le bénéfice et l'avantage des industries locales ou régionales, en même temps que nous pourrions créer de l'emploi dans ce secteur de la Mauricie où la situation du chômage est devenue vraiment alarmante.

J'espère donc que le ministre fera les pressions nécessaires, qu'il entrera en discussion avec la compagnie Domtar, pour l'inviter à abandonner au plus tôt ce territoire et que, du même coup, il verra à se pencher sur les demandes rationnelles, qui pourront être présentées par exemple, par la voix de coopératives ou de syndicats forestiers, afin d'encourager l'industrie forestière locale, pour stimuler l'embauche locale et pour permettre également à beaucoup de citoyens de Saint-Alexis-des-Monts et de la région d'oeuvrer, de gagner honorablement leur vie, plutôt que d'être des assistés sociaux comme malheureusement ils sont obligés de l'être actuellement.

M. le Président, voilà les quelques remarques que j'avais l'intention de faire à l'appui de ce projet de loi, tout en regrettant, que nous perdions un temps aussi précieux à l'étude de cette loi qui n'a aucun caractère d'urgence. Elle aurait pu être facilement être présentée lors de la prochaine session, mais elle aurait dû sûrement être précédée de la loi-cadre dans laquelle on aurait pu inclure ce secteur, cette section, ce service ou ce chapitre de forêts cantonales. Du même coup, nous n'aurions en aucune façon changé la situation qui prévaut actuellement et qui je l'espère pourra être améliorée à la suite de la présentation de la loi-cadre qui découlera sans doute de l'étude de la commission parlementaire, d'étudier les politiques forestières du ministre des Terres et Forêts.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Chicoutimi.

M. Jean-Noël Tremblay

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, habitant une région où le problème de la forêt est capital, vous comprendrez que je ne puis pas laisser passer ce projet de loi sans faire quelques observations sur ses insuffisances et j'oserais dire sur son inutilité relative.

Il est bien entendu que les dispositions qui se trouvent dans ce projet de loi ont quelque utilité, mais elles ont une utilité correspondant à l'importance du territoire que ces dispositions se trouveront à toucher. On a parlé tout à l'heure de 2 p.c.; par conséquent, l'utilité de cette loi est réduite à 2 p.c. de ce qu'elle aurait pu être. Cela provient du fait que le ministre des Terres et Forêts, qui est animé de fort bonnes intentions et qui a l'avantage de travailler dans un domaine qui a été admirablement préparé par son prédécesseur, M. Claude Gosselin, n'a pas encore pris toute la mesure du problème qui doit faire l'objet de ses préoccupations.

Problème de la forêt, mais problème à incidences économiques extrêmement larges, extrêmement vastes et d'une importance capitale à ce moment-ci de l'histoire économique du Québec. J'écoutais tout à l'heure le député de Bourget parler de ce projet de loi, donner son assentiment à ce projet de loi en déclarant qu'il se réservait de faire plus tard des commentaires sur la politique générale qu'entend mettre de l'avant le gouvernement du Québec. Vous me permettez, M. le Président, d'aborder ce problème de la politique générale du gouvernement du Québec dans le cadre de cette loi.

Cette loi, en effet, ne touche qu'une infime partie de ce grand problème que constitue, pour l'économie du Québec, l'utilisation de la forêt, l'utilisation des bois. Au cours des quatre années de notre gouvernement, le ministre des Terres et Forêts avait étudié très longuement et très attentivement cette question. Il avait revu le livre blanc de 1965, qui n'avait pas eu de suite, et il s'était proposé de le compléter, cela en vue de préparer des législations qui changeraient complètement l'économie générale de la politique des terres et forêts du Québec.

C'est donc sur les brisées, sur les battues de son prédécesseur que le ministre marche actuellement.

C'est en raison du travail qui a été accompli qu'il a pu présenter le premier document qui nous donnera une idée de l'orientation de la politique forestière du gouvernement. Tout à l'heure, le député de Duplessis parlait de l'inter-règne qui, disait-il, avait empêché le gouvernement de mettre en application la politique ou enfin, l'esquisse de la politique énoncée en 1965. Il ne s'agit pas, M. le Président, d'un interrègne, mais, plutôt, d'un règne efficace et dynamique au cours duquel le ministre des Terres et Forêts d'alors a procédé à un inventaire forestier complet, ce qui a permis au ministre, d'ailleurs, de nous présenter cette carte indiquant où se trouvent toutes les réserves

forestières et ce premier document de la politique forestière de son gouvernement. Ce premier document était, d'ailleurs, déjà élaboré; il avait déjà pris forme puisque nous en avions pris connaissance aux tout derniers mois de notre administration. Le livre qui suivra ne fera que reprendre, du reste, les études que nous connaissons nous-mêmes, études qui, nous l'espérons, seront complétées par le ministre actuel.

Cela, M. le Président, pour vous faire observer que le jugement que portait le député de Duplessis tout à l'heure était je ne dirais pas de mauvaise foi, loin de là, parce que le député l'a fait plutôt sur un ton humoristique, sachant très bien que ce n'était pas conforme à la réalité. Je connais toute l'admiration que le député de Duplessis éprouve pour l'ancien ministre des Terres et Forêts, qu'il a, d'ailleurs, à maintes reprises, félicité de ses initiatives.

Mais tel n'est pas l'objet de mon propos. Je veux simplement faire observer que, par ce projet de loi, le ministre ne touche, en fait, qu'à une infime partie du problème. Il n'aborde le problème que par la bande, par un biais extrêmement mince. Il eût pu retarder la présentation de ce projet de loi afin de nous présenter cette politique globale de la forêt qu'il nous annonce et dont il nous a donné un aperçu dans le document auquel je faisais allusion tout à l'heure.

Lorsqu'on parle de politique globale dans le domaine des Terres et Forêts, on parle d'abord d'un examen, d'une sorte d'exploration des territoires forestiers. Cela a été fait par son prédécesseur. On parle également d'un inventaire des bois, c'est-à-dire des terres boisées existantes et des différentes essences de bois qui s'y trouvent. Cela a été fait également par son prédécesseur, M. Gosselin. On parle aussi des concessions, c'est-à-dire de ces gestes administratifs qui remettent entre les mains de certains exploitants des portions du territoire boisé à des fins industrielles et commerciales.

Lorsqu'on parle de politique globale, on parle aussi de distribution des territoires boisés et des richesses forestières mais davantage, à notre époque et dans la conjoncture économique actuelle, d'une redistribution par le gouvernement de ces territoires boisés, de ces richesses forestières afin qu'elles servent véritablement au progrès et à l'essor économique du Québec.

Je m'attendais donc que le ministre, en nous présentant ce petit projet de loi que mon collègue de Maskinongé a qualifié de "loiselle", nous exposât, nous fit connaître au moins les grandes lignes de ce qui sera, de ce qui deviendra la politique globale du gouvernement en matière d'utilisation des richesses forestières du Québec.

Il y a, à l'heure actuelle, un problème extrêmement sérieux, le problème des pâtes et papier pour n'en nommer qu'un. Il y a le problème des industries de bois de sciage, des industries de bois ouvré, etc. Il y a cet extraordinaire problème, ce problème crucial

et, dans bien des régions, ce problème cruel de la disparition progressive de certaines industries locales à caractère familial, artisanal, qui ne sont pas remplacées par des entreprises plus rentables, plus importantes que le gouvernement mettrait sur pied et qui permettraient de récupérer cette main-d'œuvre qui, tous les jours, rallie le nombre de ceux qui émargent au budget du Québec au titre de l'assistance sociale.

Le ministre n'a donc pas parlé de ce problème des terres et forêts, de la politique des terres et forêts dans l'optique de cette politique qui régit ici l'industrie des pâtes et papier. Je vis dans une région où le problème des pâtes et papier se trouve dans un état tel qu'il exige une intervention radicale et immédiate du gouvernement. Intervention qui ne s'est pas encore manifestée, intervention qui retarde et qui, par conséquent, fait que la situation s'aggrave et que l'utilisation même de la forêt s'en trouve menacée.

J'ai indiqué au ministre, tout à l'heure, ce qu'il fallait entendre lorsqu'on parlait de politique globale dans le domaine des terres et forêts. J'ajoute — et c'est l'autre volet de cette grande politique — qu'il y a d'abord la partie qui relève immédiatement du gouvernement et qui touche au territoire lui-même de même qu'aux richesses forestières elles-mêmes.

Il y a aussi la partie dynamique, c'est-à-dire l'utilisation qu'on en fait et l'utilisation qu'entend en faire le gouvernement et l'utilisation qu'en font actuellement les industries de pâtes et papier. Je n'ai pas l'intention de condamner les industries de pâtes et papier. Mais je vous dis tout de suite que le ministre aurait dû nous faire connaître ses idées, ses intentions, la volonté de son gouvernement au sujet de ce qui est devenu le royaume des sociétés de pâtes et papier dans le Québec, royaume qui est constitué à même la forêt du Québec qui appartient aux Québécois, royaume où règnent les sociétés de pâtes et papier sans rendre de compte précis aux contribuables et sans rendre de compte aux contribuables particulièrement lorsqu'il s'agit de disposer, à leur gré, de ces biens qui font partie du patrimoine national.

On assiste, depuis des mois, depuis au-delà d'un an et demi, cela se manifeste particulièrement dans ma région et dans d'autres régions du Québec, à des congédiements massifs, à des fermetures temporaires d'usines, à des licenciements, à toutes sortes de mesures qui paralysent temporairement et quelquefois de façon permanente l'industrie des pâtes et papier.

Je pose la question au ministre: Lorsqu'il a pensé à ce projet de loi qu'il nous soumet aujourd'hui, est-ce qu'il s'est interrogé sur ce qui se passe dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean? On parle ici de forêts cantonales. Evidemment, on est obligé, lorsqu'on parle de forêts cantonales, de parler des grandes concessions forestières, de parler de ces parties du territoire qui sont données à des sociétés d'exploitation forestière. Est-ce que le ministre

s'est interrogé sur ce qui se passe chez nous avec Domtar, avec Consolidated Bathurst, avec la société Price, avec la société Saint-Raymond?

Est-ce que le ministre, par exemple, en ce qui concerne la société Saint-Raymond, s'est interrogé sur la difficulté qu'éprouve cette société du fait que le gouvernement voudrait lui attribuer une portion du territoire boisé du Québec qui se trouve à une distance telle que la rentabilité de l'exploitation de la Société Saint-Raymond en serait absolument compromise.

J'ai interrogé à plusieurs reprises le premier ministre, le ministre de l'Industrie et du Commerce, de même que le ministre des Terres et Forêts sur ce qui se passe au sujet de l'implantation éventuelle d'une industrie par la Société Kruger. Quel sera ce type d'industrie? Quel genre de bois utilisera-t-elle? Par quel moyen obtiendra-t-elle la matière première? Le fera-t-elle par manière de courtage, comme elle le fait actuellement, ou recevra-t-elle, de la part du gouvernement, des concessions forestières? Tout cela constitue un ensemble de problèmes que le ministre aurait dû examiner et qu'il devra examiner en fonction de l'élaboration d'une politique globale de l'exploitation forestière au Québec.

Ainsi donc, M. le Président, au lieu de travailler à la petite semaine, comme le fait le ministre en nous présentant ce projet de loi no 87, le ministre aurait dû se donner un délai un peu plus long, revoir l'ensemble du problème, mettre au point les mécanismes, mettre en marche une machine de révision et d'examen de tout ce qui touche, de près ou de loin, à la forêt chez nous.

Le ministre, par exemple, dans le projet de loi no 87, parle de réserves cantonales, parle de la possibilité de disposer de certains territoires qui ne sont pas utilisés ou qui seraient mal utilisés. Mais il ne nous a pas parlé de l'inventaire des marchés. Il ne nous a pas parlé du tout de ce que son ministère a fait ou de ce qu'il doit et devrait faire pour que nous sachions exactement quelle est actuellement la situation dans le domaine de l'exploitation industrielle et commerciale de la forêt. C'est là que doit résider la politique globale du gouvernement en matière de terres et forêts. Quelles sont les articulations majeures de cette politique? Comment le ministre procédera-t-il à la distribution, à la redistribution des territoires boisés, des richesses naturelles en forêts du Québec?

Est-ce que le ministre entend maintenir — ce qui a été une nécessité pendant un certain nombre d'années, d'ailleurs depuis pas mal d'années — les royaumes des grandes sociétés de pâtes et papier, ces concessions qui constituent des royaumes?

M. le Président, je vous signale qu'il est six heures, et je demande la suspension du débat.

M. LE PRÉSIDENT: L'Assemblée suspend ses travaux jusqu'à vingt heures.

(Suspension de la séance à 17 h 59)

Reprise de la séance à 20 h 4

M. LAVOIE (président): A l'ordre, messieurs !

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, comme vous venez de reconnaître le député de Chicoutimi, je vais poursuivre, encore que nous n'ayons pas quorum. On m'a signalé fort aimablement qu'il me restait douze minutes, ce qui est peu de temps pour instruire un jeune ministre sans expérience, mais ce qui est assez pour mieux indiquer quelques-unes des tâches qui l'attendent et qui lui permettront de poursuivre dans la lignée de son prédécesseur dont j'ai vanté fort à raison le travail cet après-midi.

Je disais donc au ministre, au moment de la suspension du débat, que la loi qu'il nous a présentée n'est même pas l'ébauche, n'est même pas l'esquisse ou les préliminaires de l'esquisse d'une politique globale des terres et forêts, qu'elle est tout simplement ce que mon collègue de Maskinongé a appelé, vous savez pour-quoi, une "loiselle".

Ne retournons pas le fer dans la plaie, M. le Président. Revenons, c'est le cas de le dire, à nos moutons, qui sont peu nombreux, et parlons de cet inventaire des marchés dont je disais que le ministre devait s'y attaquer. Il est important de procéder à un inventaire des marchés et d'examiner la situation des industries de pâtes et papier, des industries de bois de sciage et de tout type d'industrie qui utilise le bois comme matière première.

Le gouvernement présente un projet de loi contre lequel nous n'avons rien, que nous adopterons sans discussion et sans enthousiasme, bien entendu, mais le gouvernement a quand même un certain nombre d'options à prendre. Il y a un certain nombre d'options qui s'offrent à lui et il devra faire un choix. J'ai été étonné, cet après-midi, de constater que le député du Parti québécois, le député de Bourget, n'ait pas enfourché ses dadas ordinaires et ne nous ait pas fait connaître, ici en Chambre, ce que son parti a déjà annoncé à l'extérieur concernant les options du gouvernement en matière de politique des terres et forêts.

Ces options, M. le Président, se présentent de la façon suivante. Le ministre nous parle dans son projet de loi de forêt cantonale, mais cela ne règle pas le problème de base, à savoir celui des options qu'il devra faire.

Il y a le choix entre les options suivantes: soit encourager les grandes industries, toutes les grandes industries au détriment des industries moyennes et petites ou cette autre option qui est cette pondération entre la puissance, le pouvoir et les privilèges qu'il accorde aux grandes industries en même temps que ceux qu'il accorde aux industries moyennes, intermédiaires ou petites, à condition, bien entendu, que le gouvernement veuille aider ces industries à se moderniser pour faire face aux problèmes

de la technique et de la technologie modernes. Cela requerrait, bien entendu, l'aide du gouvernement. Nous aurons l'occasion, lorsque nous étudierons le budget qui a été déposé cet après-midi par le ministre des Finances, de déplorer le fait qu'il n'y a rien, au titre des crédits de l'Industrie et du Commerce, qui permettrait d'aider les petites et les moyennes industries qui utilisent le bois comme matière première.

Le gouvernement a aussi une autre option qui est celle de la création de sociétés mixtes, soit des sociétés d'Etat qui travailleraient en collaboration avec l'entreprise privée. Le gouvernement a un autre recours qui a été évoqué dans un document assez long, celui de la CSN, celui de la nationalisation des richesses forestières du Québec. Le gouvernement devra donc nous dire très bientôt quelle est son option. Pour ce faire, il a besoin de consulter. Je ne suis pas, pour ma part, partisan de ces déclarations de principe hâtives pour faire plaisir à certains groupes, à certaines associations ou à certaines formations de citoyens qui avancent de grandes idées sans avoir, auparavant, étudié les conséquences des propositions qu'ils font.

Je ne vais pas conseiller immédiatement au ministre de nationaliser l'industrie de la forêt, c'est-à-dire les richesses naturelles, mais je lui demande, quand même, de se pencher sur ce problème et de nous indiquer les orientations de son gouvernement. Pour ce faire, il a besoin de consulter. Je reviens à une proposition que j'ai déjà faite lors d'une conférence, que j'ai évoquée à nouveau en Chambre, celle d'une consultation entre les grands facteurs, les grands agents de l'économie, soit l'Etat, soit le capital, c'est-à-dire ceux qui possèdent l'argent et aussi ceux qui sont, d'une autre façon, par ce qu'ils représentent comme richesse humaine, des actionnaires des entreprises d'Etat ou d'entreprises privées, c'est-à-dire les travailleurs.

Il faudrait donc, avant que de rendre publiques les grandes lignes de cette politique globale, que le ministre procède à ces consultations avec le capital, avec l'entreprise privée, avec les grandes sociétés existantes et avec également les syndicats parce que, le ministre le sait, dans l'industrie de la forêt, il y a un problème de modernisation, il y a aussi un problème de concurrence, de marché, et ce marché est rendu de plus en plus difficile à cause de la concurrence. Et bien des gens s'entendent à dire que cette concurrence est de plus en plus difficile du fait que l'on paie ici des salaires qui mettent nos industries dans une situation concurrentielle difficile et même périlleuse.

Ainsi donc le ministre, avant que d'énoncer sa politique globale, devrait procéder à réunir des agents de l'économie pour discuter de cette importante question de l'utilisation des richesses forestières du Québec afin de définir au nom du gouvernement et pour les citoyens du Québec, une option qui irait dans le sens d'un mieux-être des citoyens en particulier, de la

collectivité en général et, dans le cas spécifique qui nous occupe, des industries qui s'alimentent à même le bois qui est une des richesses naturelles les plus importantes du Québec.

La loi que nous présente le ministre est donc, M. le Président, dans cette perspective, sans importance, elle n'a, je l'ai dit cet après-midi, qu'une importance relative parce qu'elle ne s'attaque pas au problème fondamental.

Le ministre me dira: Nous devons procéder à cela, faire face à certaines situations d'urgence. J'en conviens avec lui, pour peu que les pouvoirs que nous allons lui donner ne l'aident pas à favoriser certaines entreprises privées qui feraient sur lui, à l'heure actuelle, des pressions dont j'ai quand même eu vent et qui ont été portées à ma connaissance, pas par le truchement de lettres comme celles dont mon collègue a parlé cet après-midi, le député de Maskinongé, mais dont les premiers intéressés m'ont informé.

Je veux donc donner mon accord à ce projet de loi, sous toute réserve que le ministre, dans la réplique qu'il fera, nous indique déjà dans quel sens s'infléchira la politique du gouvernement en matière de mise à la disposition de l'industrie des bois du Québec, des territoires, des terrains boisés du Québec.

Le ministre a déposé un premier document. C'est un document fort intéressant, fort utile, un document qui nous renseigne, qui nous donne des données de fait mais qui ne nous laisse pas encore entrevoir de quelle façon le ministre entend assumer sa responsabilité de dispensateur des moyens dont ont besoin les grandes industries pour fonctionner.

Le ministre a donc à faire un choix: ou il favorise la grande entreprise, ou il établit cet équilibre entre l'entreprise intermédiaire, la petite entreprise et les grandes entreprises qui en mènent assez large et qui règnent sans difficulté, sans contrôle et sans entrave sur une grande partie du territoire québécois; ou le ministre peut encore proposer un plan de redistribution des terres boisées en organisant des sociétés d'exploitation mixtes où l'Etat aurait une très grande partie; ou, et c'est là une solution préconisée à l'heure actuelle dans le Québec mais dont on n'a pas étudié les conséquences, il peut procéder par la voie de la nationalisation pure et simple.

Ce sont là diverses options que je soumets à sa considération, à sa réflexion. J'ai nettement l'impression que le choix du ministre est fait. Lui qui représente une circonscription éminemment boisée, j'ai l'impression qu'il sera capable de retrouver son chemin et que, comme le petit Poucet, il se laissera guider par les pièces d'or qui peuvent être distribuées à travers les méandres de ces sous-bois qu'il a l'occasion de fréquenter lorsqu'il se rend dans sa riche, fastueuse circonscription.

M. le Président, je ne veux rien ajouter à ce projet de loi...

DES VOIX: D'accord!

M. BIENVENUE: Encore!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, vous savez c'est une des grandes satisfactions des artistes de première valeur que d'avoir des levers de rideau à volonté. Et on ne peut jamais déplaire à son public, surtout quand on en a un aussi sympathique encore que peu nombreux.

M. le Président, je disais donc que l'attitude du Parti québécois, cet après-midi, a été fort timide, que les réserves que le député de Bourget a faites nous ont quand même laissé entendre qu'ils endossaient la solution de la nationalisation de l'industrie forestière et des territoires boisés. Mais je dis tout de suite à ces gens-là qu'ils prennent une option sans avoir auparavant examiné les conséquences que cela pourrait avoir dans la conjoncture économique actuelle. Nous, étant plus prudents, ayant plus d'expérience et étant, par définition, plus responsables, nous ne nous prononçons pas immédiatement en déclarant que c'est la solution.

Nous voudrions — et j'y reviens parce que le député de Bourget vient d'arriver — que le gouvernement convoque les agents de l'économie, qu'il établisse avec les grandes entreprises, de même qu'avec les centrales syndicales, les corps intermédiaires, une politique par voie de consultation, non pas par voie de réunions sociales dans les hôtels fastueux de Montréal. Qu'il étale devant le public les faits, qu'il fasse connaître la situation et qu'il fasse ce choix d'options que je lui ai indiqué tout à l'heure, à savoir: favoriser uniquement la grande entreprise, ou établir cet équilibre entre les petites, moyennes et grandes entreprises, ou établir des sociétés mixtes. Etat et entreprises privées, ou procéder simplement par la voie de la nationalisation.

Je ne suis pas, pour ma part, fétichiste dans ce domaine-là. Je crois que les systèmes économiques ont besoin d'être repensés en fonction des situations actuelles. Mais, avant que de se lancer dans des aventures, il est important d'étudier la question avec les premiers intéressés, c'est-à-dire les contribuables du Québec.

Sous toutes ces réserves, M. le Président, et surtout sous la réserve que le ministre nous fera connaître tantôt les grandes orientations de sa politique forestière, nous donnerons notre agrément à cette "loiselle".

M. LAURIN: M. le Président, en vertu de l'article 270, je voudrais rétablir les faits très brièvement. Mon parti n'a jamais préconisé la nationalisation des forêts pour la raison bien simple que nous possédons déjà ces forêts.

Le gouvernement n'a fait qu'émettre des permis, des concessions, mais n'a jamais aliéné le patrimoine. Ce que nous préconisons, c'est simplement que l'Etat reprenne en main les

terres pour lesquelles il avait donné des permis ou des concessions et qu'il les aménage autrement.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, j'invoque à mon tour le règlement, c'est-à-dire pour poser la question de privilège...

M. LE PRÉSIDENT: Est-ce qu'on vous a mal interprété?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Oui... pour rappeler à mon collègue de Bourget qu'au cours de la campagne électorale qui a précédé l'élection du 29 avril, le chef du Parti québécois, celui qui est en dehors de la Chambre, a déclaré à la télévision de Jonquière et de Chicoutimi que le Parti québécois procéderait à la nationalisation des forêts, et j'avais donné, à ce moment-là, à la télévision, la réplique en apportant exactement les arguments que le député de Bourget vient de vous servir. C'est donc dire qu'il m'avait entendu.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Frontenac.

M. Paul-A. Latulippe

M. LATULIPPE: M. le Président, en tant que représentant d'une circonscription qui vit à 70 p.c. des produits de la forêt, j'aimerais faire quelques brèves remarques.

De la discussion sur le projet de loi, il me semble qu'il ressort deux aspects. D'une part, on a discuté du bien-fondé du projet de loi no 87 et, d'autre part, on a allégué qu'il était urgent que le gouvernement procède le plus tôt possible à l'établissement de sa politique dans le domaine de la forêt.

J'aimerais souligner qu'en ce qui concerne le projet de loi no 87, nous sommes évidemment d'accord sur les propos du gouvernement et nous aurions probablement souhaité que le bill 87 intègre les forêts cantonales aux forêts domaniales dans le même processus global de l'administration des forêts publiques.

Néanmoins, j'aimerais profiter de l'occasion qui m'est donnée pour souligner deux aspects qui, à mon point de vue, ont été négligés par nos prédécesseurs. De l'aveu même du ministre dans son livre blanc qu'il nous a distribué il y a quelques semaines, il est dit que 63 p.c. du territoire des concessions forestières du Québec est détenu par huit compagnies et qu'il fallait sans faute procéder à un réaménagement dans ce domaine. J'aimerais apporter cet argument supplémentaire visant à amener le gouvernement à procéder le plus tôt possible à l'élaboration de sa politique en matière forestière.

D'autre part, j'aimerais souligner un fait que nous vivons, nous les gens des Cantons de l'Est. Même si nous n'avons pas à proprement parler de forêts cantonales dans nos concessions, il n'en reste pas moins que les Cantons de l'Est

vivent actuellement une situation un peu dramatique dans le domaine de l'approvisionnement en bois. Vous n'ignorez pas que tous les comtés en bordure de la frontière contribuent actuellement pour 25 p.c. de la production québécoise en pieds, mesure de bois. Ce qui fait que la contribution des Cantons de l'Est dans le domaine de la forêt est très importante.

Toutefois, un fait qui est à remarquer, c'est que la grosse majorité, soit tout près de 100 p.c. de ce bois, est en provenance des forêts du Maine et des autres territoires connexes des États-Unis. C'est donc dire que les forêts qui font vivre l'industrie des Cantons de l'Est n'appartiennent pas au Québec.

Notre industrie dans le domaine de la forêt connaît actuellement des déboires, parce qu'elle est fortement menacée par la politique restrictive américaine, surtout avec l'apparition possible du bill Muskie. Nous prions instamment le ministre d'établir le plus tôt possible sa politique en matière de forêts pour que notre industrie ait aussi sa part dans le domaine des concessions forestières au Québec, afin qu'elle puisse poursuivre encore pendant quelques années l'expansion et la survie économique de toute une région dont les conditions de vie dépendent de l'attitude du ministre à l'avenir pour ce qui est de favoriser l'approvisionnement de nos industries.

C'est donc un appel pressant que j'adresse au ministre au nom de nos populations afin qu'il apporte à cette Chambre le fruit de son travail en vue d'établir au Québec une politique de développement en matière de forêt qui assurera la survie de nos populations. Merci, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT: Est-ce que le ministre entend exercer son droit de réplique, ce qui mettra fin au débat?

M. Kevin Drummond

M. DRUMMOND: Oui, M. le Président. Je veux remercier d'abord tous les députés de l'Opposition pour leur appui total à ce projet de loi. Étant donné que nous allons sortir d'ici peu le deuxième tome sur la politique forestière, je n'ai pas l'intention d'en parler ce soir.

Quand même, des questions précises ont été posées sur certains aspects de ce projet. On a demandé par exemple: Pourquoi nommer ces territoires forêts cantonales au lieu de réserves cantonales? Je pense que la réponse est assez facile. Ce n'est plus une réserve totale. Alors, ça semble plus logique de nommer cela une forêt cantonale.

Evidemment, c'est toujours facile de dire: Ce projet de loi vient trop tôt ou trop tard ou quelque chose de semblable. Il reste qu'avec n'importe quel horaire législatif, il y a des exigences et le moment peut arriver, d'une façon ou d'une autre, où on présente un bill. Ce bill, comme on l'a suggéré à plusieurs reprises,

est pour régler certaines situations d'urgence. Cela va aider le gouvernement à accorder un approvisionnement à certaines industries pour garder des gens au travail.

Il y avait une autre question concernant la raison pour laquelle on enlevait le droit d'expropriation dans l'article 115, je pense. Seulement, si on regarde l'ensemble des articles, si on tient compte de certains autres articles de la loi du ministère, comme l'article 98 et le chapitre 38, on n'enlève rien. On a le droit encore de prendre ces terrains-là. C'est aussi facile que ça.

Merci, M. le Président.

M. LE PRESIDENT: Est-ce que cette motion de deuxième lecture est adoptée?

UNE VOIX: Adopté.

M. LE PRESIDENT: Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Deuxième lecture de ce bill. Second reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Le ministre des Terres et Forêts propose que je quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité plénier. Cette motion est-elle adoptée?

M. PAUL: Adopté.

M. LE PRESIDENT: Adopté.

Comité plénier

M. CARPENTIER (président du comité plénier): Bill 87, article 1? Adopté. Article 2, Adopté?

M. DEMERS: Un instant!

DES VOIX: Trop tard.

M. BELAND: En ce qui concerne l'article 1 modifiant l'article 109, nous acceptons ce qui y est écrit précisément, s'il n'y a pas d'autres observations. Au sujet de l'article 110, à notre avis il serait acceptable.

M. VEZINA: Merci.

M. BELAND: Par contre, à l'article 111, il y a quand même une nuance à apporter ici à savoir...

M. PAUL: M. le Président, sur un rappel au règlement. Je m'excuse auprès de mon collègue mais pourrait-il nous dire sur quel article il entend faire ses remarques, à 109, 110 ou 111?

M. DUMONT: Il est rendu à 111, il vient de dire que c'était adopté.

M. BELAND: Article 1 du projet de loi 87 modifiant l'article 111.

M. PAUL: Article 111.

M. BELAND: Je continue sur l'article 111. "Le ministre peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, accorder des permis de coupe de bois dans une forêt cantonale." Ici, il y a le mot "peut". A ce sujet je pense qu'il faudrait peut-être être davantage clair ou expliciter davantage le mot "peut". Si l'on se réfère aux autres bills que nous avons étudiés jusqu'à présent, automatiquement le mot "peut" prend le sens de "doit".

M. DRUMMOND: Pas du tout. Ce n'est pas l'intention du gouvernement. C'est seulement pour permettre, aussitôt que de telles demandes sont faites et s'il y a du bois en perdition, selon toute logique, d'avoir une certaine souplesse pour approvisionner les industries qui en ont besoin. Il n'est pas question de donner des pouvoirs de dictateur ou quelque chose du genre, c'est d'avoir une certaine souplesse d'administration.

UNE VOIX: On pourrait peut-être dire "peut peut-être".

M. BELAND: H est entendu qu'à ce moment-là seul le ministre peut décider. Dans un certain sens, c'est bon parce que c'est normal que le ministre ait la possibilité ou l'autorité nécessaire pour décider telle ou telle chose; d'accord. Par contre, si on se réfère au passé, à d'autres lois, le mot "peut", à ce moment-là, a prêté à confusion.

M. DEMERS: Donnez-nous un exemple de cela.

M. BELAND: A part ce mot bien spécifique au tout début, en ce qui regarde l'article 111 dans son entier, nous l'acceptons.

M. VEZINA: Merci.

M. LAURIN: Sur l'article 1, encore.

UNE VOIX: Adopté.

M. LAURIN: Le ministre n'a pas répondu à la question que je lui posais à savoir: Qu'est-ce qui empêche l'intégration immédiate des forêts ou réserves cantonales à des ensembles plus grands comme les forêts domaniales?

M. DRUMMOND: Je m'excuse, mais...

M. LAURIN: Première question et, deuxièmement, à quel moment et de quelle façon entend-il, s'il entend le faire, procéder à cette intégration des forêts cantonales dans des ensembles plus grands?

M. DRUMMOND: Je m'excuse, M. le Président, j'avais l'intention de répondre à cette

question dans ma réplique. C'est dû au fait que cet amendement règle un problème d'urgence sans trop bouleverser les choses, en gardant le droit de réserves cantonales mais en nous donnant suffisamment de souplesse pour procéder plus loin, s'il le faut. J'en discuterai évidemment en commission des Terres et Forêts pour en arriver à un consensus ou à une position où je pourrai présenter une loi plus globale pour régler les problèmes forestiers. J'ai reçu de bons conseils cet après-midi — comme j'en reçois toujours — mais il est question ici de trouver une solution aussitôt que possible. Après des discussions en commission parlementaire, dans mon optique, je voudrais procéder, peut-être, en deux étapes: certaines lois pourraient être présentées assez rapidement et d'autres pourraient probablement attendre un peu. C'est un problème d'urgence que j'aimerais régler afin d'avoir la souplesse nécessaire avant d'y aller d'une façon plus fondamentale.

M. LE PRÉSIDENT: Article 1, adopté?

M. BELAND: Un instant, M. le Président, sommes-nous au sous-article 112?

M. LE PRÉSIDENT: Nous sommes à l'article 1.

M. BELAND: D'accord, alors disons que le sous-article 112 de la Loi générale...

M. DEMERS: Ce n'est pas un sous-article.

M. LE PRÉSIDENT: C'est l'article 112 de la Loi générale des Terres et Forêts.

M. BELAND: Cela modifie justement la Loi générale des Terres et Forêts, mais l'article est quand même... C'est-à-dire, devons-nous l'interpréter comme sous-article ou comme article?

UNE VOIX: Article 1.

M. VEZINA: N'interprétez rien, vous allez vous mêler.

M. BELAND: Le député de Montmorency n'a pas de leçon à me faire. A tout événement..

M. VEZINA: Non, mais vous devriez en profiter pour l'apprendre.

M. BELAND: ...au no 113...

M. VEZINA: Vous demanderez au Dr Tremblay, c'est un "désisteur" officiel.

M. BELAND: Il y en a d'autres qui peuvent être des voleurs officiels.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. BELAND: En ce qui concerne le no 113, ici...

M. VEZINA: Des quoi? Des voleurs? M. le Président, question de privilège. J'ai cru entendre dans les propos du député de Lotbinière...

M. DUMONT: Je ne savais pas que le député de Montmorency se sentait visé.

M. DROLET: Vous vous êtes reconnu?

M. VEZINA: ...en s'adressant à moi, attaquant ainsi la profession à laquelle j'appartiens et à laquelle le député de Lotbinière n'aura jamais l'occasion d'appartenir, je peux l'assurer de ça...

M. BOIS: M. le Président, mon confrère n'a jamais attaqué le député de Montmorency.

M. VEZINA: C'est une question de privilège et s'il se réfère au député de Montmorency, je lui dirai que j'ai fait référence aux propos auxquels vous répondez, à la cause qui vient de finir. C'est un exemple typique du parti que vous représentez. Vous avez voulu faire une cause basée sur la médisance et...

M. BOIS: Cela n'a rien à voir, M. le Président.

M. VEZINA: ...le "salissage" de réputation et vous avez manqué votre coup.

M. DROLET: Cela ne regarde pas les Terres et Forêts du tout.

M. BOIS: Cela ne regarde pas les Terres et Forêts.

M. VEZINA: Vous avez été obligé de vous désister justement parce qu'à l'image de votre parti vous préférez dire n'importe quoi, n'importe où et faire de l'électoratisme.

M. BOIS: Cela n'a rien à voir avec le bill. Cela ne regarde pas les terres et forêts du tout.

M. VEZINA: Vous manquez tout simplement de dignité.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! A l'ordre!

M. BOIS: M. le Président, aucune accusation n'a été portée contre le député de Montmorency-

M. VEZINA: Vous manquez tout simplement de loyauté envers le peuple du Québec.

M. DROLET: A l'ordre! Le "show" à l'oeuvre. La taverne n'est pas fermée.

M. VEZINA: Tant et aussi longtemps que je siégerai dans cette Chambre, je n'accepterai pas que des gens...

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! A l'ordre!

M. VEZINA: ...comme ces douze apôtres attaquent des réputations personnelles, comme vous venez de le faire.

M. BOIS: Le restaurant est ouvert en bas.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! J'inviterais tous les députés à apporter leur collaboration et à parler uniquement sur le projet de loi en discussion.

M. BELAND: Je discutais donc du sous-article 113: "Lorsqu'il ne se trouve pas de terres publiques accessibles et disponibles pour la création d'une forêt cantonale dont l'intérêt public exige..." En ce qui concerne "dont l'intérêt public exige", c'est entendu et c'est bien défini plus haut que c'est le ministre des Terres et Forêts qui va décider si l'intérêt public l'exige.

Nous voulons faire une profession de foi envers l'honorable ministre, mais, par contre, est-ce que ce sera comme cela, à l'avenir, avec les autres ministres des Terres et Forêts? Est-ce que nous pourrions continuer cet acte de foi envers quiconque siégera à la place du ministre actuel? Nous ne le savons pas.

M. DRUMMOND: L'article en question ne comporte aucun changement à la loi actuelle. C'est compris dans l'article 115 de la loi qui existe. Ce n'est pas un amendement. A toutes fins pratiques, c'est seulement la continuation de ce qui existe depuis longtemps.

M. DEMERS: M. le Président...

M. BIENVENUE: Le prochain sera un créditiste.

UNE VOIX: Il n'y a pas de danger.

M. LE PRESIDENT: Adopté?

M. BELAND: Non, M. le Président. Je tenais à souligner que, dans le passé justement, certains ministres ont quand même pensé que l'intérêt public l'exigeait et que des concessions ont été accordées au détriment de l'intérêt public en réalité. Disons que nous ne pouvons faire autrement, enfin, de ce côté-ci de la Chambre, que d'éveiller l'attention du ministre à ce sujet. Comme je le disais au début, nous faisons une profession de foi envers le ministre actuel, d'accord.

M. LEDUC: Vous êtes bien catholiques.

M. BELAND: Par contre, il faut quand même le souligner pour être bien précis, il ne faudrait pas répéter ce qui fut fait, entre autres, concernant l'International Telephone and Telegraph ou des cas semblables.

M. DRUMMOND: Je ne veux pas m'avancer

dans une affaire concernant l'ITTT. Si on parle de l'intérêt public dans cette loi, cela serait pour l'établissement d'une forêt cantonale. Si on établissait une autre forêt, ce ne serait pas pour l'approvisionnement des scieries, etc. Ce n'est pas logique. Il y a d'autres façons de le faire. Ce serait pour les fins domestiques, mais je ne vois pas comment on créerait une autre forêt cantonale. En tout cas, si c'était nécessaire, ce serait pour les fins des individus et non pour l'approvisionnement des scieries.

Le bien-fondé ou la raison d'être de ce bill-ci, c'est vraiment de nous donner une certaine souplesse dans les forêts cantonales existantes pour l'approvisionnement, si nécessaire. Si le bois est en train de se perdre, alors je ne vois aucun danger mais j'accepte quand même les bons commentaires à mon égard du député de Lotbinière.

M. DEMERS: M. le Président, à l'article 111, j'aurais une question à poser au ministre. Au sujet des maladies, des épidémies, étant donné que dans notre région...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Il ne parle pas du Crédit social, là.

M. DEMERS: Ce n'est pas une maladie, le Crédit social, c'est une infirmité. C'est incurable.

UNE VOIX: Entre deux anneaux.

M. DEMERS: Oui, oui, puis on vous en mettrait un dans le nez et vous suivriez avec ça.

M. BOIS: C'est parce que vous les avez déjà dans le nez que vous suivez si bien.

M. DROLET: Mettez donc ça dans le nez du député de Chicoutimi.

M. DEMERS: M. le Président, je voudrais parler du domaine des cryptogames, des maladies à cryptogames et les maladies cryptogamiques qui sont des champignons, des thallophytes qui s'attaquent aux arbres.

M. BOIS: ... universitaire, ça ne lui donne pas le brio de l'intelligence absolue, ça.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs!

M. DEMERS: Je n'ai jamais vu un homme porter autant son nom!

Je voudrais savoir, M. le Président, lorsque nous sommes à proximité d'un parc national où nous n'avons pas le droit de pénétrer, s'il y a une maladie épidémique, est-ce qu'il y a une disposition dans la loi qui nous permettrait d'aller voir ce qui se passe là afin que le pourtour du parc ne se contamine? Il n'y a rien de tel dans la loi. Vous savez qu'en Mauricie, nous avons un parc national qui est en

voie d'érection. Il y a des arbres là-dedans. On est en territoire étranger lorsqu'on a cédé au fédéral certains territoires. Vous n'avez pas le droit d'entrer là, vous, M. le ministre, mais s'il y a une maladie épidémique dans le parc, comment est-ce que vous pourrez prévenir la maladie si vous n'avez pas le droit de regard régulièrement pour savoir ce qui se passe?

M. DRUMMOND: M. le Président, dans l'histoire des gouvernements provincial et fédéral, il y a toute une gamme d'ententes. Alors, ce serait la même chose en ce qui concerne un parc national, pour la protection, etc., c'est bien évident, on ne veut pas une armée fédérale de protection contre les épidémies et une de chez nous parce que les épidémies ne respectent pas les frontières, alors c'est seulement une question d'entente là-dessus.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Et vous allez négocier ça avec...

M. DEMERS: Est-ce qu'il y a une entente de prise dans la cession de notre territoire au gouvernement fédéral pour bâtir un parc? S'il y a une épidémie dans ce parc-là, qu'est-ce qui va empêcher la pollution du territoire de la province si vous n'avez pas le droit d'entrer là?

M. DRUMMOND: M. le Président, nous avons des ententes avec les provinces...

M. DEMERS: Je voudrais savoir la nature de l'entente.

M. DRUMMOND: ... avec tous les autres intéressés. Il n'est pas question de mettre en danger nos forêts à cause du fait qu'il y a un parc en Mauricie. On va arriver à une entente.

M. DEMERS: Mais, je crois, M. le ministre, que vous ne savez pas, vous ne pouvez pas préjuger d'un précédent. C'est nouveau, les parcs dans la province de Québec.

M. DRUMMOND: Mais, quand même, dans la région de Gatineau, qui est un territoire fédéral, il y a déjà des ententes prévues pour tout cela. Alors, ce n'est pas un problème réel. Le problème réel, ce serait l'épidémie. D'accord. Mais en ce qui concerne nos relations avec le fédéral sous cet aspect, je ne vois aucun problème.

M. DEMERS: C'est certainement une maladie contagieuse.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Le ministre parle d'entente avec le gouvernement central en ce qui concerne...

M. DRUMMOND: J'ai parlé de toute une gamme d'ententes.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je voudrais savoir, dans le cas spécifique qu'a évoqué mon collègue de Saint-Maurice, à quel endroit dans quelle entente existent des dispositions qui permettraient au gouvernement du Québec, en collaboration avec le gouvernement central, d'intervenir pour empêcher que la forêt ne soit mise en danger par une épidémie qui pourrait atteindre, par exemple, le parc de la Mauricie? C'est ça que demande mon collègue, il me semble que c'est très simple. Est-ce que cette entente aurait été négociée, par exemple, avec ce brillant ministre dont un de vos collègues a parlé cet après-midi, le Secrétaire d'Etat? Est-ce que cela aurait été négocié par le ministre des Affaires culturelles? Dans quel document cela existe-t-il?

M. DRUMMOND: Je n'ai pas dit qu'une entente était déjà signée. J'ai dit que, lorsqu'il s'agit de la protection de nos forêts, je ne vois aucun danger en ce qui concerne une entente d'une façon ou d'une autre pour protéger nos forêts sous cet aspect.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Comme disait tout à l'heure notre collègue de la faction religieuse, les bérets blancs, on est obligé de faire un acte de foi puisque vous nous dites qu'il n'y a pas d'entente précise.

M. DROLET: J'aime autant avoir un béret blanc qu'un béret sale comme vous!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Est-ce qu'il y a des ententes précises et dans quel document se trouvent lesdites ententes, lesdites dispositions qui permettraient de protéger le territoire qui se trouve situé en bordure du parc de la Mauricie?

M. DRUMMOND: Pour la Mauricie, il n'y a aucune entente signée, à ma connaissance.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Alors, il n'y a pas d'entente. D'accord.

M. PAUL: M. le Président...

M. BOIS: M. le Président, est-ce que les maladies sylvi-cryptogamiques sont particulières aux forêts qui entourent le passage du député de Chicoutimi à travers nos forêts domaniales?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, est-ce que vous pourriez faire observer au député qui vient de s'asseoir, au sens étymologique du terme, c'est-à-dire qui a repris son siège — d'ailleurs il parle toujours de son siège — que la Régie des alcools n'est pas en grève.

M. PAUL: M. le Président, dans toute la gamme des ententes dont a parlé l'honorable ministre, est-ce qu'il peut nous dire si une

entente est intervenue entre son ministère et la Consolidated Bathurst au sujet de l'échange de territoires boisés pour l'aménagement du parc de la Mauricie?

M. DRUMMOND: Je ne sais pas si ça entre dans la discussion du bill, mais aucune entente n'a été signée en ce qui concerne les échanges possibles de territoires avec Consolidated Bathurst.

M. DEMERS: Il y avait des réserves cantonales dans le territoire antérieurement qui ont été cédées.

M. PAUL: Est-ce que les négociations sont en cours avec la compagnie Consolidated Bathurst?

M. DRUMMOND: Oui, M. le Président.

M. DEMERS: La compensation aussi ou les échanges?

M. DRUMMOND: Evidemment d'une façon...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Vous avez une gamme, mais pas d'accord.

M. DEMERS: On n'est pas sur la bonne portée.

M. LE PRÉSIDENT (Carpentier): Article 1, adopté.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Alors, il va falloir faire ça en clé de sol.

M. LE PRÉSIDENT: Article 2, adopté.

UNE VOIX: Adopté.

M. CARPENTIER (président du comité plénier): M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que votre comité a adopté en son entier le bill 87.

Troisième lecture

M. LAVOIE (président): Troisième lecture? Consentement.

L'honorable ministre des Terres et Forêts propose la troisième lecture du projet de loi no 87, cette motion est-elle adoptée?

M. PAUL: Adopté.

M. LE PRÉSIDENT: Adopté.

M. BIENVENUE: Article 10.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable ministre de la Justice propose la deuxième lecture du

projet de loi no 89, Loi modifiant de nouveau le code civil et modifiant la Loi abolissant la mort civile.

Projet de loi no 89

Deuxième lecture

M. Jérôme Choquette

M. CHOQUETTE: M. le Président, ce projet de loi vise, d'une part, à moderniser certains articles qui se trouvent au début de notre code civil et qui traitent de la citoyenneté et de la naturalisation.

Evidemment, à l'époque où le code civil a été adopté, en 1866, pouvait-on concevoir qu'il traite d'une façon assez précise des droits et des obligations qui pouvaient ressortir à la citoyenneté? Mais, aujourd'hui, alors que la citoyenneté et la naturalisation font l'objet de législations fédérales, ces articles n'ont plus guère de raison d'être dans le code civil du Québec.

Par ailleurs, aujourd'hui il nous semble important de noter l'évolution de la pratique de la médecine, qui a ouvert des perspectives immenses, en particulier dans le domaine de la transplantation des organes humains et également dans le domaine de la cession — soit entre vifs ou soit au moment de la mort — de parties du corps humain aptes, suivant le cas, à se régénérer, tels que le sang, ou inaptes à se régénérer, tels que d'autres organes vitaux. Les plus importants sont les reins, qui font l'objet de transplantations assez couramment de nos jours, ou encore le cœur; là, les succès sont encore éphémères, mais où on peut espérer que par le progrès de la science on réussira dans un avenir plus ou moins rapproché à le faire avec un succès durable.

UNE VOIX: C'est le rejet.

M. CHOQUETTE: Oui. C'est donc en tenant compte de cette évolution de la science médicale que le projet de loi, que j'ai l'honneur de vous présenter ce soir, veut en quelque sorte réglementer les conditions dans lesquelles on pourra céder soit ses organes vitaux soit encore le sang, qui est traité d'une façon différente des organes vitaux dans le projet de loi, puisqu'il est une partie du corps humain qui peut se régénérer. Ceci expliquera pourquoi nous avons traité d'une façon quelque peu différente ces parties du corps humain qui ne sont pas susceptibles, une fois enlevées, de se régénérer et d'autres parties qui, une fois cédées, peuvent se régénérer.

Au risque d'insister trop sur ce point, je répète que, quand on parle des organes vitaux, tels que les reins, le cœur, les organes majeurs, on sait qu'une fois enlevés ils ne sont pas susceptibles de se régénérer. Tandis que, quand on parle du sang, on sait qu'on peut prélever

une quantité déterminée de sang chez un individu, mais rapidement la régénération se fait dans le corps humain.

Il n'y a pas que le sang, me dit-on, qui soit une partie du corps humain susceptible de se régénérer, on m'a cité d'autres cas, tels que le ménisque du genou. Je l'ignorais, mais j'ai appris...

M. DROLET: C'est un "ménisque" qui fait partie du cabinet?

M. CHOQUETTE: Cela s'applique de la même façon aux ministres, puisqu'on sait que les ministres sont susceptibles de se régénérer.

Donc, c'est en tenant compte de cette évolution de la médecine que nous présentons ce projet de loi, qui tiendra compte également des conditions dans lesquelles la cession d'organes ou de parties du corps humain se fera. Cela pourra se faire volontairement par un individu vivant, par testament dans les conditions que fixera le testateur; cela pourra se faire même au moment de la mort, alors que la victime n'a exprimé aucun consentement, si le conjoint ou une autre personne proche de la victime peut exprimer un consentement à la transmission d'un organe qui pourra rendre service à un autre être humain.

Le projet de loi que nous présentons, M. le Président, fait également suite à des projets de loi qui ont été étudiés par les commissaires à l'uniformisation des lois, au Canada, ainsi qu'à certaines législations adoptées dans d'autres provinces du Canada. Je puis dire à la Chambre qu'avec certaines légères divergences qui s'expliquent par le besoin d'adapter ces projets de loi à notre législation civile, dans l'ensemble le projet reproduit les éléments essentiels des lois qui ont été adoptées dans d'autres provinces et du projet de loi recommandé par les commissaires à l'uniformisation des lois.

Finalement, M. le Président, le projet de loi apporte certaines dispositions au point de vue de la reconnaissance de la personnalité juridique de tout individu. Je crois qu'il s'agit là d'un principe important et qu'il fallait énoncer ce principe au code civil, puisqu'il ne s'y trouvait pas, c'est-à-dire que toute personne, quelle qu'elle soit, quel que soit son état, comporte les droits inhérents à la personnalité juridique.

Cette notion de droit est beaucoup plus moderne que celle qui existait précédemment dans le code et qui traitait plutôt des droits qui s'attachaient à une personne naturalisée ou une personne ayant la citoyenneté à cette époque. C'est donc qu'il fallait fonder le droit à la transmission des organes du corps humain sur un autre principe juridique beaucoup plus fondamental, celui de la personnalité juridique qui appartient à tout individu. Et, principe qui découle de cela, celui de l'inviolabilité de la personne humaine. Le projet de loi vise en pratique à réglementer dans quelles conditions cette inviolabilité doit être respectée lorsqu'il

s'agit de céder des éléments essentiels du corps humain.

En terminant, M. le Président, le projet de loi abolit également certaines dispositions juridiques dépassées relatives à la dégradation civique. On se souviendra qu'autrefois, dans notre législation, nous avions des dispositions au sujet de la mort civile, mort civile qui surgissait au moment de la condamnation d'un individu à certaines peines en vertu du droit criminel.

Or, en 1906, la mort civile a été supprimée dans nos statuts parce qu'on a considéré à cette époque que la mort civile était une peine qui n'avait pas d'application dans les conditions qui prévalaient à l'époque, c'est-à-dire des conditions relativement plus modernes que celles qui existaient depuis le Moyen Âge et on a remplacé la mort civile par la dégradation civique. Je pense qu'aujourd'hui tout le monde conviendra que la peine criminelle infligée à une personne qui est condamnée est une peine suffisante et qu'il ne s'agit pas d'aggraver en quelque sorte cette peine imposée par les tribunaux criminels d'une autre peine de nature civile que l'on appelle la dégradation civique.

Par conséquent, nous suggérons d'éliminer ces dispositions juridiques anciennes relativement à la dégradation civique et de rétablir la capacité civile de ceux qui peuvent être détenus dans des institutions pénitenciaires ou dans des prisons, afin de leur permettre de jouir de leur pleine capacité civile, nonobstant qu'ils soient tenus d'être incarcérés pendant la période fixée par le tribunal.

Cet amendement est rendu nécessaire, je l'ajouterai, par un autre facteur, c'est la libération conditionnelle qui est donnée dans certaines conditions. A ce sujet, j'ai déjà eu l'occasion de dire à la Chambre que toutes les libérations conditionnelles ne me paraissent pas opportunes, mais je pense que l'on conviendra que dans certains cas il convient d'accorder la libération conditionnelle à certains détenus, parce que cette libération peut permettre une meilleure réhabilitation du prisonnier.

Étant donné que celui qui bénéficie de la libération conditionnelle est toujours sous le coup de la peine qui lui a été imposée, je crois que, si on doit le libérer, il faut lui reconnaître sa pleine capacité civile et c'est ce que visent certaines dispositions du projet de loi. Il s'agit de reconnaître le droit d'user de sa capacité de contracter civilement malgré que l'on puisse être incarcéré ou sous le coup de la libération conditionnelle. Merci, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT (Leduc): L'honorable député de Maskinongé.

M. Rémi Paul

M. PAUL: M. le Président, nous remercions le ministre de la Justice de nous présenter ce

projet de loi qui comporte deux groupes d'idées ou d'amendements. Premièrement, en vertu de cette loi, le ministre suggère des amendements au code civil, en tenant compte de certaines évolutions ou réalités sociales. Le deuxième groupe d'articles ou d'amendements veut faire disparaître des anachronismes de droit.

Dans le premier groupe d'amendements suggérés par ce projet de loi, sans doute que le ministre a tenu compte du rapport préliminaire de l'Office de révision du code civil qui, effectivement, au mois de juillet dernier, publiait un fascicule, intitulé *Rapport sur la reconnaissance de certains droits concernant le corps humain*. Je crois qu'on y cite un auteur, Roger Nerson qui, dans son volume *L'influence de la biologie et de la médecine modernes sur le droit civil*, s'exprime ainsi: "Tout en psychologie, le droit civil classique avait négligé la donnée biologique corporelle. Pourtant, le corps est le support de la personne, fait justement remarquer le juriste Nerson.

"Le progrès spectaculaire de la science médicale, en particulier, invite le législateur à tracer les cadres juridiques dans lesquels il devrait se poursuivre. Aujourd'hui, le corps, réserve de tissus et d'organes, devient chaque jour plus utilisable pour autrui, plus capable d'apporter à un autre corps une assistance salutaire. Le principe d'inaliénabilité du corps humain demeure, mais il n'est plus possible de le suivre aveuglément dans ses dernières conséquences logiques". Voilà, M. le Président, la justification des amendements que nous propose le ministre de la Justice par ce projet de loi.

Il a pour effet de moderniser notre code civil et de le marier avec les réalités sociales. Quand on sait tous les progrès qu'apporte à l'humanité la science médicale, il va de soi que ceux qui veulent participer ou communier à ces progrès aient liberté de donner, de leur vivant, par un acte libre de leur volonté, une partie de leur organisme, par exemple, du sang ou encore certains organes dont on disposera par testament ou par la volonté, si ce n'est du de cujus de ses héritiers; tout cela dans des conditions bien spécifiques et toujours sans aucune contrainte ou menace, mais par l'expression d'une volonté libre de la part de celui qui consent certaines donations pour le progrès de la science.

Ce qui me frappe quelque peu, c'est cet écart qu'on trouve entre le texte de loi soumis par le ministre et les recommandations de l'Office de révision du code civil.

Je crois que l'Office de révision du code civil recommandait l'adoption de ces amendements en autant que ce le soit pour des fins thérapeutiques ou scientifiques. Je préfère de beaucoup le texte que nous soumet le ministre, parce qu'il peut s'avérer, dans certaines circonstances, qu'une transplantation cardiaque, par exemple, ne soit pas nécessairement pour des fins scientifiques; thérapeutiques oui, parce qu'elle aura pour effet d'en faire bénéficier le récipiendaire

ou le patient chez qui on greffera par exemple un coeur, un rein. Sûrement, la science nous apprendra que d'autres transplantations sont également possibles, et je préfère de beaucoup le texte que nous propose le ministre dans son projet de loi à celui que nous recommandait l'Office de révision du code civil.

Il y a également un autre principe dont il faut tenir compte, c'est cette recommandation de l'office qui empêchait le mineur d'être sujet à ces cessions d'organes sous prétexte que le tuteur ne pouvait, en aucune façon, disposer sans aucune autorité du corps ou d'une partie du corps de son pupille.

Or, il arrive que cette loi comporte également un concept moderne parce que nous savons que, même si le projet de loi n'est pas voté en troisième lecture, nous aurons dans un avenir très rapproché la majorité à 18 ans. Mais le ministre a trouvé un moyen terme, c'est cette faculté que peut avoir un mineur capable de discernement de disposer librement de ses organes ou d'une partie de son corps avec l'assistance de l'autorité paternelle ou de celui qui joue le rôle de père à l'endroit de l'enfant mineur.

Je crois que cette distinction juridique, sans être nouvelle, colle très bien à la réalité et encore là le mineur, sans être tout à fait libre, ou dans l'exercice complet de ses droits, deviendra comme un peu émancipé dans cette liberté qu'il aura de céder une partie de son corps pour des fins scientifiques, thérapeutiques ou pour le bénéfice de ses semblables.

Ces amendements au code civil qui nous sont recommandés par l'Office de révision du code civil à la suite d'une publication qui a été faite au mois de juillet, je crois, justifiaient pleinement le ministre de nous les présenter.

Dans quel chapitre du code insérer ces amendements? C'était bien aux articles 18 et suivants, qui de toute façon étaient devenus des articles désuets; en même temps, c'était l'endroit rêvé ou tout à fait choisi pour consacrer un grand principe juridique, celui qui tout être humain possède la personnalité juridique. C'est là que nous trouverons, à l'article 18, la consécration de ce principe de droit de même que celui de l'inviolabilité de la personne juridique.

Pour ce qui est du second groupe d'amendements proposés par le projet de loi, amendements que je considère comme étant des mesures aux fins de faire disparaître des anachronismes juridiques, ce sont des amendements qui doivent être adoptés, qui doivent être reçus, parce qu'à toutes fins utiles la mort civile n'existe pas. Si on se réfère surtout aux dispositions de l'article 30 du code civil, nous y verrons, au grand scandale de nos amis du Parti québécois, que les droits se perdent dans les cas prévus par les lois de l'Empire.

Je suis sûr que nos honorables amis se révolteront à juste titre en voyant se perpétuer une situation aussi illogique et un article aussi

mort d'application à toutes fins pratiques. C'est pourquoi nous appuierons ce projet de loi. Pour ce qui est des amendements qui nous sont apportés, par exemple quant à cette liberté de tester qui, autrefois, frappait un dégradé civique, nous verrons que cette liberté qui était abolie va être restaurée.

Justement, parce que nous avons une conception moderne de la réhabilitation des prisonniers, il ne faut pas désespérer et les pénaliser en plus dans leurs biens et leur liberté civile, même s'ils sont privés de leur liberté par suite d'une incarcération du fait qu'ils sont dans l'obligation de purger une sentence qui leur a été imposée par un juge en application des dispositions du code criminel.

Je dis donc que ce mécanisme de réhabilitation qu'est celui de la commission des libérations conditionnelles a pour effet de rendre instable ou incertain le séjour d'un prisonnier dans un pénitencier, suivant la largesse ou le bon plaisir du prince d'élargir, dans certains cas, trop facilement des prisonniers qui, trop souvent, hélas! ne purgent même pas la moitié de la sentence qui leur a été imposée par le tribunal.

Dans certains cas, cette libération conditionnelle a un effet salutaire et il est à souhaiter que, de plus en plus, les fins visées par cette libération conditionnelle puissent bénéficier à ceux qui se voient gratifiés d'une telle libération. Encore là, il fallait donc, pour le législateur, tenir compte non seulement de cette réhabilitation dans la liberté, mais également faire disparaître cette analogie ou cette déchéance communément appelée la mort civile.

Je crois que le ministre nous présente un excellent projet de loi. Il est à espérer qu'il continuera dans la même veine et que les lois qu'il nous présentera à l'avenir seront aussi nécessaires que celle qui nous est soumise et, surtout, qu'elles soient aussi teintées d'un caractère aussi éminemment social que celui qui se dégage des principes de droit qu'on y retrouve. C'est pourquoi nous voterons pour le principe de ce projet de loi.

M. LE PRÉSIDENT (Leduc): L'honorable député de Saint-Sauveur.

M. Armand Bois

M. BOIS: M. le Président, nous trouvons que le projet de loi no 89, qui nous est présentement soumis par l'honorable ministre de la Justice, est rempli de grosse logique et de bon sens. Il y a peut-être une couple d'idées qui pourraient surgir. J'écoutais justement les commentaires de l'honorable député de Maskinongé. Je pense bien qu'il serait peut-être à propos, nonobstant tous les avantages du projet de loi de penser peut-être ici que les fins que devrait atteindre le projet de loi lui-même devraient surtout être en fonction du bien thérapeutique que l'on peut réaliser plutôt que du bien

scientifique, même si nous comprenons que l'avancement de la médecine doit quand même progresser sans cesse, que nous ne pouvons l'arrêter. Il demeure quand même que du côté de l'individu, chez celui qui a le pouvoir de décider avec ses propres facultés, nous trouvons que la question thérapeutique devrait être inscrite comme étant particulière, et nous y reviendrons.

Il y a peut-être une chose ici. Quand on parle des citoyens et étrangers dans le projet de loi, dans son ensemble — c'est une suggestion que j'apporte au ministre — est-ce qu'à un moment donné cela ne créera pas certaines difficultés, par exemple, en ce qui a trait à la question de la citoyenneté sur le plan fédéral si on inscrit une mention comme celle-ci dans le projet de loi.

Dans l'ensemble, M. le Président, je tiens à vous dire que nous, du Ralliement créditiste, nous constatons que c'est un très bon projet de loi. C'est une très bonne chose qu'il survienne à ce temps-ci parce qu'en fait il permet à toute personne d'être reconnue comme ayant un droit inviolable et, deuxièmement, il lui permet aussi de pouvoir disposer généreusement d'un organe vital qui peut servir à la survie ou encore aux soins thérapeutiques d'autres personnes dans la société.

M. le Président, quitte à revenir sur les détails, nous trouvons que le projet de loi est excellent dans son ensemble et nous, du Ralliement créditiste, nous l'appuierons. Merci, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT (Leduc): L'honorable député de Maisonneuve.

M. BURNS: Est-ce l'orateur précédent que vous applaudissez?

M. BIENVENUE: Non.

M. BURNS: C'est bien gentil.

M. VEZINA: Ce sont les deux, on les mélange.

M. Robert Burns

M. BURNS: M. le Président, au risque de ne pas être très original par rapport à mes deux collègues de l'Opposition qui viennent de me précéder, je vais également me déclarer pour le principe du projet de loi no 89 qui nous est soumis. Ce projet a d'abord l'avantage, à mon avis, de rajeunir une partie du code civil qui en avait besoin, entre autres le chapitre premier du titre concernant la jouissance et la privation des droits civils.

D'abord, les dispositions qui se trouvent actuellement dans les articles 18 à 30 ou 18 à 29 du code civil se trouvent pour la plupart déjà couvertes par d'autres lois telles que la Loi de la citoyenneté canadienne ou encore la Loi des jurés. De sorte que ces dispositions se référant

soit dit en passant, à plusieurs reprises au Bas-Canada au lieu de se référer au Québec, elles méritent sûrement d'être changées ou d'être ramenées à des dimensions beaucoup plus modernes. J'aurais aimé, soit dit en passant, étant donné qu'on s'occupait d'un chapitre complet du code civil ou du titre premier du livre premier du code civil, qu'on s'occupe également de deux articles auxquels on ne touche pas, étant donné que je parlais tantôt du Bas-Canada auquel on se réfère. Vous avez les articles 27 et 28 de ce chapitre qui ne sont pas touchés. On aurait peut-être dû en passant faire l'effort — peut-être que le ministre va y songer — pour changer le mot "Bas-Canada" par le mot "Québec" puisque, effectivement, historiquement, c'est ce à quoi on se réfère. Mais c'est une remarque toute simple que je fais à ce sujet et surtout sur le fait que je vois d'abord un effort de changer ou rajeunir ce chapitre.

Quant au projet de loi no 89 lui-même, même si les dispositions qu'il nous soumet n'ont aucune ou à peu près pas de références comme telles à ce titre, elles tiennent compte justement de l'évolution de notre société. On sent vraiment qu'on est rendu à l'ère des greffes du rein, des greffes de la rétine, même des greffes du cœur maintenant, des poumons et de certains autres organes non immédiatement vitaux, c'est-à-dire dont une personne peut se départir.

Quant aux principes énoncés dans les notes explicatives, nous sommes d'accord, évidemment, pour que l'on déclare que tout être humain possède la personnalité juridique et la pleine jouissance de ses droits civils, également pour que l'on énonce le principe que la personne humaine est inviolable, que nul ne peut porter atteinte à la personne d'autrui, pour que l'on autorise toute personne majeure, justement, à aliéner des parties de son corps avec son consentement et selon certaines normes.

Nous avons cependant de sérieuses réserves relativement à une partie de ce troisième principe qui apparaît dans le bill: celui concernant les mineurs. Que ce droit soit accordé aux mineurs d'aliéner une partie de leur corps, je me pose de très sérieuses questions là-dessus, et je pense que je ne suis pas le seul à le faire.

Je réfère plus particulièrement au rapport sur la reconnaissance de certains droits concernant le corps humain, qui a été préparé par l'Office de révision du code civil. En regard de l'article 1, je lis l'opinion suivante de l'Office de révision du code civil, qui me semble rencontrer tout à fait l'opinion que j'ai relativement à la possibilité d'aliénation de parties du corps humain de mineurs.

Je cite, sous l'article 1, le texte suivant: "Il paraît raisonnable de réserver au majeur seul cette suprême liberté à l'égard de son propre corps. Si, jusqu'à maintenant, de telles interventions ont pu être effectuées sur le corps de mineurs en s'appuyant sur le consentement des parents, cette pratique devrait cesser — je pense

que l'Office de révision du code civil est assez catégorique sur ce point et je partage entièrement cette opinion — car on ne voit pas au nom de quelle autorité, même parentale, les parents disposeraient ainsi du corps de leurs enfants." Je pense que cette opinion a d'autant plus de valeur que nous venons, il y a à peine quelques semaines, d'adopter un projet de loi diminuant à dix-huit ans l'âge de la majorité.

Je vous soumets, M. le Président, ainsi qu'à mes collègues ici, qu'une personne de moins de dix-huit ans, peu importe le consentement qu'elle pourrait obtenir de ses parents, ne pourrait peut-être pas complètement discerner, comme le dit le bill. Encore là, le problème va se poser de savoir ce que c'est qu'une personne douée de discernement. Si je me réfère directement au texte, on dit: "Le mineur, doué de discernement, peut également..."

Normalement, lorsqu'on parle d'une personne douée de discernement, l'usage courant dit que c'est une personne qui est capable de discerner le bien du mal. Or, la possibilité de discerner le bien du mal, à mon humble avis, c'est une évaluation objective, alors que, dans le cas du présent projet de loi, on parle de personne douée de discernement quant à un problème d'ordre subjectif.

Moi qui ai 14 ans — ce n'est pas le cas, je l'ai annoncé à tout le monde, mais je prends comme exemple que je suis un mineur de 14 ans — est-ce que je suis en mesure de discerner subjectivement que je peux ou non me départir d'un rein en faveur d'un de mes parents, même avec le consentement de mes parents? Personnellement, je me pose de très sérieuses questions à ce sujet. Je n'irais peut-être pas jusqu'à me dire contre le principe du bill, parce que les autres principes du projet de loi demeurent, à mon avis, valables, mais, sur ce point, en ce qui me concerne, j'émet de sérieuses réserves.

Relativement aux autres principes, encore une fois, il nous est impossible d'être en désaccord avec le fait que ce projet de loi autorise une personne majeure à régler ses funérailles et même un mineur également. Là, je fais la distinction entre ce que je disais tantôt et le fait que le mineur dispose avant sa mort de son éventuel cadavre. Alors, le problème ne se pose pas s'il décide d'être incinéré plutôt qu'enterré. Je pense bien qu'il s'agit là d'un cadavre et non pas d'une personne qui peut encore avoir besoin de certains de ses organes dont elle peut disposer. C'est là-dessus que je fais la distinction.

Nous n'avons pas d'objection au cinquième principe qui permet à un médecin d'effectuer des prélèvements selon certaines conditions, et, enfin, nous favorisons l'abolition de la dégradation civique, également.

Peut-être une question de détail mériterait d'être discutée plus à fond au moment de l'étude des articles eux-mêmes du bill, mais je la mentionne quand même en général à ce stade-ci — ce serait, en ce qui me concerne, la seconde

réserve que j'aurais à l'égard de ce projet de loi, toujours, encore une fois, en étant d'accord avec l'ensemble des principes énoncés — c'est celle de permettre la disposition autrement qu'à titre gratuit de parties de son corps, même de ceux qui sont régénérables.

Et, encore une fois, sur ce point je me réfère à l'opinion de l'Office de révision du code civil, que je fais mienne: "Après avoir dit qu'il était normal d'accorder à un majeur le droit d'aliéner une partie de son corps et de l'aliéner à titre gratuit" on ajoute ceci: "On ne saurait faire du corps humain une simple marchandise, objet de transactions commerciales".

Le ministre me dira sûrement qu'on réserve strictement la possibilité d'aliénation, à titre onéreux, à des parties du corps régénérables, mais il reste quand même qu'il y a quelque chose, à mon avis, que j'oserais qualifier d'impudique, dans le fait de pouvoir à titre onéreux aliéner des parties du corps humain, même régénérables.

Et je continue à citer ce rapport de l'Office de révision: "Il semble souhaitable que le sang humain ou tout autre tissu dit renouvelable ne soit pas traité différemment des autres parties du corps. On ne voit pas pourquoi on permettrait par exception que le sang puisse être l'objet d'une vente, voire d'un commerce".

Et c'est là-dessus que je dis qu'il y a peut-être quelque chose d'impudique que quelque chose d'aussi sacré que le corps humain puisse faire l'objet d'un commerce. Et là-dessus on cite, un peu plus loin, un texte que je trouve assez merveilleux, du grand juriste français René Sabatier: "Le corps humain ne saurait faire l'objet d'une vente au détail des parties de ce corps, car les valeurs humaines transcendent l'argent, mais la plus haute de ces valeurs étant l'amour, l'homme peut par amour se donner". J'espère bien que personne ne va contester ce dernier énoncé. "Dès l'apparition de cette première greffe que fut la transfusion sanguine, les mots justes sont apparus. A la différence des médicaments courants, le sang humain ni ses extraits n'ont jamais été vendus".

C'est la deuxième et dernière réserve que j'exprime à l'égard de ce bill, que je voudrais voir parfaire par ces deux points, c'est-à-dire que le mineur — surtout que maintenant on parle de personnes de moins de 18 ans — ne puisse aliéner des parties de son corps, premièrement. Et en second lieu, que même des parties régénérables ne puissent faire l'objet d'une vente ou d'un commerce.

Il y aurait peut-être une distinction à apporter sur ce dernier point, dans ce sens que j'accepterais peut-être que les cheveux — qui sont des parties du corps humain — puissent être vendus — ça se fait d'ailleurs — mais ça n'a pas le côté sacré du sang ou d'autres parties régénérables du corps humain.

Le ministre me regarde comme si j'étais un prédicateur d'une quelconque confrérie...

M. LAURIN: Un apôtre de l'Amour Infini.

M. BURNS: Mais ayant parrainé le bill des Apôtres de l'Amour Infini, je pense que c'est tout à fait dans la même veine.

Ce sont les quelques remarques que j'avais à faire, tout en me disant entièrement d'accord avec l'ensemble de ce projet de loi.

M. LE PRESIDENT (Blank): Le député de Mégantic.

M. Bernard Dumont

M. DUMONT: M. le Président, en présence de ce projet de loi no 89, intitulé Loi modifiant de nouveau le code civil et modifiant la loi abolissant la mort civile, nous donnerons notre consentement comme le député de Saint-Sauveur l'a mentionné pour le principe de ce projet de loi, pour que ce principe soit accepté, si le tout peut rendre service à la communauté, considérant surtout les développements importants que nous connaissons à l'heure actuelle, tels la greffe d'un coeur humain et autres progrès qui nécessitent ce que nous appelons des lois qui permettent le progrès social de notre société.

Nous avons, comme le préopinant, une réserve très accentuée, puisque, du moins d'ici peu de temps, une loi sanctionnant l'âge de la majorité à 18 ans sera adoptée. Nous voudrions d'abord, pour ne pas qu'il y ait d'ambiguïté, que le bill permettant l'âge de la majorité à 18 ans soit sanctionné avant le bill qui nous est présenté aujourd'hui. Et deuxièmement, je pense que si on permettait à l'âge de la majorité, 18 ans, le droit de ces dons de quelque organe utile à une autre vie, ce serait beaucoup plus de précisions, et nous aussi nous avons de sérieuses réserves. Nous nous permettrons d'y revenir tout à l'heure.

Enfin — et le ministre pourra sans doute dans sa réplique nous répondre — à la page 2, je ne suis pas avocat, mais je lis textuellement et je pense que là il faudra peut-être des précisions: L'autopsie ne peut être effectuée que dans les cas prévus par la loi ou avec le consentement écrit du défunt. Moi, un profane, je n'ai jamais entendu dire qu'un défunt pût écrire. Si un terme juridique peut permettre cette possibilité...

M. BIENVENUE: C'est avant sa mort.

M. DUMONT: ... je serai heureux d'avoir des explications du ministre.

M. BIENVENUE: C'est avant sa mort.

M. DUMONT: Le tout porte certainement à une interprétation un peu comique.

M. LE PRESIDENT (Blank): Est-ce qu'il y a

d'autres orateurs, avant que le ministre donne sa réplique? Le ministre de la Justice.

M. Jérôme Choquette

M. CHOQUETTE: M. le Président, pour répondre au député de Mégantic, je lui dirai qu'il va de soi que l'on ne puisse donner un consentement écrit que de son vivant. Par conséquent, le consentement écrit auquel il est fait allusion dans l'article 6 du bill laisse présumer, pour un esprit, en somme, le moins averti, que le consentement a été donné avant la mort.

M. DUMONT: Est-ce qu'on ne peut pas définir la mort mieux que ça? Cela devient des avocasseries, M. le Président.

M. CHOQUETTE: Bien non! ce ne sont pas des avocasseries, M. le Président. Je crois que ça va de soi. Il faut interpréter les lois avec du sens commun.

M. DUMONT: Sans les compliquer.

M. CHOQUETTE: Avec le bon sens.

M. PAUL: Article 1013 et suivants du code civil.

M. DUMONT: Des renvois pour compliquer l'existence du défunt.

M. CHOQUETTE: M. le Président, les honorables députés ont soulevé, à très bon escient, le rapport de l'Office de révision du code civil, auquel je n'avais pas fait allusion dans mon exposé, parce que j'avais oublié de le mentionner. Les honorables députés ont très bien fait de le mentionner. Je dois leur dire que le bill tel que présenté a été rédigé en collaboration avec l'Office de révision du code civil, avec lequel nous avons eu des échanges de points de vue et il s'est rendu à certains arguments que nous avons soumis à son attention. Mais je félicite les députés d'avoir soulevé ce point parce que c'est à partir du rapport de l'Office de révision que nous avons présenté ce projet.

Le député de Maisonneuve a soulevé deux réserves à l'égard du projet de loi, une relativement aux droits des mineurs, même avec le consentement paternel, de céder des organes vitaux. Je suis prêt à examiner avec lui tout à l'heure, lorsque nous arriverons à l'étude de cet article, la question que cela pose. Je signale immédiatement que nous avons à l'esprit le cas, par exemple, de jumeaux, ou un frère par rapport à un autre frère, ou une sœur et un frère, ou deux sœurs; ils pourraient s'aider l'un l'autre dans des conditions particulièrement difficiles.

Il peut se produire des cas où la transplantation de l'organe d'un membre d'une famille à un autre pourrait sauver la vie de celui qui est

en danger, d'autant plus que l'organe proviendrait de quelqu'un qui a la même origine biologique ou organique que celui qui accepte l'organe transplanté. Cela aurait probablement plus de chance, au plan médical, d'être bien reçu.

C'est dans cette perspective que nous avons présenté l'article mais je ne veux pas écarter complètement les objections soulevées par le député de Maisonneuve, parce qu'elles sont sérieuses. Quant à sa réserve relativement à l'aliénation, moyennant considération, des parties du corps qui peuvent se régénérer, évidemment je suis avec lui à l'effet que l'idée d'exiger un paiement pour la cession d'un organe vital répugne quelque peu de prime abord.

Mais cela nous a été demandé par la Croix Rouge. On sait qu'il y a certaines catégories de sang particulièrement rares et qu'il peut être très utile d'obtenir des réserves de sang de ce type, et certaines personnes se laissent tirer l'oreille, ou se laissent prier pour faire ces cessions. Est-ce que, dès lors, l'intérêt général ne prime pas sur cette répugnance que l'on peut avoir à l'égard d'une espèce d'égoïsme à vouloir céder son sang pour une considération monétaire?

Là, je pense que nous sommes moins dans une question de principe que dans une question pratique. Je pense que l'intérêt public exige que nous admettions, tout de même, ce compromis ou cette entorse par rapport au principe dont faisait état le député de Maisonneuve. Cela nous permettra peut-être de sauver des vies et de rendre service au moins dans des circonstances où on aura besoin de tel type sanguin ou de telle catégorie de sang pour aider certaines personnes qui en auront besoin.

M. LE PRESIDENT (Blank): La motion de deuxième lecture du bill 69 est-elle adoptée? Adopté.

M. LE SECRETAIRE ADJOINT: Deuxième lecture de ce bill. Second reading of this bill.

M. LE PRESIDENT (Blank): L'honorable ministre de la Justice propose que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 89.

Comité Plénier

M. HARDY (Président du comité plénier): Article 1?

UNE VOIX: Adopté.

M. LAURIN: Pardon, M. le Président.

M. LE PRESIDENT (Hardy): Article 1, adopté. Article 2?

M. LAURIN: M. le Président, j'avais une

question sur l'article 1, à propos du sous-article 19 qui se lirait maintenant...

M. LE PRESIDENT (Hardy): C'est à l'article 2, cela.

M. LAURIN: Excusez-moi, c'est à l'article 2.

M. LE PRESIDENT (Hardy): Article 2, adopté?

M. BOIS: M. le Président, j'aurais une remarque à faire ici. Au sujet de "citoyen ou étranger", est-ce que le ministre ne verrait pas une difficulté dans le cas d'un étranger qui serait ici au pays et qui ne serait pas naturalisé, mais seulement de passage, et qui ferait cession volontairement d'un oeil? N'y aurait-il pas un danger, pour la province comme telle, que cela occasionne des récriminations — même si nous lui reconnaissons sa majorité et son droit de disposer — de la part de parents qui vivent à l'étranger, sous d'autres lois que les nôtres?

C'est la question que je voulais poser au ministre, M. le Président.

M. CHOQUETTE: Je pense que l'article 18, sur lequel portent les commentaires du député, est de portée extrêmement générale. Il n'a pas d'application exclusivement au domaine de la cession des organes; c'est un article, en somme, qui reconnaît à toute personne une plénitude de droits civils habituellement reconnue aux personnes vivant au Québec. Je serais même très surpris que l'adoption de cet article-là représente une innovation législative. Je pense que nous reconnaissons tout simplement que toute personne, qui se trouve au Québec et qui est soumise à nos lois — parce que nous ne pouvons pas légiférer à l'égard d'autres pays ou de ce qui se passe à l'étranger — tant qu'elle est sur le territoire québécois, jouit de tous les droits ordinaires habituellement reconnus aux citoyens, aux habitants du Québec, à ceux qui y ont leur domicile ou qui ont la citoyenneté canadienne.

Je crois que l'adoption de cet article doit être de portée extrêmement générale. Il n'a pas exclusivement pour objet, malgré qu'il le fait incidemment, de soutenir le reste du projet de loi au point de vue de la cession des organes. Est-ce que le député a saisi ce que je veux dire?

M. BOIS: Oui, d'accord.

M. LE PRESIDENT (Hardy): Article 2, adopté?

M. BURNS: Non. M. le Président, sur l'article 2, je n'ai qu'une remarque relativement au sous-article 19. Il m'est difficile de citer précisément le cas, mais, récemment, nous avons entendu parler d'une personne qui, atteinte d'un projectile provenant d'une arme à feu, avait refusé de se faire opérer. Il y a eu toutes

sortes de procédures et on en est rendu dans un imbroglio judiciaire, apparemment, dans cette affaire-là.

Peu important les intentions du monsieur, le ministre de la Justice peut facilement découvrir que, peut-être, on ne voudrait pas que le projectile qui est dans le bras de la personne soit remis entre les mains d'autres personnes.

Alors, cette personne-là se refuse à recevoir des soins, ou une intervention chirurgicale à cet effet-là. Je me demandais si, à l'égard du deuxième paragraphe de l'article 19, et c'est surtout dans ce sens-là que je pose ma question, c'était l'intention du ministre d'utiliser ce paragraphe: "Nul ne peut porter atteinte à la personne d'autrui sans son consentement ou sans y être autorisé par la loi." Je veux savoir si ce ne serait pas justement un texte qui donnerait raison à cette personne qui se refuse à cette intervention chirurgicale. Je me posais la question.

M. CHOQUETTE: M. le Président, le député de Maisonneuve fait allusion à une cause célèbre récente où il s'agissait de déterminer si le corps humain était un réceptacle et si on pouvait donner des instructions de faire une perquisition à l'égard d'un objet qui s'était logé sous l'épiderme d'un citoyen. C'est bien ça? Il y a eu des discussions sur le sujet et je pense qu'on est tombé d'accord qu'on ne pouvait pas faire cette perquisition à l'aide d'un mandat de perquisition émis par la cour criminelle. Alors, je suis d'accord avec le député de Maisonneuve et je pense bien que le deuxième alinéa, jusqu'à un certain point, ferait échec à une telle perquisition à l'intérieur du corps humain.

M. LE PRESIDENT (Hardy): Article 2, adopté?

M. BOIS: M. le Président.

M. LE PRESIDENT (Hardy): L'honorable député de Saint-Sauveur.

M. BOIS: Il y a un point que je voudrais soulever. Le ministre ne croit-il pas que ce serait plus précis, si, à l'article 19 — parce qu'ici on parle de personnes vivantes, si je ne me trompe pas, quand on dit: "La personne humaine est inviolable, nul ne peut porter atteinte à la personne d'autrui sans son consentement" — on ajoutait: pour des fins thérapeutiques. Si on va un peu plus loin, on constate quand même qu'il peut y avoir autorisation de faire l'autopsie d'un cadavre, mais en autant que la personne humaine vivante est concernée, que ce soit quand même pour des fins thérapeutiques.

Souventefois, au point de vue scientifique, on se permettra d'aller aussi loin, tandis que pour des fins thérapeutiques, les opinions des donateurs ne deviennent pas les mêmes au point de vue scientifique. Beaucoup d'individus s'organiseront, que ce soit dans la profession

médicale ou autrement, pour essayer d'obtenir des permissions beaucoup plus facilement que si c'était pour des fins thérapeutiques. Quand on parle de thérapeutique, il y a au moins un don, il y a quelque chose que quelqu'un donne à un autre. C'est fait entre vifs et je crois qu'il serait peut-être bon d'ajouter à cet article là; et ce pour des fins thérapeutiques.

M. CHOQUETTE: M. le Président, le député nous parle des fins thérapeutiques. Les fins thérapeutiques et scientifiques commencent justement après l'article 19, elles commencent à l'article 20 où il y a toutes les explications qu'il lui faut sur le plan de la possibilité de porter atteinte à la personne humaine pour des fins scientifiques et thérapeutiques. Pourquoi mettre cela dans l'article 19 qui, lui aussi, a une portée générale et n'a pas une portée limitée exclusivement à l'acte de céder ou de donner des organes humains. A l'intérieur de l'article 19, par exemple, on peut inclure le pouvoir de correction de la part du père par rapport à ses enfants ou le pouvoir de l'instituteur par rapport, à des élèves, et on sait qu'à ce sujet là un pouvoir de correction existe dans le code à condition qu'il soit utilisé modérément. Alors, je pense que l'article 19 vient englober toutes les situations où, en droit, on puisse porter atteinte à la personne, que ce soit pour des fins thérapeutiques, scientifiques, que ce soit le pouvoir de la police de procéder, peut-être, à une arrestation.

Là, peut-être la portée serait un peu trop grande. De toute façon, le pouvoir d'exercer une action physique à l'égard d'une autre personne.

Je n'ai qu'à donner un autre exemple. Le pouvoir de se défendre contre une agression. Cela existe dans le code criminel. Cela serait consacré également par l'article 19, parce que tout le monde a le droit de repousser une agression par l'exercice d'une force suffisante.

M. LE PRESIDENT (Hardy): Article 2, adopté? Article 3?

M. BURNS: Concernant l'article 3, j'ai tantôt exprimé une réserve. Je dois dire que le ministre m'a un peu ébranlé dans son argumentation. Peut-être simplement pour favoriser la discussion sur ce point-là, je vais déposer un amendement relativement à l'article 3. Que le deuxième alinéa de l'article 20 soit retranché, c'est-à-dire celui qui permet au mineur doué de discernement, avec le consentement de l'autorité parentale, l'aliénation de parties de son corps. L'argument que le ministre a donné est à l'effet que peut-être entre mineurs, parents de très près il serait plus facile de réussir une greffe sans qu'il y ait ce phénomène de rejet dont on entend parler, etc.

Je me pose la question tout haut à savoir si le principe que je juge sacro-saint d'avoir quand même un minimum de possibilités de discerner

de façon subjective — et quand je dis "subjective" je veux dire surtout "éventuelle" — C'est-à-dire que je me demande si pour le cas d'exception que le ministre nous pose cela vaut vraiment la peine de prendre la chance de mettre dans un projet de loi que des mineurs peuvent donner des parties de leur corps. Je vais penser à un autre cas semblable à celui que le ministre nous donne — on connaît l'enthousiasme et la générosité proverbiale des jeunes — Où un enfant serait placé dans la position de donner, par exemple, un rein à son père qui justement serait celui qui, avec son autorité parentale, donnerait le consentement. Remarquez que je prends un autre cas extrême, ou le jeune l'admetts. Mais un cas extrême qui me rendrait peu sympathique le fait que l'enfant ou le jeune soit subjectivement placé dans une situation comme celle-là.

Il est évidemment plus facile pour quelqu'un d'un jeune âge de se dire qu'il est en mesure de se dispenser de certaines parties de son corps parce qu'il n'a peut-être pas commencé à souffrir de ce corps. C'est dans ce sens que je me demande si, subjectivement, un mineur aurait la qualité qui est requise par cet article, c'est-à-dire s'il serait véritablement doué de discernement sans ce rapport. C'est pour cela que je propose cet amendement à l'article 3. Maintenant, je suis prêt à entendre les arguments du ministre. Il nous a cité un cas sans doute très sympathique.

Mais, je me demande si, pour ce cas extrême, on n'est pas placé devant une situation où l'on doit considérer que c'est dangereux pour un mineur, surtout, comme je le disais tantôt, que l'âge de la minorité est rendu à moins de 18 ans; moi, je me pose de très sérieuses questions. Alors, M. le Président, je propose que le deuxième alinéa de l'article 20 soit retranché.

M. LE PRESIDENT (Hardy): Y a-t-il discussion sur l'amendement de l'honorable député de Maisonneuve?

M. CHOQUETTE: M. le Président, je pense qu'on pourrait peut-être...

M. LE PRESIDENT (Hardy): Pour ne pas créer de précédent, je ferai remarquer que l'amendement n'est pas tout à fait conforme au règlement, mais peut-être que le comité...

M. PAUL: M. le Président, sans doute que vous voulez vous référer à 333, troisièmement. Mais l'amendement de notre collègue n'a pas pour effet de rayer un article.

M. LE PRESIDENT (Hardy): Non, non! Mais l'article 333, troisièmement, est très, très, très formaliste. Devant ce formalisme très grand, j' imagine que les membres du comité vont accepter l'amendement du député de Maisonneuve, quant à sa recevabilité.

M. CHOQUETTE: M. le Président, il ne faudrait pas prendre pour acquis que le mineur, à l'heure actuelle, ne peut pas contracter, il peut contracter. Un mineur doué de discernement, aujourd'hui, dans l'état de notre droit, peut passer un contrat et ce contrat n'est sujet à annulation qu'au cas de lésion. Alors donc il ne faudrait quand même pas considérer qu'il y a une défense absolue pour un mineur de poser des actes qui ont une portée juridique. D'un autre côté, je connais la valeur des objections du député de Maisonneuve. Je pense qu'on pourrait peut-être introduire dans l'article des mots à l'effet que cela pourra se faire avec le consentement d'un juge de la cour Supérieure. Je veux dire qu'il faudrait vraiment indiquer que, en plus du détenteur de l'autorité paternelle, la cour devra donner un consentement, et lorsque ceci ne comportera pas un risque sérieux pour la santé du mineur, tel que déjà prévu dans l'article. A ce moment-là, je pense qu'un juge de la cour Supérieure prendra toutes les précautions voulues pour que ces cessions d'organes par un mineur ne se passent que dans des circonstances impérieuses.

M. PAUL: M. le Président, je crois que le ministre aurait un heureux compromis — je ne sais pas ce que le député de Maisonneuve en dira — mais je me demande pourquoi donner cette juridiction exclusive à un juge de la cour Supérieure. Pourquoi ne pas reconnaître la valeur et la compétence de nos juges de la cour Provinciale? D'abord, ils sont plus nombreux que nos juges de la cour Supérieure. Je n'en ai pas contre nos juges de la cour Supérieure, absolument pas, mais le ministre conviendra que nos juges de la cour Provinciale sont plus nombreux. Le principe, je pense bien, c'est d'entourer ce consentement d'une certaine vérification d'une autorité compétente ou du moins dégagée de toute influence soit du donateur ou du donataire, dans certains cas, comme le soulignait le député de Maisonneuve, s'il s'agissait, par exemple, d'une donation d'un enfant mineur à l'endroit de son père.

Quant à moi, je serais prêt à agréer la recommandation du ministre pour autant qu'il change de juge pour que nous puissions avoir un juge de la cour Provinciale plutôt que de la cour Supérieure. Sans être chauvin ou ultra-nationaliste, je crois que le ministre devrait donner beaucoup plus d'encouragement aux personnes qu'il reconnaît compétentes pour exercer la fonction de juges au Québec.

M. CHOQUETTE: M. le Président, juste une observation sur le choix du juge. Ce n'est pas que je considère que les juges de la cour Provinciale seraient incompetents pour rendre un jugement valable dans cet ordre d'idée. Que ce soit un juge de la cour Provinciale ou de la cour Supérieure, je considère avec le député de Maskinongé que cela ne ferait aucune différence.

La raison pour laquelle j'ai suggéré un juge de la cour Supérieure, c'est parce que ceci me paraît s'apparenter à tout ce qui se passe au niveau de la tutelle. Le député de Maskinongé sait que la tutelle est une question qui se traite au niveau de la cour Supérieure. C'est la seule raison pour laquelle j'ai pensé qu'une requête ex parte présentée dans ces conditions devrait naturellement aller à la cour Supérieure, sans que ceci constitue un jugement péjoratif à l'égard des juges de la cour Provinciale.

M. BURNS: M. le Président, j'allais abonder dans le sens de ce qu'exprimait le député de Maskinongé, mais je pense que l'argument que le ministre de la Justice vient de nous donner est valable, même si, dans le projet de l'Office de révision du code civil — évidemment, le ministre pourra me dire que ce n'est pas le même cas — lorsqu'il s'agit de la disposition du corps d'un défunt, c'est à la cour Provinciale que c'était donné. La référence à la juridiction des juges de la cour Supérieure en matière de tutelle me satisfait et, en ce qui me concerne, je serais prêt à retirer mon amendement devant la proposition du ministre.

M. CHOQUETTE: Dans ces conditions, je suggère que nous ajoutions, tout simplement, après les mots "le mineur, doué de discernement, le peut également avec le consentement du titulaire de l'autorité paternelle et d'un juge de la cour Supérieure, à condition qu'il n'en résulte pas un risque sérieux pour sa santé". Alors, il s'agit d'insérer les mots "et d'un juge de la cour Supérieure" dans la troisième ligne, après "paternelle".

M. LE PRESIDENT (Hardy): Alors, "et d'un juge de la cour Supérieure" se situent entre les mots "paternelle" et "à condition"?

M. CHOQUETTE: Oui.

M. LE PRESIDENT (Hardy): L'amendement de l'honorable ministre est adopté?

DES VOIX: Adopté.

M. LE PRESIDENT (Hardy): Article 3, adopté?

M. BURNS: Non, M. le Président. C'est ici que j'arrive au second point que j'avais mentionné en deuxième lecture. Cela se rattache plus particulièrement au troisième alinéa de cet article. Encore une fois, il ne s'agit pas de tenter de passer pour un pur ou pour quoi que ce soit, mais je vois mal qu'un projet de loi, qui s'inspire, au fond, d'intentions profondément humaines et également d'une situation où, de plus en plus, on se rend compte que chaque membre est solidaire à l'intérieur de la société.

Qu'il y ait la moindre référence à un commerce possible, même de parties du corps

qui sont susceptibles de régénération, personnellement il y a là quelque chose que je trouve inacceptable, de sorte que je proposerais un second amendement à l'article 3: "Que le troisième alinéa de l'article 20 soit modifié en y retranchant les mots "à moins que son objet ne soit une partie du corps susceptible de régénération". Ce qui, à toutes fins utiles, voudrait dire que le troisième alinéa se lirait comme suit: "L'aliénation doit être gratuite".

Je sais que le ministre a mentionné tantôt qu'il y avait un certain bien-fondé dans les remarques que j'avais faites. Je voudrais bien que le ministre nous dise ce qu'il pense de l'amendement que je propose.

M. PAUL: Je vais être obligé de me dissocier de l'argumentation soulevée par mon collègue, le député de Maisonneuve, et voici pourquoi.

Je pense bien que ce n'est pas l'idée du législateur de permettre un commerce dans la vente d'organes. Il arrive cependant que, même dans le cas de transfusions de sang, la personne peut être appelée à perdre une journée ou une journée et demie de travail. Il peut arriver que, dans le cas de la transplantation d'un rein, la personne soit obligée de séjourner un certain temps à l'hôpital et de parfaire une convalescence à domicile.

Dans le cas, par exemple, de la greffe d'un tibia, un expert en la matière, l'honorable député de Dubuc, me mentionne que dans un tel cas une hospitalisation, ou du moins une absence au travail pourrait se prolonger durant une année. Et le député de Dubuc me mentionne qu'un tibia peut se régénérer, pour autant que l'on n'attaque pas le périoste.

Cette idée de non-gratuité est peut-être dans le but de permettre une compensation, un dédommagement plutôt qu'un acte pur et simple de vente, qu'un acte commercial civil. Personnellement, je partage jusqu'à un certain point le grand principe énoncé par le député de Maisonneuve, mais d'un autre côté je m'arrête à cette compensation, ce dédommagement qui devrait être licite et permis dans certains cas, comme ceux que je viens d'énumérer, et qui ne sont pas nécessairement limitatifs.

Pour toutes ces raisons, je me verrais dans l'obligation, à la suite des sages conseils médicaux que vient de me donner mon collègue le député de Dubuc, de voter à regret contre cet amendement du député de Maisonneuve.

M. CHOQUETTE: Je pense qu'il ne servirait à rien que je répète ce que j'ai déjà dit tout à l'heure en deuxième lecture.

J'ajouterai seulement que ce que nous suggérons est conforme au projet des commissaires sur l'uniformisation des lois. Donc, à ce point de vue-là, je pense qu'on considérera qu'il est utile que notre législation, autant que possible, soit alignée sur la législation générale au Canada, dans le domaine.

Maintenant, comme je l'ai dit, je sympathise

avec le principe énoncé par le député. On ne voudrait pas que le trafic de parties du corps humain soit une chose qui s'instaure, que le négoce et le commerce soient poussés jusque dans ce domaine. Mais dans l'intérêt public et considérant l'intérêt qu'il peut y avoir, dans certains cas, en particulier dans le domaine sanguin, à ce qu'on puisse se procurer certains types de sang qu'il est difficile d'avoir en réserve, je pense qu'il faut quand même faire face à la réalité et admettre ça sur le plan pratique.

M. LE PRESIDENT: L'article 3, l'amendement, le député de Dubuc.

M. BOIVIN: J'irais peut-être plus loin que ça dans la gratuité, si vous voulez. Je n'aime pas le mot gratuité, je préférerais le mot compensation dans le cas présent et j'irais beaucoup plus loin que ça. Dans la greffe, par exemple, d'un oeil ou d'un rein, ça ne met pas en danger la vie de celui qui donne son rein, mais par la loi actuelle, vous l'obligerez à donner son rein et son oeil gratuitement.

Prenez, par exemple, quelqu'un qui a deux reins. Dès qu'on en a un qui est très bon, même une partie de rein qui est très bonne, il peut arriver qu'une personne, pour sauver sa vie, a besoin d'une greffe de rein. Alors que quelqu'un offre un rein à greffer, vous l'obligez par cette loi-là à le donner gratuitement, parce que ce n'est pas un organe qui n'est pas régénéré naturellement.

Alors j'irais même plus loin dans la compensation. Je n'aime pas le terme gratuit, parce que ça a l'air commercial, j'aimerais mieux le terme compensation, et je pousserais aussi la possibilité de compenser quelqu'un qui ferait le don d'un de ses yeux ou d'un de ses reins.

M. CHOQUETTE: M. le Président, je sais bien que la suggestion du député de Dubuc part d'un très bon naturel, et puis qu'elle est faite tout à fait de bonne foi, mais à partir du moment où on va insérer l'idée de compensation au cas de cession d'un organe qui ne se régénère pas, là on va ouvrir la porte à toutes les compensations possibles et imaginables. Quel va être le prix, le montant de la compensation? C'est là où ça peut devenir discutable. Puis on peut imaginer un tas de circonstances où des individus mal pris financièrement, ou enfin des gens qui sont prêts à risquer le tout pour le tout, se diraient: une compensation de \$1,000 ou de \$2,000 ça m'irait pour céder un rein ou pour céder un oeil. Et là je pense que, le député de Dubuc signale les inconvénients pour celui qui cède un organe, en insérant l'idée de compensation on va ouvrir la porte au trafic des organes essentiels du corps humain. C'est la raison pour laquelle je ne peux pas vraiment accepter la suggestion.

M. LE PRESIDENT: Alors l'amendement du

député de Maisonneuve est rejeté sur division et l'article 3 est adopté.

M. BURNS: Non, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Maisonneuve.

M. VEZINA: Sur l'article 3. Est-ce toujours sur l'article 3?

M. BURNS: Toujours sur l'article 3.

M. LE PRÉSIDENT: Oui.

M. VEZINA: Je voudrais juste...

M. BURNS: Je voudrais tout simplement...

M. VEZINA: D'accord, je parlerai après vous.

M. BURNS: ...poser, à ce moment-ci, un problème qui me semble être purement d'ordre technique, maintenant qu'on a disposé des problèmes de fond. Quand je lis le texte de l'actuel article 20 ou l'article 3 du projet de loi où l'article 20 est édicté, il ne me paraît pas clair que le majeur qui veut aliéner entre vifs ou soumettre à une expérimentation une partie de son corps soit forcé de donner un consentement écrit.

Si je lis l'ensemble du texte — c'est la question que je pose au ministre — est-ce que dans son projet de loi il voulait que le majeur soit obligé de donner un consentement écrit? Si oui, je prétends que le texte ne le dit pas actuellement. Voici pourquoi: Si on lit le premier alinéa, il n'y est aucunement fait référence à un acte écrit quelconque tel que le suggère d'ailleurs le texte de l'office de révision du code civil. Le deuxième paragraphe, lui, concerne le mineur. Pour ce qui est du mineur on se réfère, dans la deuxième ligne, aux mots "consentement du titulaire de l'autorité paternelle" et on a ajouté tantôt "et d'un juge de la cour Supérieure".

Or, il arrive que la première fois qu'on voit apparaître dans ce texte-là le phénomène qu'un consentement doit être donné par écrit, c'est au quatrième paragraphe, où on dit: "Le consentement doit être donné par écrit." La seule et unique place, dans cet article, où l'on parle de consentement, c'est dans le deuxième alinéa et ça ne concerne que le mineur. Je me pose la question à savoir si on n'aurait pas dû tout simplement parler, dès les premiers mots de l'article 20, d'un acte écrit tel que le suggère l'Office de révision du code civil pour dire, par exemple: Le majeur peut, par acte écrit, aliéner, etc.

Je m'en réfère aux grandes qualités de légiste du sous-ministre en cette première. Je vous avoue que j'ai nettement l'impression que ce n'est pas clair que ce texte-là veuille dire que

même le majeur doit donner un consentement écrit. Si c'est cela que le texte veut dire ou ne pas dire, selon le cas, vous pouvez vous imaginer à quelle ambiguïté cela va donner suite éventuellement dans l'application. Je souligne ce point, qui est peut-être d'ordre purement et simplement technique, mais, en ces matières d'importance primordiale qu'est l'aliénation de parties du corps humain, je pense qu'il faut s'attaquer aussi aux problèmes techniques pour que tout le monde sache à quoi s'en tenir.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Montmorency.

M. VEZINA: M. le Président, sur le fond de l'article 3, je n'ai pas voulu intervenir avant parce que je suis d'accord sur l'ensemble des propos qui ont été échangés. Mais sur la question de la forme, étant donné que nous étudions tout de même un cas très particulier, qui est cette aliénation d'une partie de son corps, je me demande s'il est véritablement à propos de faire intervenir dans le code civil deux notions tout à fait nouvelles.

D'abord, celle du "mineur doué de discernement". Sauf erreur, ce sera le premier article où l'on incorporera une telle expression. "Doué de discernement", c'est nécessairement une interprétation subjective, vu l'amendement proposé par le ministre. Pour qu'un juge sache si un mineur est doué ou non de discernement, vous imaginez facilement, M. le Président, tout le débat judiciaire que ça peut entraîner, jusqu'à entendre des psychiatres, le médecin de famille, les amis, les parents etc.

Je me demande réellement — dans la forme toujours; je n'attaque pas le fond de l'article — si on ajoute à notre code en introduisant cette nouvelle notion. Il me semble que, si on avait dit: Le mineur assisté de son tuteur ou avec l'autorisation de son tuteur, on aurait collé à la réalité actuelle du code civil et cela aurait eu l'avantage de nous faire jouir de toute la jurisprudence actuelle sur le sujet. Or, cette expression me paraît obliger le tribunal à se demander si les dispositions, par exemple, de 1053 du code civil peuvent s'appliquer à tel ou tel mineur. "Doué de discernement", j'imagine que ça veut dire capable de discerner le bien du mal et, donc, capable de comprendre la portée de l'acte que l'on va poser, que ce soit par commission ou par omission.

D'autre part, on introduit une nouvelle notion dans le code civil, c'est l'expression, "titulaire de l'autorité paternelle". Encore là, on peut facilement imaginer des débats judiciaires énormes pour savoir qui est le titulaire de l'autorité paternelle. Parce qu'il faut distinguer entre celui qui exerce l'autorité paternelle et celui qui peut être le titulaire, même à un moment, ad hoc. Si vous me permettiez de donner un exemple. Si un enfant était confié à la garde d'un oncle, d'un ami, cette personne-là qui temporairement a la garde de l'enfant à la

demande des parents serait-elle considérée par la cour comme étant "le titulaire de l'autorité paternelle"?

Je ne l'affirme pas, je me pose tout simplement la question et je me demande s'il est nécessaire, pour atteindre le but que cet article propose, d'introduire ces nouvelles notions juridiques. Il me semble que l'on n'ajoute rien à ce que nous avons déjà. Bien au contraire, je pense que l'on va insérer dans le code civil deux sortes de mineurs: ceux qui sont régis par les articles actuels du code civil et ceux qui sont doués de discernement et qui jouissent du consentement de celui qui est le titulaire de l'autorité paternelle. Je ne vois réellement pas l'avantage de faire cet accroc au code civil actuel pour les fins de cet article-là.

Il y a un autre point aussi, c'est que, tant et aussi longtemps que l'on n'aura pas, si l'article est adopté tel quel, une jurisprudence assez constante, je pense qu'il y a risque d'abus. Lorsque le médecin, l'ami, le parent ou qui que ce soit sera appelé à interpréter "doué de discernement", s'il n'y a pas d'opposition, on sait que, devant le tribunal, le juge s'en remettra à l'aveu de la partie. C'est normal, c'est une règle de procédure. S'il y a de l'opposition, je pense que l'on risque des débats absolument inutiles.

Par le biais de la longueur des débats, il serait très facile de permettre que l'aliénation requise dans les heures ou les jours qui suivent ne se fasse pas. Il me semble — toujours dans la forme de l'article — que si on écartait ces deux nouvelles notions pour revenir à la notion de l'assistance du tuteur, quitte à être autorisé ou approuvé par un juge de la cour Supérieure — pour l'argument que le ministre a donné tantôt — cela serait plus conforme à nos textes de lois actuels et moins sujet à des interprétations qui, je pense, peuvent nous mener dans, je ne dirai pas un cul-de-sac, mais des sentiers assez difficiles strictement au niveau de l'interprétation de cet article.

M. CHOQUETTE: M. le Président, "doué de discernement" fait évidemment allusion au mineur qui a l'âge de raison. Il faut quand même faire la différence entre celui qui peut donner un consentement valable et celui qui ne le peut pas. C'est-à-dire qu'il y a des mineurs qui sont trop jeunes pour exprimer un consentement, donc qui n'ont pas de discernement. Maintenant, si le député veut trouver une autre formule pour expliquer qu'il s'agit du mineur qui a l'âge de raison ou qui a... bien que ce ne soit pas exclusivement une question d'âge de raison, comme le sait le député, parce que l'âge de raison n'arrive pas à l'âge de sept ans. Cela peut arriver, dans certains cas, à l'âge de huit ans et dans certains cas, cela n'arrive jamais.

M. VEZINA: Oui, regardez là-bas.

M. CHOQUETTE: Mais je pense que l'inten-

tion est assez claire dans l'expression "doué de discernement". Je pense que nous n'introduisons pas une nouvelle notion juridique dans le code. Tous les juges, tous les avocats vont comprendre...

M. BIENVENUE: Tous les députés l'ont compris...

M. CHOQUETTE: ...tous les députés, le député de Maskinongé, le député de Maisonneuve...

UNE VOIX: Le député de Mégantic...

M. CHOQUETTE: ...et même le député de Chicoutimi.

UNE VOIX: Ah ça, c'est une exception...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Un instant, M. le Président...

M. CHOQUETTE: Je retire mes paroles.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ...je veux avoir des directives. De quelle façon ai-je été mis en cause?

M. CHOQUETTE: Je retire mes paroles,

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je ne les ai pas entendues. M. le Président, vous devez m'éclairer.

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre de la Justice a déclaré que le député de Chicoutimi avait sûrement compris la notion de mineur doué de discernement.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Merci, M. le Président. C'est un signe d'intelligence.

M. CHOQUETTE: Je pense qu'on va comprendre facilement l'intention du législateur dans les mots qui sont employés: "doué de discernement". Je ne pense pas que nous introduisons une nouvelle notion juridique.

Maintenant, quant au titulaire de l'autorité paternelle, on sait que celui qui a l'autorité paternelle, c'est le père. Il y a certaines dispositions à l'heure actuelle, dans l'article 243, qui disent que lorsque le père est absent, c'est la mère qui exerce l'autorité paternelle. Par conséquent, le texte vise exclusivement le père ou la mère qui peuvent donner ce consentement. Il faut se reporter à l'article 243 pour déterminer qui sont les personnes qui sont titulaires de l'autorité paternelle.

Je regrette pour le député de Montmorency. Ce sera la prochaine fois que nous accepterons un de ses amendements.

M. PAUL: M. le Président, est-ce que je pourrais formuler une demande au ministre?

Est-ce qu'il pourrait répéter toutes ses remarques pour que nous puissions comprendre, nous aussi, de ce côté de la Chambre.

M. BURNS: M. le Président, j'ai soulevé un problème...

M. CHOQUETTE: Sur la question du consentement...

M. BURNS: ...d'ordre technique: le consentement écrit.

Est-ce qu'il n'y aurait pas lieu dans le premier paragraphe, après le mot "peut", d'insérer "par acte écrit", tel que le suggère l'office, comme je l'ai mentionné tantôt?

M. CHOQUETTE: Oui, oui, nous allons faire ça.

M. BURNS: Je pense que ce n'est pas clair.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Avant la mort autant que possible, hein; on l'a dit tout à l'heure.

M. CHOQUETTE: Le majeur peut...

M. LE PRÉSIDENT: Alors l'amendement est à l'effet d'ajouter les mots "par acte écrit" entre les mots "peut" et "aliéner".

M. BURNS: C'est ça.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Nous le savons parce que ça...

M. LE PRÉSIDENT: L'amendement du député de Maisonneuve est...

M. CHOQUETTE: Attendez, je préférerais qu'on utilise le mot consentement dès le début de l'article 20.

M. BURNS: M. le Président, dans le rapport de l'Office de révision — c'est une référence comme une autre — les mots qu'on utilise — je cherche le texte — c'est "par acte écrit". Je me réfère entre autres à l'article 2, qui touche en particulier aux funérailles: "Il peut aussi par acte écrit régler les conditions de ses funérailles". Et je pense que, si on se réfère à l'article 1, on retrouvera aussi cette référence. Non, je m'excuse, à l'article 1 du projet de l'Office de révision, on dit: "Son consentement doit être donné par écrit".

M. PAUL: C'est toujours révocable dans les deux cas.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Après la mort?

M. CHOQUETTE: On peut amender dans ce sens-là, M. le Président; alors on pourrait

mettre: "Le majeur peut, par acte écrit, aliéner entre vifs, etc.".

M. LE PRÉSIDENT: L'amendement est adopté?

M. PAUL: Pourquoi "par acte écrit"? Pourquoi ne pas tout simplement dire "par écrit"?

M. CHOQUETTE: Parce que là ce n'est pas l'aliénation qu'il fait par écrit, c'est le consentement qu'il exprime par l'écrit.

M. BURNS: On pourrait peut-être le laisser en suspens et le soumettre aux légistes, je n'ai pas d'objection, mais je sais que le sous-ministre est là.

M. CHOQUETTE: Le sous-ministre est d'accord.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): On peut mettre ça en chapelle ardente.

M. CHOQUETTE: M. le Président, je pense que c'est le député de Matane qui a raison. "Le majeur peut consentir par écrit à l'aliénation entre vifs d'une partie de son corps".

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est un texte qui est bienvenu, M. le Président.

M. CHOQUETTE: Je crois que c'est la meilleure rédaction.

M. LE PRÉSIDENT: Alors il y a consentement pour ajouter les mots "peut consentir par un acte écrit..."

M. CHOQUETTE: Peut consentir par écrit...

M. PAUL: A l'aliénation...

M. LE PRÉSIDENT: Peut consentir par écrit à l'aliénation entre vifs...

M. CHOQUETTE: D'une partie de son corps ou se soumettre, M. le Président...

M. LE PRÉSIDENT: Alors, pour que tout soit bien clair, l'article se lirait comme suit: "Le majeur peut consentir par écrit à l'aliénation entre vifs d'une partie de son corps ou à se soumettre à une expérimentation."

Alors, l'article 3 est adopté tel qu'amendé?

M. VEZINA: M. le Président, si vous me le permettez, avant de "fermer" l'article 3...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Avant de fermer la tombe.

M. VEZINA: ... sur les propos que j'ai tenus tantôt.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Il veut exprimer ses derniers regrets.

M. VEZINA: Je n'en ai pas fait un amendement; je voulais tout simplement attirer l'attention du ministre. J'ai pris note de ses propos, mais il n'en demeure pas moins que je suis personnellement profondément convaincu que celui qui a conçu notre code se serait rangé de mon côté et, conséquemment, je me sens plus près ce soir de Napoléon que du ministre de la Justice.

M. LE PRESIDENT: Sur ces propos historiques, l'article 3 est adopté tel qu'amendé.
Article 4?

M. BURNS: A l'article 4, M. le Président, il s'agit, à toutes fins pratiques, du même problème qu'on vient de rencontrer à l'article 3, c'est-à-dire qu'encore une fois, en ce qui concerne le majeur, on ne parle pas de dispositions écrites quant à la possibilité de régler les conditions de ses funérailles, etc. alors qu'on parle de consentement qui doit être donné par écrit au troisième alinéa. Je me demande, encore une fois, s'il ne serait pas opportun de faire une modification du même genre au premier alinéa de l'article 4.

M. CHOQUETTE: Je pense que le député de Maisonneuve se trompe parce que, dans l'article 4, il n'est pas dit dans quelles conditions le consentement doit être donné par le majeur; il ne l'est pas dit, non plus, pour le mineur.

M. BURNS: Au troisième...

M. CHOQUETTE: Non, non, pas du tout. "Le mineur, doué de discernement, le peut également avec le consentement du titulaire de l'autorité paternelle."

M. BURNS: Oui, mais comment voulez-vous qu'on fasse la preuve de l'intention, même du majeur, une fois qu'il est décédé, sinon par voie d'un acte écrit?

M. CHOQUETTE: Le fait qu'on n'emploie les mots "par écrit, nulle part dans les deux alinéas fait qu'il est implicite que le consentement doit être donné par écrit dans les deux cas. Cela me paraît clair.

M. PAUL: M. le Président, j'approuve le député de Bourget...

M. BURNS: Maisonneuve.

M. PAUL: De Maisonneuve. Je m'excuse d'être toujours dans l'erreur.

Un majeur qui va régler les conditions de ses funérailles et qui le ferait verbalement pourrait être exposé à l'interprétation de la Loi de la preuve aux articles 1233 et 1234 du code civil,

parce que je ne connais pas de directeur de funérailles aujourd'hui qui consentirait à assumer des frais funéraires pour une somme moindre que \$50.

Je sou mets respectueusement que l'argument soulevé par le député de Maisonneuve est fort sérieux, si l'on se réfère aux dispositions du code civil traitant des règles de la preuve.

Je me demande pourquoi le ministre mettrait des objections à clarifier un texte ou à éviter sûrement des procès de la nature de ceux que je viens de lui signaler.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Le défunt peut régler ça le matin de ses funérailles en consultant l'assistance.

M. PAUL: Le ministre aurait-il des objections à ajouter les mots "par écrit"? "Le majeur peut régler par écrit les conditions de ses funérailles".

M. VEZINA: Pourquoi par écrit?

M. BURNS: Question de preuve.

M. PAUL: Articles 1233 et 1234 du code.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Surtout, il ne sera pas là.

M. BURNS: Les conditions de funérailles, il y en a peut-être qui sont bien simples et qui peuvent être réglées par les ayants droit, mais si on parle d'incinération par rapport à l'ensevelissement, je pense qu'il est important de savoir ce que la personne, de son vivant, voulait avoir.

M. CHOQUETTE: Je suis d'accord avec le député de Maskinongé: "le majeur peut, par écrit, régler les conditions". Et à part ça, si vous voulez être encore plus sûr, nous allons ajouter encore: "le mineur doué de discernement peut, par écrit, et également avec le consentement du titulaire de..."

M. LE PRESIDENT: Il y a consentement, quant au premier alinéa de l'article 21, pour dire "le majeur peut régler par écrit".

M. BIENVENUE: Non, "peut, par écrit".

M. CHOQUETTE: Le deuxième alinéa, je pense, n'a pas besoin de changement, il est clair que ça prend un écrit.

M. BURNS: C'est ça.

M. LE PRESIDENT: Article 4, adopté tel qu'amendé.

DES VOIX: Adopté.

M. LE PRESIDENT: Article 5.

DES VOIX: Adopté.

M. LE PRÉSIDENT: Article 6.

DES VOIX: Adopté.

M. LE PRÉSIDENT: Article 7 adopté. Article 8 adopté. Article 9 adopté avec la correction dans le texte anglais. Article 10.

M. BURNS: Relativement à l'article 10 — ici, je m'en excuse, je devrai me référer pour une question de concordance à l'article 12 — je ne veux pas discuter de l'article 12, mais bien de l'article 10. On suggère de retrancher à l'article 844 du code les mots "à la dégradation civique ou..."

Or, si on se réfère à l'article 844 du code, on lit, à la deuxième phrase du deuxième alinéa: "Ils doivent être majeurs et non condamnés à la dégradation civique, ou — ce sont les mots que l'on veut faire retrancher — à une peine infamante, de sorte que si l'amendement est adopté, le texte va se lire comme suit: Us doivent être majeurs et non condamnés à une peine infamante. Or, moi, personnellement, je me suis toujours demandé ce qu'était une peine infamante. En tout cas, il y a toutes sortes de théories. Il y a l'ingratitude en matière de testament, etc..

M. MARCHAND: Etre péquiste.

M. BURNS: Bien, c'est une peine infamante d'être péquiste, oui? D'autre part, et c'est pourquoi je me référerais à l'article 12, je suis sûr que ce n'est pas l'intention du ministre de faire adopter un texte comme celui-là, parce qu'à l'article 1208 du même code il fait disparaître "ni réputés infâmes en loi."

M. CHOQUETTE: Pardon?

M. BURNS: Si vous regardez votre article 12, M. le ministre...

M. CHOQUETTE: Oui.

M. BURNS: ...où vous amendez l'article 1208 du code, vous faites sauter "et la mort civile et les personnes réputées infâmes en loi." Je me demande donc si pour une simple question de concordance, surtout que je ne connais que très peu de personnes qui sont infâmes en loi, je n'en connais pas actuellement, surtout si on fait disparaître la dégradation civile, la mort civile, etc., l'infamie... Comme on dit à l'article 844, condamnée à une peine infamante. Personnellement, je n'en connais pas. Je ne sais pas s'il y a quelqu'un ici qui pourrait vous en désigner, mais c'est un texte qui n'a à mon avis aucun sens comme il est là. Si on fait une concordance, aussi bien la faire tout de suite.

Bon, d'accord?

M. LE PRÉSIDENT: Adopté. L'amendement est adopté.

M. CHOQUETTE: D'ajouter...

M. PAUL: M. le Président, est-ce que le ministre pourrait nous dire comment va se lire maintenant le 2e paragraphe de l'article 844?

M. CHOQUETTE: Il va se lire... "Lestémoins y doivent être nommés et désignés. Us doivent être majeurs. Les aubains et les femmes peuvent être témoins, mais une femme ne peut être témoin avec son mari, non plus que la femme du notaire instrumentant, non plus que les clercs et serviteurs des notaires."

M. PAUL: Tout simplement, M. le Président, pour faire disparaître un court membre de phrase; si on disait: Les témoins majeurs y doivent être nommés et désignés... Ds doivent être majeurs. Cela serait peut-être plus français. Je n'en fais pas une question de...

M. CHOQUETTE: Le député de Maskinongé est en train de rebâtir le code civil. Je pense qu'on devrait...

M. PAUL: C'est parce que je subis l'influence par osmose de l'excellent linguiste qui est à mes côtés.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, c'est une accusation infamante.

M. CHOQUETTE: Je pense, M. le Président, qu'on peut être satisfait d'avoir enlevé les mots "ou une peine infamante."

M. PAUL: Très bien, adopté.

M. CHOQUETTE: Quand nous ferons l'examen complet du code civil, nous étudierons la suggestion.

M. PAUL: Ils l'auront fait disparaître. Ils l'auront corrigée.

M. LE PRÉSIDENT (Hardy): L'amendement du député de Maisonneuve est adopté et l'article 10 est adopté tel qu'amendé. Article 11?

M. CHOQUETTE: Adopté.

M. LE PRÉSIDENT (Hardy): Adopté. Article 12?

M. CHOQUETTE: Adopté.

M. LE PRÉSIDENT (Hardy): Adopté. Article 13?

M. BURNS: M. le Président, relativement à l'article 13, on voit que seulement les articles 3 à 8 de la Loi abolissant la mort civile sont retranchés. Il arrive qu'en lisant ce texte-là, qui comporte justement huit articles, on s'aperçoit que les deux premiers articles sont maintenus, c'est-à-dire que la mort civile est abolie, article

1, et l'autre disant que les dispositions mentionnées en cédula, etc.. Ces deux textes-là sont maintenus.

Le ministre pourrait-il nous dire exactement pour quelle raison il maintient ces deux articles, 1 et 2, alors que le reste de la loi est aboli?

M. CHOQUETTE: L'article 1 a aboli la mort civile, donc on n'est pas pour abolir l'abolition de la mort civile. Cela aurait l'effet de rétablir la mort civile, si on faisait cela. Vous comprenez? Par conséquent, on laisse l'article 1 subsister; c'est-à-dire que deux négatifs égalent un positif.

M. BURNS: D'accord. C'est ce que je voulais savoir du ministre. Je me demande alors pourquoi il abolit l'article 8, qui est une disposition transitoire qui n'a de valeur, d'existence qu'à cause des articles 1 et 2.

M. CHOQUETTE: C'est parce qu'il n'y a pas beaucoup de danger que des gens soient soumis à la mort civile; cela date de 1906.

M. BURNS: J'ai fait le calcul cet après-midi. Si quelqu'un avait été, à l'âge de 20 ans, en 1905 ou 1906, condamné à une peine comportant la mort civile, c'est possible que cette personne vive encore, donc que des tiers, affectés par des droits visés à l'article 3, soient encore affectés aujourd'hui.

M. PAUL: ... les intérêts.

M. BURNS: Cela lui donnerait quelque chose comme 80...

M. CHOQUETTE: Si vous avez un cas comme celui-là, vous me le signalerez...

M. BURNS: Je vous le signale.

M. CHOQUETTE: ... mais je doute beaucoup que cela existe.

M. BURNS: Je n'en fais pas d'amendement.

M. LE PRÉSIDENT: L'article 13 est adopté? Adopté. Article 14? Adopté.

M. BURNS: Sur l'article 14. Avant de terminer, nous avons adopté récemment une loi, la Loi de la curatelle publique; dans cette loi, il y a deux références, à l'article 12, paragraphe d), où l'on parle justement de dispositions qui sont effacées par l'article 13 que l'on vient d'adopter ainsi que l'article 44 de cette loi-là. Remarquez qu'il y en a peut-être bien d'autres dans notre droit, mais ce à quoi j'ai pensé immédiatement, étant donné qu'on vient à peine d'adopter cette Loi de la curatelle publique et pour faire véritablement une concordance, il me semble qu'on devrait ajouter un article 13 a) qui retrancherait de la Loi de la curatelle publique le paragraphe d) de l'article 12 et l'article 44 de cette loi.

A titre d'exemple, je vous donne lecture de l'article 12 d): "Le curateur public est également d'office l'administrateur provisoire: d) des biens d'un condamné à mort ou à un emprisonnement à perpétuité, à compter de la condamnation jusqu'à la date de la réception de la copie d'un jugement nommant un curateur à ces biens". Il est bien évident que, dans ce cas-là, on se réfère à l'article 5 de la Loi abolissant la mort civile que, justement, on vient d'abroger. Alors, ce texte-là n'a plus de sens et l'article 44 non plus, qui dit:

"Le greffier d'un tribunal de juridiction criminelle doit transmettre au curateur public une liste des condamnations à mort ou à l'emprisonnement à perpétuité prononcées avant l'entrée en vigueur de la présente loi à partir de la date déterminée par le curateur public."

Je trouve que l'on ferait bien de prendre l'occasion de faire, au moins, cette concordance-là qui nous paraît évidente.

M. CHOQUETTE: M. le Président, on me dit qu'un autre bill est en préparation — il doit être présenté le printemps prochain — qui aura pour but de clarifier certains articles de la Loi de la curatelle publique. Alors, il n'est pas opportun de procéder à ces amendements dans ce texte de loi qui, lui, amende le code civil et la Loi abolissant la mort civile et ce serait une intervention indue, hors de la pratique ordinaire en matière législative.

M. BURNS: Je me sou mets, M. le Président.

M. HARDY (Président du comité plénier): M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que le comité a adopté le projet de loi no 89 avec des amendements qu'il vous prie d'agréer.

M. LE PRÉSIDENT: Ces amendements sont-ils agréés?

Agréé.

Troisième lecture?

M. CHOQUETTE: Troisième lecture de ce bill.

Troisième lecture

M. LE PRÉSIDENT: Cette motion de troisième lecture est-elle adoptée?

M. PAUL: Adopté.

M. LAURIN: Adopté.

M. LE PRÉSIDENT: Adopté.

M. BIENVENUE: M. le Président, avant de proposer l'ajournement de la Chambre à demain après-midi trois heures, je voudrais rappeler aux membres de la Chambre qu'il y a une séance de la commission des Affaires municipales, demain matin à dix heures, au salon rouge, et qu'en

Chambre, demain après-midi, après les affaires courantes, nous pourrions étudier le bill 90, sur le commerce des produits pétroliers, le bill 67, Loi modifiant la loi autorisant des prêts à certains pêcheurs commerciaux...

UNE VOIX: Numéro 78

M. BIENVENUE: ...et reprendre l'étude du bill 86, Loi des corporations religieuses, si nous avons le temps, évidemment.

M. PAUL: Le député pourrait-il me dire si son collègue, le Solliciteur général, a été libéré par la cour Suprême et s'il sera ici demain?

M. BIENVENUE: Si les moyens de transport sont rétablis, il devrait être avec nous demain.

Les bills ne seront pas nécessairement étudiés dans l'ordre que j'ai indiqué, mais ce sera un, deux ou trois de ces bills-là.

M. LE PRESIDENT: La commission des Affaires municipales doit-elle siéger demain après-midi? C'est une question que l'on m'a posée.

M. LEDUC: Ce serait une excellente affaire.

M. BIENVENUE: A chaque jour suffit sa peine, M. le Président. Je pense que mieux vaudrait attendre avant de décider.

M. LE PRESIDENT: Cette motion d'ajournement est-elle adoptée?
Adopté.

La Chambre ajourne ses travaux à demain quinze heures.

(Fin de la séance à 22 h 39)

Compte rendu des débats de la Chambre

L'édition quotidienne du journal des Débats paraît le surlendemain de chaque séance.

Elle comprend le texte des discours et des interventions dans la langue où ils ont été prononcés à l'Assemblée nationale.

Un premier tirage limité est distribué aux députés et aux correspondants parlementaires une heure après le discours.

Les députés peuvent soumettre à l'éditeur, pour leur propre discours et dans les délais prévus, les corrections absolument nécessaires pour des erreurs de faits ou des fautes de forme.

Pour plus de 25 exemplaires des Débats, la commande doit être faite par écrit au bureau des débats (74-A) au plus tard le lendemain du discours.

Un index est préparé chaque jour pour être publié à la fin de la session. Il est disponible au coût de \$2. On peut obtenir des informations du service de l'index en appelant 643-2771.

On s'abonne au journal des Débats en envoyant au comptable de l'Assemblée nationale \$8 par année. (Les chèques ou mandats-poste doivent être faits à l'ordre du ministre des Finances).

Le directeur.
Benoît Massicotte,
Bureau: 74-A
Téléphone: 643-2890